

CYBERATTAQUE CONTRE TV5MONDE, LA PISTE «TERRORISTE» PRIVILÉGIÉE P. 5

Guerre de «gangs» à Sidi El Bachir
Un marché incendié, des écoles fermées
et une population terrorisée P. 12

Constantine
Le marché souterrain ravagé par un incendie P. 8

Le Quotidien

Edition Nationale d'Information **D'ORAN**

Un tribunal espagnol ouvre le dossier GÉNOCIDE MAROCAIN AU SAHARA OCCIDENTAL P. 5



DEBAT P. 21



L'ATTRIBUTION DE LA CAN
La CAF : une organisation
à l'image des Etats
qui la forment
Par Nasr-Eddine Lezzar

Sellal à Ouargla
SANTÉ DE BOUTEFLIKA
ET CONSTITUTION P. 4



Ph.: APS

OPINION

Les cours particuliers,
la défaillance du système
scolaire en Algérie
Un business
à grande échelle
qui touche
8 millions d'élèves
en Algérie P. 6
Par Hakem Bachir

Industrie

Bouchouareb veut rattraper le temps perdu

Le ministre de l'Industrie et des Mines, Abdeslam Bouchouareb, ne désarme pas et continue de croire qu'il peut réaliser ce qui ne l'a pas été depuis plus d'une quinzaine d'années, à savoir relancer le secteur industriel qui constitue l'un des poumons par lequel respire tout pays qui s'engage sur la voie du développement économique.

Zahir Mehdaoui

Pour ce faire, le ministre a réuni jeudi dernier les dirigeants des nouveaux groupes industriels pour amorcer le lancement effectif de la deuxième phase du plan de réorganisation du secteur public marchand industriel.

La rencontre organisée au site Sider à Hydra, sur les hauteurs d'Alger, a été en effet consacrée principalement au lancement de la deuxième étape de la réorganisation du secteur public marchand à travers l'élaboration de «feuilles de route» des groupes qui seront évaluées d'ici la fin mai prochain.

La réunion de travail a permis en ce sens de présenter, débattre puis valider une feuille de route détaillée devant aboutir à des groupes «entièrement autonomes et opérationnels» dans un délai de trois mois.

«Cette feuille de route est ordonnancée autour de huit actions dont la plus importante est la préparation du plan d'actions de chacun des groupes industriels et des mesures d'accompagnement devant faire l'objet d'une présentation devant le conseil des participations de l'Etat (CPE)», indique un communiqué du ministère qui précise que pour y arriver, les groupes industriels vont pouvoir s'appuyer sur toute l'expertise qu'ils jugeront utile de solliciter afin de mener les études nécessaires à la formulation des plans d'action.

A ce titre, ajoute la même source, les managers des nouveaux groupes industriels disposent désormais d'un modèle de termes de référence qui leur permettra de recruter, rapidement, l'expertise nécessaire pour les accompagner dans la construction des entreprises.

Bouchouareb veut-il s'attaquer à la «bureaucratie» dans laquelle est confiné le secteur public marchand industriel ? C'est ce qui est suggéré en tous les cas par le ministre en donnant une sorte de «carte blanche» aux nouveaux managers des groupes industriels qui auront désormais toute latitude de faire des «choix délicats» sans mettre les doigts dans l'engrenage bureaucratique qui freine toute initiative salvatrice qui bloque depuis des décennies l'émergence d'une véritable industrie et, par ricochet, l'émergence d'une économie hors hydrocarbures.

LA FIN DU TUTORAT DE L'ETAT ?

«En entamant la réorganisation par le haut, c'est-à-dire les SGP, pour descendre ensuite vers les filiales nous avons fait le choix, conscient, qui ne perturbe pas le fonctionnement des entreprises et qui n'entrave pas la dynamique de mise en œuvre de leurs plans de développement et d'investissement», a déclaré en outre le ministre qui appelle à une «libération totale des énergies» pour, dit-il, «faire la différence entre ce qui existait et ce qui est en train de se créer aujourd'hui».

Le ministre de l'Industrie et des Mines a également insisté auprès des managers des groupes industriels pour travailler à gagner l'adhésion et la coopération des collaborateurs, de l'ouvrier au plus haut dirigeant, pour créer une dynamique et un mouvement d'ensemble convergeant vers les objectifs tracés pour faire émerger des groupes leaders dans leurs domaines d'activité.

Le ministre insistera tout particulièrement sur l'impérieuse nécessité de se doter de plans de communication internes associant le partenaire social dans le but d'expliquer, de sensibiliser et de motiver autour des enjeux et des objectifs de la nouvelle vision.

«Nous avons engagé la réflexion pour clarifier la nature des rapports administration-groupes

pe industriel par sa redéfinition et son adaptation pour concrétiser les notions de fin du tutorat sur l'entreprise publique et de l'entreprise publique autonome, concepts fondamentaux du nouveau système de gouvernance de l'entreprise publique industrielle qui constitue un axe principal de la restructuration du secteur public marchand industriel», a encore ajouté Bouchouareb lors de son intervention à la rencontre en notant à l'adresse des nouveaux managers qu'il faudrait désormais «manager, faire des choix et les assumer».

C'est le rôle des managers des groupes mais également et surtout des membres des Conseils d'administration.

«Les administrateurs sont entièrement responsables des résultats de leurs entreprises. Le ministère vous accompagnera et vous soutiendra pour lever toutes les contraintes. Cependant, je veillerai fermement à l'application des orientations stratégiques de l'Etat. L'Etat est décidé à faire du secteur public le levier pour amorcer la construction de notre ambition industrielle et y a mis les moyens», a tonné le ministre en promettant que l'Etat, en sa qualité «d'investisseur soucieux de l'usage de ce qui est fait de ses deniers», veillera scrupuleusement dans le cadre de la loi à ce que l'objectif assigné soit atteint.

A noter que les douze groupes industriels mis en place par le ministère de l'Industrie et des Mines le 23 février 2015 portent pour sept d'entre eux sur les filières de l'agro-industrie, des industries chimiques, des équipements électriques, électrodomestiques et électroniques, des industries locales, de la mécanique, des industries métallurgiques et sidérurgiques et des textiles et cuirs. Les cinq groupes existants sont : la société nationale des véhicules industriels (SNVI), le groupe industriel des ciments d'Algérie (Gica), le groupe pharmaceutique Sidal, la société nationale des tabacs et allumettes (SNTA) et Manadim El-Djazaïr (Manal). Le nouveau schéma englobe aussi des entreprises déjà existantes dans le portefeuille du ministère : l'entreprise d'études et conseils en financement pour l'industrie (Ecofie) chargée de la consolidation d'agréats économiques du secteur public marchand pour le compte du gouvernement, ainsi que quatre SGP de zones industrielles qui gèrent pour le compte de l'Etat les titres de 32 entreprises.

«Si la nouvelle organisation était déterminante pour l'économie nationale, aujourd'hui, elle l'est pour le pays tout entier. Nous sommes dans l'obligation d'atteindre cette diversification de l'économie. La création de la richesse en dehors des hydrocarbures relève de l'avenir et de la sécurité nationale», a conclu le ministre avant d'annoncer la prochaine réunion d'évaluation pour la fin du mois de mai prochain.

Par ailleurs, en marge de la réunion, le ministre réaffirme le soutien de l'Etat en accompagnant les entreprises censées contribuer à la diversification de l'économie dans une conjoncture marquée par la baisse des cours mondiaux du pétrole. Rappelant que l'Etat avait consacré, en 2010, une enveloppe financière de 12 milliards de dollars pour le développement des entreprises publiques et dont 30% seulement ont été consommés, le ministre a fait savoir que le montant restant sera affecté aux nouveaux groupes.

Questionné par la presse sur le sort des groupes qui n'auront pas atteint les objectifs assignés, le ministre a averti que leurs managers seront alors remplacés.

Enfin, le ministre n'écarte pas l'éventualité d'une révision du code des marchés publics, notamment à travers la modification de certains articles du texte en fonction, dit-il, des besoins et des situations du marché.



Ph.: Rachid K.

ANALYSE

Kharroubi Habib

Avis de tempête sur les relations maroco-espagnoles

En signant des arrêts d'inculpation à l'encontre de onze hauts fonctionnaires et militaires marocains susceptibles selon lui d'être jugés pour des faits de génocide commis au Sahara occidental occupé, le juge espagnol Pablo Ruz a probablement ouvert une crise qui va sévèrement secouer les relations maroco-espagnoles. Le trône et le Makhzen marocains répliqueront en effet très certainement à la décision du magistrat ibérique en exigeant des autorités gouvernementales espagnoles son annulation pure et simple et pour les contraindre ils mettront la tension dans les relations bilatérales des deux pays.

L'inculpation des onze hauts fonctionnaires et militaires marocains par la justice espagnole est un incontestable nouveau coup dur pour Rabat qui en essuie par rafales à l'approche d'un crucial réexamen du dossier du Sahara occidental au sein du Conseil de sécurité. Elle ne sera pas sans peser en effet sur le débat qui s'y ouvrira autour de la demande formulée par des parties et des organisations de défense des droits de l'homme d'un élargissement de la mission de la Minurso à la protection de ces droits en territoire sahraoui occupé.

L'enquête sur les conclusions desquelles le juge espagnol s'est appuyé pour prendre ses arrêts d'inculpation a été ouverte en 2007 et fait ressortir qu'il existe des « indices rationnels » permettant de juger les onze personnalités marocaines concernées. Elle corrobore en cela celles menées par différents acteurs internationaux ayant établi que l'occupation marocaine au Sahara occidental se traduit par une inacceptable répression contre la popu-

lation civile aux dimensions génocidaires indiscutables.

Ces conclusions dont les auteurs ne peuvent tous être catégorisés en tant qu'ennemis acharnés du Maroc et encore moins comme les en accuse la

propagande de Rabat d'être inféodés à l'Algérie, affolent le trône et le Makhzen au point de les pousser à exercer de honteux chantages qui vont jusqu'à la rupture ou le gel des relations avec les Etats qui leur font crédit. C'est ce que Mohamed VI et le gouvernement marocain brandiront à l'égard des autorités espagnoles si elles n'agissent pas pour bloquer la décision du juge Pablo Ruz. Le Sahara occidental est un sujet sensible entre Madrid et Rabat depuis l'annexion en 1975 de cette ancienne colonie espagnole. Madrid en tenant compte de l'importance des intérêts espagnols dans le royaume marocain s'en tient officiellement à fermer les yeux sur les faits dénoncés par les organisations de défense des droits de l'homme. Les autorités espagnoles ne peuvent néanmoins persister dans la même attitude alors que la justice de leur pays abonde dans le même sens que ces organisations.

Le trône et le Makhzen qui sont réfractaires et imperméables au principe de la séparation des pouvoirs feront sans lésiner sur les moyens pression sur Madrid pour l'annulation de la décision de la justice espagnole. Si les autorités madrilènes cèdent aux pressions marocaines, elles se mettront ainsi en décalage avec le sentiment de réprobation qu'exprime la majorité de leur opinion nationale contre les méfaits que commet l'occupant marocain au Sahara occidental.

Saâdani

«La nouvelle Constitution fait peur à certains»

Le prochain congrès du parti du Front de libération nationale (FLN) sera «le congrès de la base militante», a déclaré, jeudi à Ain Oulmene (Sétif), le secrétaire général de cette formation politique, Amar Saâdani.

Le congrès sera «préparé par les militants activant au sein des mouhafadha et des kasma et non plus, comme auparavant, depuis Alger par le comité central», a souligné M. Saâdani au cours d'un meeting qui a rassemblé plusieurs centaines de personnes dans la salle du complexe sportif de proximité. «Chaque militant a droit à sa carte du FLN au sein de notre parti dont le projet consiste à renforcer sa présence dans l'Algérie profon-

de, dans ses villes, ses villages et ses dechras. C'est pourquoi, il faut que la décision provienne des assemblées générales et non dictée «d'en haut», a-t-il souligné. Le parti «doit être entre les mains de sa base et non entre celles de sa direction, et ses kasma se doivent d'être ouvertes à tous les militants», a encore insisté l'intervenant, soulignant que le FLN œuvre à aller «au-devant de ses militants où qu'ils se trouvent, dans les villes ou dans les campagnes». Evoquant la Constitution, M. Saâdani a indiqué que le pays «prépare une nouvelle étape» qui verra l'Algérie obtenir d'autres acquis, consolider ses institutions et consacrer l'indépendance de la jus-

tice et les droits de l'homme, comme le souhaite le peuple. «Si la nouvelle Constitution fait aujourd'hui «peur» à certains, elle rassérène la majorité des Algériens», a encore martelé le secrétaire général du parti du FLN, soulignant, à ce propos, que le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, qui a «consacré sa vie entière à l'Algérie, à sa dignité et à sa sécurité, va tenir l'engagement qu'il avait fait» devant le peuple. «Tout comme le FLN, l'Algérie va bien et son président va bien et qui-conque prétendrait le contraire fait preuve d'hypocrisie et n'aime ni son pays ni les gens qui y vivent», a conclu le secrétaire général du parti du FLN.

Tirage du N°6196
119.876 exemp.**Le Quotidien**
D'ORANEdition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 195.923.000,00 DA**Président**
Directeur Général
Directeur
de la Publication
Mohamed Abdou
BENABBOU**Direction - Administration**
Rédaction centrale
63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran
Tél. 041.23.25.22
23.25.23 / 23.25.24
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15**Fax Pub:** 041.23.25.21
Fax et Rédaction
041.23.25.20**Imp.:** Oran : imprimerie
"Le Quotidien d'Oran"
Alger : imprimerie "Le Quotidien d'Oran"
Constantine : S.I.E.
Ouargla : S.I.A.**INTERNET:** <http://www.lequotidien-oran.com>
E-mail : infos@lequotidien-oran.com
publicite@lequotidien-oran.com
admin@lequotidien-oran.com
lequotidiendoran@yahoo.fr**Rédaction Algéroise**
Tél. : 021. 64.96.39 - Fax : 021. 61.71.57
Pub Tél. : 021. 64.96.44**Rédaction Constantinoise**
Tél. : 031.92.12.11
Fax : 031.92.12.22**Diffusion:** Ouest: SEDOR Tél.: 041.58.85.52- Centre: SEDOR - Est: S.O.DI. PRESSE - Sud: TDS

Mali, Libye, Sahara Occidental L'Algérie et les Etats-Unis sur la même longueur d'ondes



R. N.

L'Algérie et les Etats-Unis sont convenus de travailler, ensemble, pour promouvoir la sécurité régionale, lutter contre le terrorisme, accroître leur partage de renseignements, promouvoir la non-prolifération et coordonner les programmes destinés à renforcer les capacités des partenaires régionaux, indique un communiqué rendu public à l'issue de la troisième session de leur dialogue stratégique, tenue, mercredi dernier, à Washington. Les Etats-Unis et l'Algérie, étaient représentés par les délégations dirigées, respectivement, par le secrétaire d'Etat John Kerry et le ministre des Affaires étrangères Ramtane Lamamra.

Lors de cette rencontre, les Etats-Unis ont exprimé leur reconnaissance à l'Algérie pour le rôle qu'elle joue dans la promotion de solutions pacifiques aux conflits régionaux, y compris sa médiation qui a abouti à un accord entre le gouvernement du Mali et des groupes armés du nord du pays, de même que pour le soutien qu'elle apporte aux efforts déployés par le représentant spécial du secrétaire général des Nations unies, pour la Libye, M. Bernardino León.

« A l'avenir les parties (malien-nes) doivent respecter leurs engagements de résoudre, de manière pacifique, les différends qui persistent et de travailler, ensemble, pour promouvoir la bonne gouvernance et la sécurité », a déclaré M. Kerry.

« L'Accord d'Alger représente le meilleur compromis répondant aux intérêts du Mali, tout en reconnaissant les revendications et les aspirations légitimes des populations du Nord du Mali », a réitéré M. Lamamra.

Concernant la Libye, les deux parties conviennent qu'un gouvernement d'unité nationale est essentiel pour mettre fin aux menaces terroristes dans la région. « Nous avons apporté notre soutien total à la Tunisie pour lui permettre d'assurer, avec succès, sa transition démocratique. Nous sommes guidés par le même esprit de solidarité en ce qui concerne la situation tragique, en Libye », a fait observer le ministre, réitérant que « l'Algérie a, constamment, plaidé pour une solution politique, comme étant le seul moyen de protéger l'unité et l'intégrité territoriale de la Libye ».

Il a rappelé que toute intervention militaire étrangère, en Libye, ne ferait qu'« exacerber davantage » le conflit, avertissant que cela pourrait « fort probablement, éliminer toutes chances d'une solution politique basée sur la réconciliation nationale ».

Par ailleurs, l'Algérie a réaffirmé son engagement de tenir un sommet sur la dé-radicalisation pour assurer un suivi de la rencontre ministérielle du sommet contre l'extrémisme violent organisé par la Maison-Blanche, le 19 février dernier.

Le ministre a salué, en outre, le sommet organisé, dernièrement, par les Etats-Unis sur le phénomène de l'extrémisme et de la dé-radicalisation, réaffirmant l'engagement de l'Algérie à lutter contre l'islamophobie. Il a souligné, à ce propos, que

« la stigmatisation est, non seulement inacceptable, mais elle a nui, davantage, à nos efforts collectifs de lutte contre la propagande de l'extrémisme violent ».

APPROFONDIR LES RELATIONS ÉCONOMIQUES ET COMMERCIALES

Les Etats-Unis et l'Algérie ont, également, convenu d'approfondir leurs liens économiques et commerciaux. Les Etats-Unis soutiennent les efforts entrepris par l'Algérie pour diversifier son économie et inviter plus d'investissements étrangers, comme ils soutiennent ses efforts pour développer son secteur énergétique, y compris les technologies relatives aux énergies renouvelables et les hydrocarbures non conventionnels.

Les Etats-Unis continuent, également, de soutenir les efforts de l'Algérie en vue de son accession à l'Organisation mondiale du Commerce (OMC). Les deux parties ont souligné leur soutien, en faveur de la poursuite du dialogue entre leurs communautés d'affaires et de l'échange d'expertise. Seront examinés les voies et les moyens d'accroître leurs échanges éducatifs et d'encourager des étudiants algériens à poursuivre des études aux Etats-Unis, notamment en offrant aux jeunes Algériens, plus de possibilité d'apprentissage de la langue anglaise, de même qu'ils se sont engagés à continuer à reconnaître les diplômés universitaires américains. Les deux parties ont renouvelé leur engagement en faveur de l'ouverture d'une Ecole américaine internationale, à Alger, en septembre 2016.

SAHARA OCCIDENTAL

Les délégations des deux pays ont exprimé leur soutien en faveur de la Résolution 2152 du Conseil de sécurité des Nations unies et leur engagement à aider les parties à parvenir à une solution politique juste, durable et mutuellement acceptable, qui assurera l'autodétermination du peuple du Sahara Occidental, dans le contexte des dispositions conformes aux principes et aux objectifs de la Charte des Nations unies, relevant dans ce cadre le rôle et les responsabilités des parties.

Pour ce qui est de la situation au Moyen-Orient, Ramtane Lamamra a réaffirmé le soutien de l'Algérie à la « lutte légitime du peuple palestinien avec Al-Qods pour capitale », exigeant de la part de la Communauté internationale d'être « à la hauteur de ses obligations, vis-à-vis du processus de paix, lequel devrait être relancé pour parvenir à une solution juste et durable ».

S'exprimant sur le Sahara Occidental, M. Lamamra a indiqué que l'Algérie continue de soutenir les efforts du secrétaire général de l'ONU ainsi que son envoyé spécial pour le Sahara Occidental, en vue d'une solution politique acceptable, à même de permettre d'assurer l'autodétermination du Sahara Occidental, conformément à la Charte de l'ONU et ses résolutions pertinentes.

Tipaza Tension sur le carburant

De nombreuses stations-service de la wilaya de Tipaza connaissent, ces derniers jours, une pénurie de carburant, provoquant de longues files de véhicules, attendant leur approvisionnement en cette énergie, a-t-on, constaté jeudi. De nombreux propriétaires de véhicules touristiques, de chauffeurs d'autobus et de camions sont contraints, en effet, de stationner aux abords des routes menant vers la majorité des stations de Cherchell, Bou Ismail, Ain Tagourait, Hadjout, Gouraya, Damous, Koléa, et Sid Rached, entre autres, en attendant l'approvisionnement de leurs véhicules en carburant. Dans une déclaration à l'APS, le directeur de l'Energie de la wilaya, Hafid Chemaoune, a estimé que la situation « n'a aucune explication logique », car elle est due « à une mauvaise appréciation des consommateurs » qui par leur « inquiétude » suscitent « une forte pression sur l'offre en carburant ». Trois stations-service ont fermé leurs portes, jeudi, à Hadjout, suite à l'épuisement de leur stock en carburant,



poussant ainsi les citoyens à mener une quête effrénée du précieux liquide, à travers les autres stations, dans les différentes localités de la wilaya. La situation est, également à l'origine de l'arrêt d'activité de nombreux transporteurs jeudi, au moment où de nombreuses personnes ont été aperçues, sans leurs véhicules, avec des jerricans, à la sta-

tion d'essence de Tipaza dont le stock de carburant a été épuisé, a-t-on constaté sur place. Le gasoil et l'essence sans plomb sont les carburants les plus touchés par cette pénurie, a indiqué, à l'APS, un employé de la station de Tipaza, dont le responsable n'a pu être joint pour fournir de plus amples informations sur le sujet.

Raïna Raïkoun

Hamid Dahmani

L'esprit se brouille, les hommes s'indignent et la raison capitule au sein de la maison qui brûle. La sagesse n'est plus

dans sa jeune candeur de la saison d'antan. Les gens sont fous et ils n'y a plus de garde-fous. Ils mentent quant ils jurent et trichent quant ils respirent. La vertu n'est plus un idéal pur et la philosophie est un leurre pour les bambins innocents.

L'époque raisonnable dort au fin fond de notre merveilleuse histoire. La civilité, l'honneur, la dignité, la sagesse et la droiture ne sont plus de notre âge. La qualité n'a plus de résonances mélodieuses quand elles communiquent pour plusieurs raisons.

Des voix chantent sur tous les toits que le pays est en péril. Les chiens errants aboient sur les passants et mordent la main de l'étranger pour des raisons obscures. Le bon sens ne discerne plus le bien du mal dans le pays. Y'a-t-il une raison chez les gens ? Le bon sens c'est égaré chez les éclairés. Ils ont perdu tout espoir salutaire. Les faux slogans ont terni l'esprit social et son image.

L'envie et les idées sont à la mode de changer de blouson rien que pour plaire aux pairs. La sagesse et la raison sont un événement ringard sans grande ferveur. La raison reste très timide ; elle a peur du sentier vicié par l'arrogance. L'heure est tardive, et la probité n'est toujours pas là. Il est temps de se coucher. C'est plus raisonnable pour les vieux érudits.

La vie se gâche pour des séries de raisons. Le droit, on s'en balance au palais. Voler, tuer, être mauvais, injuste et corrompu est une raison apparente déviée et avérée de la vie d'aujourd'hui. Être honnête, bon, clément et juste c'est être fidèle au principe des valeurs de notre identité inconsidérée.

Le machin, l'autre raison à des problèmes d'audi-

Une oraison funèbre pour la raison

Entre la raison et la conscience il y a toujours un intrus malveillant qui déraisonne. La raison du plus fort demeure toujours la meilleure dans leur pays. L'âge n'a pas de raison. Les gens défont le temps à tort ou à raison. La tête ne raisonne plus sérieusement. Sûrement qu'il y a une raison ? La raison a échoué dans sa transparence et son alté- rance politique de la juste raison.

Le ridicule ne tue plus au présent. Au contraire, de nos jours les opportunistes de tous bords s'épanouissent avec le grotesque. On devient une grande « chekhssia » avec carte de visite et portraits accrochés en l'air pour se faire connaître. On calcule et on vend sa dignité pour prendre le train avec les vilains. Dans le passé respectable il n'y avait pas de place pour le ridicule, on était obligé de passer l'arme à gauche pour disparaître avec sa risée et fuir la moquerie de ce monde.

Dans l'actuel, c'est l'union de la médiocrité et du ridicule qui se sont alliés contre l'intelligence. On s'expose publiquement et on s'étale fièrement avec cette étiquette du corniaud du village pour discourir devant des médias et le grand public. On affronte la foule de face sans rougir. La société n'intimide plus. De toutes les façons on ne tient pas compte de sa pensée.

Aujourd'hui, c'est l'indifférence et le mépris et la misère qui tuent de braves gens. La terre n'est pas ronde en Algérie et le peuple a perdu son équilibre. C'est le pays de la production du populisme et de la distribution rentière pour apaiser les insatisfaits.

La raison s'est éteinte depuis belle lurette dans la maison. Il lui faut réciter une oraison funèbre et lui dédier beaucoup de prières. Dites Amen !

Education

« Bientôt » un concours de recrutement des enseignants

La ministre de l'Education nationale, Nouria Benghebrat, a affirmé jeudi que le concours de recrutement des enseignants prévu initialement mars dernier, sera « bientôt » organisé, précisant que les besoins du secteur « dépassent de loin » les prévisions initiales. La préparation du concours a été sous-tendue par la tenue de trois colloques régionaux dans le but de définir les besoins réels du secteur en fonction de chaque filière, matière et wilaya, a indiqué Mme Benghebrat dans un entretien à l'APS avant de souligner que le nombre avancé à diverses occasions et relatif aux besoins du secteur en pré-

vision de la prochaine rentrée scolaire, « sera considéré à la hausse, car les postes à pourvoir dépassent de loin les 7000 ». Elle a estimé que l'organisation de ce concours durant ce mois « permettra à la direction générale de la Fonction publique d'examiner les demandes de candidature en toute sérénité et équité pour annoncer, par la suite, la liste finale des candidats. Celle-ci sera irrévocable, a-t-elle tenu à faire remarquer à ce propos. D'autre part, Mme Benghebrat a précisé que l'organisation du concours avant l'été « nous permettra de finaliser les préparatifs de la carte scolaire en prévision de la prochaine ren-

trée scolaire ». Par ailleurs, les parties en charge de l'organisation du concours ont recouru cette fois-ci à des « critères particuliers » qui exigent de l'enseignant potentiel une « compétence spécialisée » en matière de prise en charge de l'élève du secondaire outre un niveau d'instruction qui ne doit pas être en deçà du master. La ministre de l'Education nationale a insisté enfin sur l'importance accordée par son secteur au recrutement des enseignants diplômés des écoles supérieures au regard à la « qualité » de la formation dispensée et leur disposition psychologique à exercer leur fonction.

Visite de Sellal dans la wilaya de Ouargla Hassi Messaoud, «la ville verte dans le désert»

«Ne reproduisez pas Bab Ezzouar, faites plus grand et pas plus de deux étages», a recommandé jeudi dernier le 1^{er} ministre aux constructeurs de la ville nouvelle de Hassi Messaoud.

De notre envoyée spéciale dans la wilaya de Ouargla, Ghania Oukazi

Abdelmalek Sellal a pris jeudi dernier la direction du sud du pays où il a visité plusieurs projets déjà réalisés ou en voie de l'être. Sa halte phare est bien le chantier de construction de la ville nouvelle de Hassi Messaoud. «Conséquence directe de l'application de la loi 04-20 du 25 décembre 2004 relative à la prévention des risques majeurs et à la gestion des catastrophes» comme noté dans la fiche technique de l'EVNH (Etablissement de la ville nouvelle de Hassi Messaoud), promoteur du projet sous l'égide du ministère de l'Energie, ce nouveau centre urbain a été édicté par décret du 18 septembre 2006 après que des voix se sont élevées pour crier à «la catastrophe humaine et au désastre écologique». Réputée pour être un pôle de production de pétrole par excellence, la ville de Hassi Messaoud avait pris beaucoup de temps pour délivrer son sombre secret qui est celui d'avoir été construite sur un énorme réseau de pipes. Ce qui fait d'elle une immense poudrière en veille. C'est pour dire que le concept de «nouvelle ville» n'est qu'un euphémisme, une antiphrase de ce qui doit se faire puisque cette terrible réalité oblige les autorités du pays à délocaliser au plus vite ce pôle urbain pour l'implanter ailleurs. Il le sera dans le bloc 445 de la région de Oued el Maraa sur le territoire de la commune de Hassi Messaoud, dans la wilaya de Ouargla. Il sera érigé au centre d'un périmètre situé à équidistance (80 km) de l'ancienne ville (Hassi Messaoud), de Touggourt et de Ouargla. «C'est pour cela qu'on appelle cette zone le 80,» nous dit le PDG de Cosider, Lakhdar Rakhroukh. Cosider est justement ce groupe qui a chargé quatre de ses filiales de construire les plateformes nécessaires pour recevoir l'ensemble des infrastructures nécessaires qui devront faire du nouveau Hassi Messaoud un pôle urbain avec toutes les commodités requises. «Nous sommes chargé de réaliser les VRD (voies et réseaux divers) en 45 mois en comptant à partir de juillet 2014», nous dit Rakhroukh qui était présent sur le site. Le PDG de Cosider nous explique qu'au titre de cette ZAL (zone d'activités logistiques), «des îlots vont être au fur et à mesure lancés en lotissements pour recevoir les équipements et permettre aux institutions et autres administrations de se déplacer de Hassi Messaoud et de s'installer dans la nouvelle ville». En fait, les premières délocalisations concerneront les entreprises dont les activités devront permettre d'injecter la vie à ce nouveau pôle urbain.

«NE CONSTRUISEZ PAS COMME BAB EZZOUAR»

La ville est conçue pour «accueillir à terme une population de 80.000 habitants et offre une variété de logements, des équipements d'accompagnement et de services», dit la fiche technique de l'EVNH. «La ville est de forme compacte, structurée en quatre quartiers et un centre-ville», est-il indiqué. L'établissement souligne encore que «l'inclinaison à 45 degrés des axes par rapport au nord crée des zones d'ombre de plus de 3 heures». Autre précision «la réalisation d'un

bande verte au sud de la ville sur une longueur de 6 km et une largeur de 500 mètres dans le but de la protéger contre les vents chauds et de minimiser les risques d'ensablement».

Avec en prime «pour son rafraîchissement», la réalisation «d'un réseau bleu à travers des points d'eau, fontaines, bassins... intégrés aux réseaux verts et espaces publics».

Les Chinois ont été sollicités pour réaliser en premier la construction de 2000 logements sociaux. Le plan a été tracé pour construire des immeubles de trois étages. En plein désert. Même le prix du logement (67 m2) a été fixé à 2,747 millions de dinars. Première remarque du 1^{er} ministre au chef de projet «ne construisez pas comme Bab Ezzouar, faites des logements plus grands et pas plus de deux étages». Les immensités de l'espace qui entoure le site imposent d'eux-mêmes de construire grand et au sol. Ce qui fait que même des immeubles de deux étages en plein sud seraient une hérésie. Le ministre de l'Habitat intervient pour rappeler qu'il existe un décret qui fixe les normes de construction de logement dans les régions du sud. Ce qui ne laisse aucun subterfuge pour rétrécir «le toit» des populations du sud qui ont toujours regardé au loin des étendues de sable qui les entourent.

LE RÊVE DE «L'OASIS URBAINE» OU «LA VILLE VERTE DANS LE DÉSERT»

La ville du «80» s'étale sur 4467 hectares et est intégrée dans le cadre du schéma national d'aménagement du territoire (SNAT 2030). L'EVNH note dans sa fiche que, selon ce schéma, la réalisation de la ville nouvelle de Hassi Messaoud doit suivre quatre lignes directrices à savoir «la durabilité des ressources, le rééquilibrage du territoire, l'équité sociale et territoriale, et l'attractivité et la compétitivité des territoires». Autre «philosophie» retenue par les techniciens «la pérennité économique» pour axer le nouveau pôle urbain sur «le développement du secteur de l'énergie et des activités logistiques», la pérennité socioculturelle devant offrir «un cadre de vie attractif et celle environnementale pour «une ville écologique où l'homme cohabite harmonieusement avec la nature». Entre autres infrastructures de base, Sellal a inspecté le lancement de la centrale photovoltaïque de 30 MW à El-Hadjira et a inauguré la station de déminéralisation d'eau d'Aïn Sahra à Nezla.

La ZAL du nouveau Hassi Messaoud est destinée, selon ses promoteurs, «aux activités de production industrielle liées aux énergies nouvelles et renouvelables et aux activités logistiques». Le programme national, conçu pour le développement de ces industries d'ici à l'horizon 2030, devra transformer «le nouveau Hassi Messaoud» en «champ d'application exemplaire des solutions les plus avancées dans le domaine des énergies renouvelable et du solaire en particulier», écrit l'EVNH.

L'Etablissement précise dans sa fiche que «Oasis urbaine» est le concept fondateur de la ville nouvelle qui lui impose «le respect des valeurs socioculturelles locales et son intégration dans son milieu naturel aride et désertique». Il l'appelle «la ville verte dans le désert».

Agriculture saharienne, emploi et aides de l'Etat

Le 1^{er} ministre a recommandé la formation des jeunes des régions du Sud aux métiers des hydrocarbures «dans toute leur diversité».

C'était jeudi dernier lors de sa visite au centre de formation de l'ENAFOR et de l'Institut algérien du pétrole de Hassi Messaoud. «Il faut orienter les jeunes pour qu'ils puissent avoir une formation dans le secteur des hydrocarbures dans toutes les régions du sud du pays», a-t-il martelé. Pour être plus précis, Abdelmalek Sellal a demandé aux formateurs de «laisser aux gens du Nord la coiffure et le vernis à ongles». C'est certainement pour mettre un terme au traditionnel reproche que font les populations du Sud aux autorités de permettre «le recrutement des gens du Nord pour pourvoir des postes au Sud». Les populations autochtones appellent d'ailleurs leur région «Tizi - Messaoud». Pourtant, l'on avance que la wilaya de Ouargla enregistre le taux de chômage le plus faible du pays. «Elle n'a que 4% de chômage, c'est un exploit», nous affirme un responsable local.

Sellal a par ailleurs remis des actes de concession aux agriculteurs de la région ainsi que des décisions de crédit. «Vous avez fait la pomme de terre sur 2000 hectares, pourquoi n'allez-vous pas à 20.000 hectares, vous savez que l'agriculture est la priorité de l'Etat ?», a-t-il lancé aux jeunes agriculteurs. Il leur a même reproché le fait que «Sonatrach ramène des produits maraîchers du Nord, alors que le Sud peut produire ses propres légumes». Sellal estime que «si le pays couvre actuellement 72% de ses besoins en produits agricoles, il peut continuer à produire pour en exporter même». Il leur a promis «je reviendrai, je vous suivrai au mètre près». Il a été informé par ailleurs que Gassi Touil a renoué avec la céréaliculture et, lui dit un agriculteur, «nous allons lancer en mai prochain la campagne moisson-battage».

Santé de Bouteflika et Constitution

Un travailleur s'était approché du Premier ministre pour lui demander des nouvelles sur la santé du président de la République. «Le président va bien, il vous demande de travailler, d'être nationalistes et de protéger la République,» lui a-t-il dit. A une question d'une journaliste relative à la révision de la Constitution, le Premier ministre s'est contenté de répondre «on est en phase de la réaliser».

Notons que pour que les journalistes «déchiffrent» ce que dit le Premier ministre, il faut qu'ils

«LA TERRE APPARTIENT À L'ETAT, C'EST LUI QUI COMMANDE»

Pour rappel, Gassi Touil, une localité de la wilaya de Ouargla, est cette fameuse ferme pilote que les Américains avaient pris en charge dans les années 90 pour en faire «un laboratoire» producteur de céréaliculture. C'était à l'époque, des étendues de blé verdoyant en plein désert qui pouvaient donner jusqu'à 80 quintaux à l'hectare. «Le désert est infiniment grand, il peut vous donner les produits que vous voulez et de bonne qualité, à condition que vous en prenez soin», nous avait dit à l'époque «un sage» alors responsable du haut commissariat à l'agriculture saharienne.

Un agriculteur avait demandé jeudi dernier à Sellal de lui permettre d'étendre sa ferme à la production laitière. «J'ai demandé deux hectares pour réaliser un projet de production du lait mais le chef de daïra me bloque», a-t-il déclaré à Sellal. «Tu commences à dire la vérité», lui a répondu le 1^{er} ministre après lui avoir reproché d'avoir caressé avant le wali dans le sens du poil. «La terre appartient à l'Etat, c'est lui qui commande, on te donne tout de suite les deux hectares dont tu as besoin», le rassure-t-il. Le ministre de l'Agriculture rebondit en lui disant «considère que c'est fait».

Le 1^{er} ministre interroge alors les autorités locales «avez-vous distribué les terres aux jeunes ? Produisent-ils ?» Un des responsables lui répond «on est en train de leur réaliser les infrastructures nécessaires pour qu'ils s'installent». Sellal lui rappelle «il faut que les jeunes commencent à travailler, aidez-les au maximum en équipements, techniquement et financièrement».

Dès son arrivée à Touggourt, le matin du jeudi dernier, Sellal s'était rendu sur le chantier de construction d'un hôpital de 240 lits et de deux autres de 60 lits à Rouissat et Megarine. Avant même qu'il n'ait achevé sa visite de la bâtisse en béton, les ouvriers commençaient à enlever les panneaux où étaient

affichés les références du projet. C'était curieux comme action qu'il n'avait peut-être même pas remarqué. Il a su que cet hôpital sera une annexe du CHU de Ouargla. Il prévient «nous allons suivre ce projet, il faut qu'il soit prêt à la fin de l'année».

Dernier point de la visite tout en fin de journée, l'université Kasdi Merbah de Ouargla qui abrite la faculté de médecine, l'Ecole normale supérieure et la classe préparatoire en sciences et technologie.

L'HOMMAGE MANQUÉ AUX RESSOURCES HUMAINES

Sellal écoutera la présentation par un professeur de chimie de toutes les dimensions de cette institution. Il fera un détour pour en visiter les laboratoires. Dans la grande cour, de nombreux étudiants attendaient de s'approcher de lui pour lui exposer leurs problèmes d'hébergement et autres de transport. En vain, le 1^{er} ministre ne leur fera pas l'honneur d'aller vers eux. Ils ont été éloignés des lieux où il devait passer de plusieurs mètres et empêchés d'avancer par des agents de sécurité en plus des barrières derrière lesquels ils ont été sommés de se tenir. A sa sortie de la salle de conférence, ils crieront en chœur pour attirer son attention. Il ne les saluera pas. Il n'ira pas vers eux. Il ne les écoutera pas. «Ce n'est pas dans le programme qu'il aille parler aux étudiants», nous dit un de ses conseillers. Pourtant, ils méritaient bien un hommage d'une autorité du rang du 1^{er} ministre parce que parmi eux, au moins, on compte 144 inscrits en médecine dont 108 filles. C'est un signe qui pourrait rassurer les responsables de la santé qui n'ont eu de cesse de demander aux médecins du Nord d'aller travailler dans les régions reculées du sud du pays. Demande qui n'a au demeurant jamais été satisfaite en raison du scepticisme de la profession qui a toujours préféré «l'apparat» du Nord. Les filles de Ouargla relèveront certainement ce défi en exerçant bien chez eux. Pour peu qu'elles aient les moyens de le faire.

G. O.

ger si ce n'est que pour être aux aguets de la moindre déclaration du Premier ministre et pour en faire l'écho médiatique. Suggestion «placez-lui un micro cravate, ça pourrait faire l'affaire pour une bonne communication.» Pas de réaction.

Le Premier ministre se déplacera, le 16 avril, prochain à Constantine pour lancer l'année qui fera d'elle «la capitale de la Culture arabe.» Il ira, probablement, le lendemain, à Oran, pour inaugurer la grande mosquée.

G. O.

Un tribunal espagnol ouvre le dossier Génocide marocain au Sahara Occidental

Moncef Wafi

Onze hauts fonctionnaires, policiers et militaires marocains risquent d'être, pénalement, poursuivis par la Justice espagnole pour «génocide» au Sahara Occidental, ancienne colonie espagnole, annexée par le royaume chérifien, en 1975, après le départ des forces espagnoles. Un chef d'inculpation lancé par le juge Pablo Ruz de l'«Audencia Nacional d'Espagne», l'une des plus hautes instances juridictionnelles d'Espagne, dénonçant, ce jeudi, des «attaques systématiques» contre les civils, entre 1975 et 1991. L'arrêt de Ruz suit la demande du parquet qui s'était déclaré favorable à ces poursuites, il y a plusieurs mois. Le magistrat estime qu'il «existe des indices rationnels» permettant de juger les inculpés pour «génocide», dans les conclusions d'une enquête, ouverte en octobre 2007, par le célèbre juge Baltasar Garzon après le dépôt de plaintes, en septembre 2006, par des Associations de défense des droits de l'Homme et des familles de victimes, faisant état de la disparition de plus de 500 Sahraouis, à partir de 1975. Baltazar Garzon a décidé, donc, d'ouvrir une enquête pour déterminer s'il y a eu génocide ou pas, au Sahara Occidental, perpétré par le Maroc. Le juge, suspendu en 2012, de la magistrature pour 11 ans, par la Cour suprême espagnole, avait demandé, auparavant, à Rabat si elle avait enquêté sur les disparitions de Sahraouis.

La justice espagnole aura, ainsi, à enquêter sur les responsabilités de 13 suspects sur un total de 32, dont certains sont décédés, notamment l'ex-ministre Driss Basri qui a été, pendant 20 ans, le ministre de l'Intérieur de Hassan II. Les responsables marocains, visés par les plaintes, sont, généralement, accusés de «détentions illégales, d'enlèvements, de tortures et de disparitions». Pablo Ruz, par ailleurs, a lancé un mandat d'arrêt pour 7 suspects, déjà mis en examen, et a délivré 4 commissions rogatoires pour 4 autres personnes, afin que les poursuites leur soient no-

tifiées, car elles n'étaient pas visées jusque-là. On retrouve parmi les 7 premiers cités, le militaire Abdelhaq Lemdaour et le colonel de la Gendarmerie royale Driss Sbai, chefs du quartier général des Forces armées et de la Gendarmerie de Smara, lors de l'annexion du Sahara Occidental.

Ils sont considérés comme responsables des tortures administrées à Hadram Abderrahman, arrêtée le 15 décembre 1975, chez elle, et arrachée par la force à son bébé de moins d'un an qu'elle allaitait. Selon l'enquête, elle a été torturée, quotidiennement, durant un mois et demi «pendant un temps indéterminé, avec des pauses de 10 à 15 minutes» et «victime d'agressions sexuelles». Elle était «notamment attachée par les pieds et tête en bas, pendant qu'elle était frappée à coups de bâton» ou «couchée nue sur une table et frappée jusqu'à ce que la peau se détache». Le juge cite, aussi, le cas d'Omar Buzeid Ahmed Baiba, un commerçant «de nationalité espagnole», arrêté, le 10 juillet 1976 par la Gendarmerie royale, à Smara et «torturé au moins pendant 4 mois et 15 jours, à coups de décharges électriques, dans les parties génitales, la bouche et les doigts», avant de disparaître. Abdelhafid Ben Hashem, l'ancien gouverneur de l'administration territoriale du ministère de l'Intérieur marocain, jusqu'à 1997 ainsi que Saïd Ouassou et son successeur Hassan Oushen, gouverneurs de Smara, entre 1976 et 1978 font, également, partie des responsables marocains mis en examen. Pour Pablo Ruz, les critères qui permettent de retenir le crime de génocide sont réunis, les victimes ayant été persécutées, en raison «de leurs origines, dans le but de détruire, partiellement ou totalement, la population sahraouie et s'approprier son territoire», à travers «les bombardements contre des campements de population civile et de leurs déplacements forcés, d'assassinats, de détentions et disparitions de personnes d'origine sahraouie».

Le Maroc n'a pas, encore, réagi, officiellement, au rapport du juge espagnol.

Accord de paix d'Alger : le Mali a demandé l'aide de l'ONU

Le ministre des Affaires étrangères malien a demandé jeudi au Conseil de sécurité des Nations unies d'accentuer la pression sur les rebelles du nord du Mali qui font toujours barrage à l'accord de paix d'Alger. Les négociations de paix sur le Mali engagées en juillet à Alger se sont soldées le 1er mars par un accord inachevé, paraphé par le gouvernement malien, mais non par les rebelles du nord qui ont réclamé un «délai raisonnable» pour consulter leur base. «Les Maliens sont prêts pour la paix. Ils sont fatigués de la guerre. Ils veulent tourner cette page sombre de l'histoire de notre nation, une et indivisible», a affirmé Abdoulaye Diop, tout en demandant au Conseil d'adopter des sanctions si cela est nécessaire.

L'Algérie, qui mène la médiation, a prévu une nouvelle échéance le 15 avril lors de laquelle les rebelles doivent parapher l'accord de paix, avec une signature officielle entre les deux parties qui doit suivre peu après. Le chef de la diplomatie malienne s'est montré pru-

dent quant à cette échéance et a dit attendre un signe de la part des rebelles. L'accord négocié sous l'égide de l'ONU offre une plus grande autonomie au nord du pays, demandée de longue date, notamment par les touaregs. Il permettrait surtout de mettre fin à un conflit qui fractionne le pays depuis 2012. S'il échouait, cela engendrerait des «risques énormes pour la paix au Mali et dans la région, voire au-delà», a renchéri M. Diop, qui estime que l'accord est «pris en otage par un groupe d'individus radicaux et extrémistes». «Ceux qui, malgré tout, auront choisi de se mettre en travers du chemin menant à la paix ne laisseront à la communauté internationale que le choix de les isoler et de les traiter comme tel en leur imposant des sanctions», a-t-il encore poursuivi. Les violences se poursuivent au Mali, avec des attaques qui ont récemment visé des Casques bleus, par ailleurs responsables de la mort par balles de trois manifestants dans le nord du pays fin janvier.

Cyberattaque contre TV5Monde, la piste «terroriste» privilégiée

Par Pascale Mollard, Stéphane Jourdain de l'AFP

La télévision francophone TV5Monde a repris sa diffusion jeudi en fin d'après-midi au lendemain d'une cyberattaque choc par des pirates se réclamant du groupe Etat islamique (Daech), pour laquelle Paris privilégie l'hypothèse «terroriste». Cible mercredi soir d'un piratage d'une envergure inédite, TV5Monde n'a pu reprendre sa programmation normale qu'à 16h00 GMT jeudi, même si vendredi à 02h00 GMT le site internet restait inaccessible, affichant un message d'erreur. Le gouvernement français a appelé les médias du pays à la «vigilance» face à la menace d'une répétition d'offensives similaires. «Beaucoup d'éléments convergent» permettant de présumer qu'un acte terroriste soit bien la cause de cette attaque», a déclaré le ministre de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve, à l'issue d'une réunion avec les dirigeants des médias audiovisuels français. L'attaque survenue la veille vers 20h00 GMT avait brutalement interrompu les émissions, remplacées par un écran noir sur l'ensemble des onze chaînes du réseau. TV5Monde avait simultanément perdu le contrôle de ses autres supports: pages Facebook, comptes Twitter et sites internet qui affichaient tous des revendications de l'Etat islamique. «Il y a une revendication mais, même quand il y a une revendication, il faut toujours l'authentifier», a souligné Bernard Cazeneuve jeudi, en appelant à «rester prudents». «L'enquête est lancée», «nous sommes déterminés à la faire aboutir rapidement», a déclaré le ministre de l'Intérieur assurant «nous sommes face à des terroristes déterminés» et «nous sommes déterminés à les combattre». La ministre de la Culture, Fleur Pellerin a appelé les patrons des médias à la «vigilance». «On ne peut pas exclure que des attaques similaires puissent à nouveau se produire, qu'elles soient d'ores et déjà planifiées», a-t-elle averti. «A travers cette attaque, c'est la liberté d'expression, c'est la culture qui sont visées», selon elle. A Bruxelles, la Commission européenne a plaidé pour un renforcement de la coopération en



matière de cybersécurité au sein de l'UE. L'attaque contre TV5Monde est «totalement sans précédent dans l'histoire de la télévision», a souligné Yves Bigot, directeur général de cette chaîne francophone reçue dans plus de 200 pays et territoires dans le monde, véritable symbole de la TV française à l'international. «C'est une cyberattaque à la fois extrêmement ciblée et puissante», a-t-il relevé. Il s'est demandé si les cyberpirates n'avaient pas pour but initial de «prendre (les) antennes en otage» pour diffuser leur propagande, au lieu de les afficher sur les supports internet. Selon des experts, l'offensive est le fait de spécialistes de haut niveau agissant certainement en réseau.

«Certains ont tendance parfois à dire que les djihadistes sont des terroristes primaires, mais ce n'est pas du tout le cas: ils ont des moyens techniques considérables!», relève Daniel Martin, ancien commissaire à la DST (sécurité intérieure française), co-fondateur du Cybercrime Institute. «Depuis des années maintenant, des cyberattaques banales font partie du quotidien de la mobilisation islamiste. Ils ont mis en ligne des manuels à ce sujet. Mais cette fois, c'est un cran au-dessus», ajoute Gilbert Ramsey, chercheur au Centre pour l'étude du terrorisme et de la violence politique de l'université de Saint-Andrews, en Ecosse. Les pirates ont par ailleurs posté sur le

compte Facebook de TV5Monde des documents présentés comme des pièces d'identité et des CV de proches de militaires français impliqués dans les opérations contre l'EI. Le ministère de la Défense vérifiait jeudi l'authenticité de ces documents. «Soldats de France, tenez-vous à l'écart de l'Etat islamique! Vous avez la chance de sauver vos familles, profitez-en», pouvait-on lire dans un message des pirates publié sur Facebook. «Au nom d'Allah le tout Clément, le très Miséricordieux, le Cyber-Caliphate continue à mener son cyber-jihad contre les ennemis de l'Etat islamique», ajoutait le texte. Le message accusait le président François Hollande d'avoir commis «une faute impardonnable» en menant «une guerre qui ne sert à rien». «C'est pour ça que les Français ont reçu les cadeaux de janvier à Charlie Hebdo et à l'Hyper Casher», ajoutaient les pirates, en référence aux attentats contre l'hebdomadaire satirique et le magasin juif, qui avaient fait 17 morts entre le 7 et le 9 janvier à Paris. La France fait partie d'une coalition militaire internationale antijihadiste menée par les Etats-Unis, qui procède à des bombardements aériens depuis plusieurs mois en Irak et en Syrie, où l'EI a saisi de vastes territoires et déclaré un «califat». Le «CyberCaliphate» est «en train de rechercher les familles de militaires qui se sont vendus aux Américains», affirmaient encore les pirates sur Facebook.

Libye: les mises en garde de l'UE

L'Union européenne, qui fait pression depuis des mois sur les factions libyennes, a averti hier «ceux qui continuent de saper les négociations» entre parlements rivaux pour un gouvernement d'unité nationale qu'ils devront rendre des comptes. «Tous les groupes en Libye devraient s'abstenir de tout acte qui augmente les tensions alors que les parties libyennes sont engagées dans une phase décisive du dialogue politique», a déclaré la chef de la diplomatie européenne, Federica Mogherini, dans un communiqué. «Ceux qui continuent de saper les négociations seront identifiés par la communauté internationale et tenus responsables de leurs actes», a-t-elle continué, alors que l'UE a adopté un texte ouvrant la voie à l'établissement d'une liste noire de personnes accusées d'entraver le processus, dont les avoirs pourront être

gelés en Europe. L'émissaire de l'ONU, Bernardino Leon, supervise depuis le mois de mars au Maroc des pourparlers entre les deux parlements rivaux, l'un basé à Tripoli, la capitale contrôlée par la coalition de milices Fajr Libya, l'autre reconnu par la communauté internationale et exilé à Baida (est). Ces négociations doivent reprendre la semaine prochaine. L'objectif est de parvenir à un arrêt des violences et la mise en place d'un gouvernement d'union dans un pays sous le joug des milices depuis la chute du régime de Mouammar Kadhafi en 2011. Mais les divisions au sein de chaque camp, l'échec des forces politiques à contenir les puissantes milices armées, les ingérences extérieures et la montée en force des djihadistes du groupe Etat islamique (Daech) compromettent les chances de trouver une solution politique, se-

lon les experts. «J'appelle tous les participants à négocier de bonne foi et dans un esprit de compromis et de réconciliation», a insisté Mme Mogherini. Elle doit présenter le 20 avril aux ministres des Affaires étrangères de l'UE différents scénarios pour l'envoi d'une mission européenne en Libye, une fois qu'un gouvernement d'union aura été formé et si celui-ci en formule la demande.

Cette mission de soutien au nouveau gouvernement pourrait sécuriser certains sites sensibles comme des aéroports ou bâtiments gouvernementaux, surveiller un cessez-le-feu ou déployer des forces navales au large des côtes libyennes. «Mais cela ne se fera peut-être jamais», souligne une source européenne, en évoquant parmi les conditions requises une demande des Libyens et une «envie» des Européens.

Boumerdès Quatre terroristes abattus

Quatre (04) terroristes ont été abattus, jeudi matin, par les éléments de l'Armée nationale populaire (ANP) dans la commune d'El Kharrouba (W. Boumerdès) lors d'une opération de poursuite et de ratissage, qui a également permis la récupération d'armes et d'équipements de différents types, a indiqué le ministère de la Défense nationale (MDN) dans un communiqué. «Dans le cadre de la lutte antiterroriste et suite à l'exploitation de renseignements, un détachement de

l'ANP relevant du secteur opérationnel de Boumerdès (1^{re} région militaire), a abattu quatre (04) terroristes, aujourd'hui jeudi 09 avril 2015 à 7h30, lors d'une opération de poursuite et de ratissage menée près de la localité d'Oued Ouakser, commune d'El Kharrouba, daïra de Boudouaou», a précisé le communiqué. «Cette opération de qualité a permis de saisir deux (02) pistolets-mitrailleurs de type kalachnikov, un (01) fusil semi-automatique de type Simonov, un (01)

pistolet automatique de type Beretta, deux (02) appareils radio sans fil, une (01) paire de jumelles, une importante quantité de munitions, des moyens de détonation, trois (03) téléphones portables, vingt et une (21) puces téléphoniques et d'autres objets», a ajouté la même source. Suite à cette opération, «un abri des terroristes abattus a été découvert et détruit, contenant une quantité de munitions et d'approvisionnements et une ceinture explosive», selon le communiqué du MDN.

Les cours particuliers, la défaillance du système scolaire en Algérie Un business à grande échelle qui touche 8 millions d'élèves en Algérie

La définition universelle, auparavant, d'un cours particulier, c'est un cours où l'élève est seul avec le professeur.

Par Hakem Bachir*

Les cours particuliers peuvent couvrir beaucoup de disciplines et être le cas par exemple pour des cours de musique, des cours de natation, des cours de ski, des cours de soutien scolaire ou autres et destinés surtout pour les enfants de familles aisées. Certains enfants handicapés ou avec d'importantes difficultés ont également besoin de cours particuliers pour progresser. Des sociétés se sont spécialisées dans la mise en relation entre les élèves ou parents d'élèves et les professeurs.

LES COURS PARTICULIERS PEUVENT AVOIR LIEU À DOMICILE MAIS PAS OBLIGATOIREMENT.

Avant l'école obligatoire pour tous les enfants, les enfants des familles aisées disposaient d'un précepteur qui leur dispensait des cours particuliers. Aujourd'hui, on désignera par «cours particuliers» des cours donnés à titre payant, en dehors des heures scolaires, dans les disciplines académiques que les élèves apprennent à l'école et sont destinés à toutes les classes sociales. Les cours particuliers sont donnés par des prestataires qui peuvent être des enseignants, des médecins, des ingénieurs, des inspecteurs, des proviseurs, des travailleurs de l'éducation, des fonctionnaires ou des étudiants, le faisant à titre individuel ou dans le cadre d'une structure commerciale qui les salarie ou les met en relation avec les clients. Les cours se donnent sous forme individuelle, au domicile de l'élève ou du prestataire ; ils se donnent aussi à de petits groupes de cinq ou six élèves, dans la salle de séjour d'un enseignant à la retraite ou dans des locaux loués pour cette occasion ; ils peuvent aussi prendre place dans une salle de classe de l'école, après les heures scolaires où tout le monde trouve son compte. On trouve, dans certains pays, des cours particuliers qui ont ceci de surprenant qu'ils rassemblent en fait plusieurs dizaines d'élèves, voire des «amphis» complets de plus de deux cents élèves. L'éducation nationale est en train de glisser vers l'offre de services avec ses stages de soutien et de remise à niveau hors du temps scolaire.

L'Algérie est ainsi la « championne dans le monde » des cours particuliers. 1 élève sur 2 au primaire, quatre collégiens sur 5 et 3 lycéens sur 4 y auraient recours, et dans toutes les matières ; et les familles algériennes dépensent un peu plus de 200 milliards de dinars par an en cours pour 8 millions d'élèves. Le soutien scolaire fonctionne sur le marché de l'angoisse scolaire alimenté par un système de notes, de classements, d'examens et de menace de redoublement. Il ne sert qu'à rassurer les parents. Ce bachotage ne permet même pas de former les élèves, il fait comme s'il préparait des bêtes à concours, et ne règle rien sur le fond. Les chiffres le confirment, le business des cours particuliers en Algérie se porte bien. Ce ne sont pas moins de 40 millions d'heures de cours qui sont dispensées chaque année, ce qui représente aussi 200 milliards de dinars de chiffre d'affaires. La demande est grandissante. Le phénomène des cours particuliers, qui a pris au fil des

années des proportions démesurées, constitue indéniablement une des tâches sur le sombre tableau de l'Éducation en Algérie.

Ces cours, dit particuliers, ne relèvent plus de la pédagogie, mais du vulgaire mais néanmoins lucratif business qui a complètement dévoyé la pratique scolaire. Véritable phénomène de mode ou réelle nécessité, les cours particuliers, qualifiés également d'« enseignement à la carte », constituent une source financière assurément importante pour les éducateurs qui ont opté pour cette voie, au demeurant très lucrative. Ce phénomène n'est pas propre seulement à l'Algérie ; beaucoup de pays, même parmi les plus développés, s'en plaignent, car l'enseignant partout dans le monde est sous-payé. Des « heures supplémentaires » qui ne s'effectuent pas toujours, en revanche, dans des conditions pédagogiques convenables, tant par le nombre d'élèves retenus que par le lieu choisi. Certains enseignants que d'aucuns qualifient de « hors-la-loi » exercent, quant à eux, dans des établissements privés, sans autorisation préalable. Une manière d'arrondir, pour certains, des fins de mois difficiles ou de mettre du beurre sur leurs épinards pour d'autres. C'est selon. Mais quand ces « extras » se font au détriment des élèves, avec souvent la bénédiction de parents démissionnaires, ne lésinant pas sur les grosses dépenses pour des cours dispensés parfois dans des... hangars ou garages mal éclairés et à l'hygiène douteuse, l'on s'interroge comment un élève éprouvant des difficultés à assimiler le programme dans une classe d'école réglementaire arrive à mieux comprendre dans des conditions inadéquates ? Mieux encore : Comment peut-on expliquer le fait qu'un élève tout juste inscrit en première année primaire soit contraint à suivre des cours... particuliers ? Dispenser des cours particuliers à des petits bambins de six ans, fraîchement débarqués à l'école, laisse, en effet, dubitatif. L'on s'interroge, partant de là, sur les raisons réelles qui légitimeraient des cours particuliers à ce stade aussi prématuré du cursus scolaire d'un élève, tout comme l'on s'interroge aussi sur l'ampleur prise par cet « enseignement parallèle » au sein de la société.

En effet, en l'absence de balises et de garde-fous, certains enseignants, peu scrupuleux s'agissant de l'environnement dans lequel l'élève prend ses cours de soutien, n'hésitent pas à louer parfois n'importe quel endroit et à proposer leurs services à un grand nombre d'élèves. Partant, il arrive que ces derniers se retrouvent pratiquement plus nombreux que dans une classe d'école «normale ». Ces apprenants ont-ils davantage de chances de combler leurs lacunes dans un pareil contexte ? A chaque nouvelle année scolaire, les parents d'élèves dépensent des sommes colossales pour la réussite de leurs enfants, notamment ceux devant affronter un examen, pour un résultat, somme toute, aléatoire, d'autant que ces cours ne garantissent pas à l'élève le succès absolu, et les cas de lycéens recalés au bac, en dépit du fait d'avoir bénéficié de cours particuliers, sont malheureusement nombreux. Or, la « qualité » d'enseignement aussi a ses exigences, pécuniaires s'entend. En effet, si certains professeurs préfèrent prendre des groupes n'excédant pas trois ou quatre élèves, les parents doivent, en revanche, payer plus cher, soit 5 000 à 6 000 DA quatre séances mensuelles de deux heures, et bien entendu, par matière. Au demeurant, des cours de soutien pris, à titre d'exemple, par un élève de terminale peuvent atteindre 10 000 DA par mois ! Il suffit de multiplier cette coquette somme pour avoir un léger aperçu de la rentabilité de cet enseignement à la carte. Ce « commerce juteux » motivé, qu'on justifie

par la cherté de la vie et l'effritement du budget des ménages moyen. L'Etat ferme les yeux comme il le fait sur la corruption dans certains secteurs de la Fonction publique car les fonctionnaires sont mal payés. Les parents ne se manifestent ordinairement qu'au début ou lors des portes ouvertes organisées par l'administration qui les obligent à s'enquérir des résultats de leurs enfants et à la fin de l'année scolaire. Certains d'entre eux ignorent parfois même dans quelle école ou encore dans quelle année est inscrit leur enfant et qui sont les enseignants de leurs enfants ; pour eux, leur mission c'est d'assurer des cours particuliers à leurs enfants. Cela étant, outre le « commerce lucratif » des cours particuliers, sachant que certaines matières, dites essentielles, comme les mathématiques, les sciences ou la physique, représentent une véritable petite rente pour les professeurs qui les dispensent, il y a également des enseignants qui exercent dans des écoles privées, tout en le faisant, en parallèle, dans les écoles publiques. Un cumul illégal, passible de sanctions. « Certains enseignants s'absentent effectivement de l'établissement, ne respectent pas leur volume horaire réglementaire et travaillent ailleurs, même à l'université.

Il est nécessaire d'obtenir une autorisation préalable de la DE pour pouvoir enseigner dans un établissement privé, et ce, à condition de remplir certains critères en étant, notamment, irréprochable sur le plan pédagogique et du respect du volume horaire. Acculés, pour l'heure, par un pouvoir d'achat complètement laminé, d'autres enseignants versent carrément dans la clandestinité en grossissant enfin de journée les rangs des métiers aux noirs dans la ville. Grâce à des véhicules acquis, à crédit, par le biais des œuvres sociales de l'éducation, ces professeurs se transforment en « taxieurs » clandestins. Fragilisé au même titre que les fonctionnaires et autres salariés, tributaires d'un salaire mensuel, accusant le contrecoup d'augmentations tous azimuts ayant ciblé pratiquement tous les secteurs, l'enseignant a trouvé, pour sa part, dans cet enseignement à la carte, une issue de secours, où rentabilité ne rime pas toujours avec efficacité. Et si les parents dépensent sans compter pour leurs enfants, certains professeurs dispensent, quant à eux, leur enseignement sans se soucier du paramètre du nombre. Finalement, comment un éducateur totalement lessivé par 18 heures de cours parvient-il à assurer des cours parallèles dans des écoles privées ? Et parfois, après des kilomètres parcourus en assurant des travaux au noir, peut-il assurer convenablement sa mission ? Il est à noter que l'offre des cours particuliers ne se limite généralement pas aux élèves du primaire, de collège ou de lycée. Elle s'adresse aussi aux étudiants, en classe préparatoire ou dans différentes filières de l'université. La comparaison internationale est toutefois ici un exercice particulièrement risqué. Car les raisons qui poussent des parents à faire donner des cours supplémentaires à leurs enfants sont très diverses et sont directement indexées sur les logiques prévalant dans le système scolaire du pays.

Ainsi, dans certains pays où l'enjeu essentiel en matière scolaire est l'entrée dans les grandes universités. Dans d'autres pays encore, ce sont les défaillances du système scolaire qui alimentent la prise de cours. Mais que sont ces défaillances ? Il peut s'agir de manques caractérisés, liés à la faiblesse dramatique des budgets alloués à l'éducation ou dus à l'insuffisance de son contrôle par les pouvoirs publics ; certains parents, conscients de ces manques et disposant des moyens de le faire, s'efforcent de les « compenser » par des cours particuliers ; il peut s'agir aussi, comme en Algérie, de rétention de savoirs par des enseignants qui, trop

faiblement rémunérés, ne traitent délibérément en classe qu'une partie du programme et organisent eux-mêmes des cours particuliers payants pour les élèves auxquels ils ont fait face toute la journée dans l'école.

Il peut aussi s'agir de la défaillance avérée ou supposée de tel ou tel enseignant manifestement au-dessous de sa tâche, mais là n'est pas la raison des prises massives de cours particuliers.

Enfin, si défaillance il y a, c'est que l'école n'est pas jugée en mesure de préparer efficacement les élèves aux épreuves qu'elle-même organise (tests, concours, examens, orientation), on y reviendra ; mais quelles que soient la qualité et la solidité de cette préparation assurée par l'école, le caractère compétitif de certaines épreuves, où il ne faut pas se contenter de réussir mais où il importe de réussir mieux que les autres, pourrait suffire à pousser des élèves à prendre des cours particuliers. En Algérie, l'une des premières raisons, ce sont les défaillances du système scolaire qui alimentent la prise de cours, la seconde raison est un pouvoir d'achat galopant qui a obligé une grande partie à s'adonner à ce commerce et la troisième est la démission des parents d'élèves vis-à-vis de leur responsabilité. Cette question est intéressante à plusieurs titres. Elle permet, d'une part, de toucher du doigt les inégalités entre les familles appartenant aux différentes catégories sociales selon les revenus dont chacune dispose ; d'autre part, quand on peut comparer ce poste aux autres postes de dépenses, elle indique l'ampleur du « sacrifice » que les parents sont disposés à consentir, voire se sentent contraints de consentir, pour assurer la réussite scolaire de leurs enfants. Appréciation de leurs progrès par les élèves preneurs de cours selon la notation de 0 (nul) à 20 (excellent) :

Moins bons résultats : 19%
Résultats sans changement : 20%
Petite amélioration (1 à 2 points): 25%
Nette amélioration (3 à 4 points) : 18%
Forté amélioration (5 à 6 points ou plus) 6%
Trop tôt pour se prononcer : 12%
Total:100%

On constate donc que pour moins de la moitié des adeptes, les cours particuliers ont été féconds en termes d'amélioration des résultats, même si, en même temps, 25% déclarent une amélioration modeste.

Il est sûrement souhaitable de conduire des études précises sur l'évolution des performances permises par les cours particuliers. Car, étant donné les résultats, somme toute, limités, on peut se demander pourquoi les parents continuent à supporter ce débours. On est donc amené à faire plusieurs hypothèses, non exclusives les unes des autres.

Il est possible, d'abord, que les recherches aient, par artéfacts méthodologiques, conduit à des conclusions sous-estimant les résultats ; mais on n'a pas les moyens d'en juger. Ensuite, on peut se dire que bien des parents continuent car ce serait pire pour leurs enfants s'ils arrêtaient de prendre des cours quand la plupart des autres en prennent ; mais ce raisonnement n'est valable que dans les contextes locaux (classe, établissement, ville) où la grande majorité des élèves prend des cours ; on voit mal pourquoi il jouerait quand ces derniers sont minoritaires, sauf si ce qui importe aux yeux des élèves et de leurs parents est de maintenir des écarts de performances avec leurs camarades. Par ailleurs, une amélioration modeste des résultats, c'est tout de même une amélioration.

C'est à cela que la plupart des parents sont sensibles, même si une part d'entre eux pouvait, plus ou moins secrètement, l'espérer plus notable. Ils peuvent donc créditer cet appui d'une

pertinence qui les encourage à persister, quitte à changer de prestataire si un autre paraît leur garantir de meilleurs résultats encore. La perspective des parents n'est pas celle d'évaluateurs qui, de l'extérieur, pourraient estimer que c'est beaucoup de bruit pour rien ou pour pas grand-chose, ou encore que les établissements privés qui proposent leurs services à grand renfort de publicité se prévalent de palmarès exagérément flatteurs. Parents et enfants peuvent donc s'accorder pour considérer que ce recours leur a été utile, y compris s'il a seulement permis à l'élève de se maintenir. Il reste à voir d'où lui vient cette utilité. Les cours particuliers ne sont pas sans effets, en retour, sur le système scolaire lui-même et sur les apprentissages qui y sont conduits.

Ces effets sont, vraisemblablement, d'autant plus notables que la pratique est massive, mais il n'est pas certain que même une pratique «modeste» ne puisse avoir des retombées analogues. Ceci dit, il est difficile de départager ici ce qui revient en propre aux cours particuliers, et ce que l'on doit surtout à la compétition scolaire, à la «course» pour l'accès aux «meilleures» filières, aux «meilleures» classes, aux «meilleures» établissements, dans laquelle les cours particuliers sont un des atouts majeurs mais pas unique. Par exemple, consacrer de l'attention aux bons élèves et négliger les plus faibles est une pratique indexée sur la course aux bons résultats, clé de la renommée et de la réussite financière de l'établissement et parfois des enseignants eux-mêmes. On la rencontre dans les cours particuliers comme dans l'établissement scolaire. C'est aussi un effet croisé de la compétition scolaire et des cours particuliers que l'on observe dans l'orientation consistant à «enseigner en vue des examens». Ce qui compte, tant pour les enseignants (qui y jouent leur réputation, parfois leur emploi, éventuellement une part de leurs revenus, et qui sont soumis à la pression des élèves et des parents) que pour les élèves, c'est de traiter en classe les questions qui ont des chances de «tomber» à l'examen et de fournir des recettes pour y répondre.

C'est dire que l'ambition culturelle de l'école se trouve largement mise à mal, comme du reste sa vocation socialisatrice. On apprend essentiellement à passer les examens, ce qui se traduit par de l'apprentissage par cœur, y compris en langues étrangères avec les listes de verbes, par exemple ; les élèves sont préparés, jusque dans l'école elle-même, à produire à l'examen des réponses types voire stéréotypées. Même la lutte contre cette dérive est obérée par le poids des cours particuliers en périphérie de l'école.

Les cours particuliers peuvent prospérer sur une image de déliquescence de l'école publique où, aux yeux ou aux dires des parents et des élèves, on n'apprendrait pas grand-chose ; et ils peuvent également y contribuer quand les enseignants délaissent leurs élèves du secteur public et conservent leur énergie pour leurs élèves privés. La méfiance vis-à-vis de l'école peut se traduire par une augmentation de l'absentéisme scolaire d'élèves qui restent assidus dans la fréquentation des cours particuliers ; ou bien encore les preneurs de cours perturbent la classe. L'école est soupçonnée de ne pas bien faire son travail, les enseignants sont parfois dénigrés : mal payés, démotivés, mais assurés de leur emploi de fonctionnaires, tout les opposerait aux enseignants qui, au contraire, chercheraient le succès de leurs élèves, dé de leur propre fortune ; les stéréotypes se donnent ici libre cours. Plus les cours particuliers sont donnés massivement, plus le niveau scolaire et universitaire est en baisse continue, et l'avenir des générations futures se trouve menacé.

*Professeur de mathématiques au lycée
Colonel Lotfi d'Oran

GUELMA

L'urbanisme étrangle l'évolution de l'habitat

Mohammed Menani

Dans une tournée «non-stop», le wali de Guelma, accompagné de ses structures techniques exécutives, a effectué, jeudi dernier, une visite d'inspection, à travers les daïras de Guelaât Bou Sbaâ, Bouchegouf et Hammam N'bails, passant en revue une trentaine de chantiers ouverts, exclusivement, au programme du logement.

Le périple a concerné les communes de Guelaât Bou Sbaâ, Nechemeya, Ain Ben Beida, Oued Fragha, Bouchegouf, Medjez Saf, Oued cheham, Dahouara et Hammam N'bails, qui renferment plus de 2.000 logements du type LPL, LSP et RHP, lancés, dans le cadre de la mise en œuvre du programme quinquennal 2010-2014.

Nous dénotons que sur la majorité des chantiers, plusieurs blocs de logements sont achevés et leur exploitation reste greffée par le non achèvement des aménagements extérieurs et l'installation des réseaux. Ce phénomène existe, pratiquement, sur tout le territoire de la wilaya et le DUC, en tant que

maître de l'ouvrage, a été interpellé pour assurer une meilleure cadence des travaux de viabilisation, dans une synchronisation efficiente, des actions communes sur le terrain, en responsabilisant les subdivisionnaires dans leurs rôles dans la coordination des chantiers, de contrôle rigoureux de la qualité des travaux et du suivi permanent de l'entreprise de réalisation.

Devant des contraintes signalées par les services des Ressources en eau, le directeur de l'Environnement a été instruit d'accélérer les procédures d'enquête de commodités et d'études environnementales et de supprimer toutes les entraves qui peuvent gêner les actions de transport et de stockage des eaux, au profit des agglomérations urbaines ou rurales.

Dans la foulée, des édiles ont été tancés, violemment, pour avoir manqué à leurs obligations dans la préservation de l'hygiène et du cadre environnemental, en restant passifs devant les clôtures « sauvages » qui squattent l'espace public, tout en clochardisant les cités. Il en est de même, pour ceux qui se complaisant dans la grande iner-

tie complice, face au phénomène des constructions illicites. Cette visite du chef de l'exécutif a pour but de fouetter le secteur du logement, afin de lui permettre d'être au rendez-vous de l'engagement pris devant les citoyens, celui d'entamer les distributions de logements, graduellement, à partir du mois de juin 2015. Il résulte, cependant, que le secteur de l'Urbanisme constitue un goulot d'étranglement, empilant des lenteurs et des approches dubitatives, sans raison. Les retards sont imputés aux entreprises, lorsque les mêmes entreprises se plaignent du défaut de paiement de leurs situations de travaux, gelées délibérément dans le panier des instances. Au lieu de jouer son rôle de précurseur, le secteur de l'Urbanisme bat de l'aile et c'est toute la structure de l'habitat qui vacille. Ainsi, l'on demeure perplexe devant l'attitude de nonchalance manifeste et l'incurie des responsables concernés qui se dérobent, lâchement, à leurs obligations, dans une mission commandée d'être au service des citoyens pour améliorer leurs conditions de vie, dans la cité.

TÉBESSA

Les programmes de développement ou le véritable parcours de combattant

Ali Chabana

Il y a quarante ans, Tébessa accédait au rang de wilaya, c'était durant le découpage administratif de 1974. Depuis, beaucoup d'eau a coulé sous les ponts. Et si, aujourd'hui, on fête cette date, ce n'est pas, certainement, par coquetterie ou par un simple fait d'anniversaire, aussi marquant soit-il. Les responsables qui se sont succédé, durant ces quatre décennies se sont trouvés, parfois confronter à un véritable parcours du combattant, tant la mission était difficile pour accrocher le wagon de la jeune wilaya d'alors, à la locomotive d'un développement local, raison de plus, les moyens humains et matériels faisant encore défaut. Célébrer l'événement se veut, avant tout, une halte, une réflexion sur un itinéraire fait de hauts et de bas, de réalisations et d'acquis. Le revers de la médaille, c'est aussi, des incohérences, des ratages dans le pilotage et les responsables en sont entièrement conscients. La réunion-débat, au siège de la wilaya vient ponctuer, la manifestation commémorative et rétrospective, retraçant les étapes d'une page de l'histoire d'une région, longtemps, marginalisée et confinée dans un marasme hérité, d'une époque où encore Tébessa était considérée, comme une lointaine contrée.

D'emblée, le wali, en maître de cérémonie, agréablement surpris par l'engouement du public, venu s'acquérir des acquis réalisés par la wilaya de Tébessa, en rendant visite à l'exposition organisée en la circonstance, et par la même occasion, le chef de l'exécutif s'est dit persuadé de la nécessité d'ouvrir le débat et ainsi élargir le champ d'interaction, afin de fructifier les projets à venir, à travers des suggestions, pour donner plus de consistance aux programmes inscrits dans le

prochain quinquennal 2015-2019.

Une feuille de route avec la contribution de tous. Pour Mabrouk Belouz, si les indices étaient au rouge, aujourd'hui, ils sont plutôt au vert, pour ainsi dire que la situation a évolué dans un sens positif, et cela n'empêche pas la persistance de disparités et d'insuffisances. Au cours de la rencontre d'évaluation et de projection, les responsables de différents secteurs se sont succédé pour faire le point des états des lieux, chiffres à l'appui, des statistiques éloquentes des efforts consentis par l'Etat, la mobilisation de ressources financières, dans diverses opérations de développement dont la wilaya avait bénéficié. Ce sont 314 milliards de dinars qui ont été alloués, entre 1999 et 2014 et presque 1/3 pour le seul programme quinquennal 2010-2014, en sus du programme complémentaire de 40 milliards de dinars accordé par le gouvernement, en 2013.

Le tableau ne s'arrête pas là, puisque ces mêmes indices socio-économiques indiquent une tendance évolutive, avec entre autres, un parc immobilier qui est passé de 24.761 unités de logements à plus de 151.000, de 1974 à 2014. De même pour ce qui est de la couverture en électricité qui a grimpé de 38 à 90%, durant la même période, le gaz naturel inexistant au début des années 70 a vu sa pénétration actuelle de près de 80%, soit le raccordement

130.000 paquets de cigarettes saisis

Suite à la perquisition du domicile d'un suspect, sis à la cité '200 logements' à Tébessa-ville, des éléments de la PJ d'Ain Zaroug, ont mis la main sur une quantité de produits destinés à la contrebande. Ainsi, les policiers ont saisi et récupéré 130.000 paquets de cigarettes, de fabrication étrangère, in-

roduites de l'extérieur du pays, 13.000 étuis de tabac pour narguile (chicha), ainsi que 6.000 unités de pétards. Le mis en cause et son frère, âgés de 28 et 27 ans, ont été interpellés et écroués, selon la cellule de communication, de la Sûreté de wilaya.

A. C.

TAMANRASSET

Des projets pour In-M'guel

Plusieurs projets de développement sont en cours de réalisation pour améliorer le cadre de vie du citoyen, dans la daïra de In-M'guel (130 km au nord de Tamanrasset), a-t-on appris, auprès des services de la wilaya. Parmi ces projets de développement, le raccordement d'édifices publics au réseau des eaux usées, l'extension et la réhabilitation du réseau d'éclairage public, avec une enveloppe globale de 8 millions de DA, a-t-on indiqué. Sont, aussi, en cours, la réalisation d'une aire de jeux pour enfants

au quartier 'Bouane El-Chebi', au chef-lieu de la commune, afin d'offrir des espaces de détente à ses habitants, ainsi que l'aménagement d'une piscine. Comme autres projets dont a bénéficié la commune de In-M'guel, la réalisation d'une annexe administrative au village Ifregh, dans le but de rapprocher l'administration du citoyen, en sus de la réalisation et l'équipement d'une salle d'archives, au siège de la commune, avec un coût total de 8 millions de DA, selon la même source. Concernant l'activité pastorale dans

la région, plusieurs puits pastoraux ont été réalisés, à travers le territoire de cette collectivité locale pour renforcer l'activité d'élevage et éviter, aux éleveurs, de faire de longs déplacements pour abreuver leur cheptel. Pour l'amélioration du cadre urbain, des travaux d'aménagement sont en cours au village d'Arak, en plus de l'inscription de plusieurs opérations avec, entre autres, la réhabilitation des équipements de pompage de la station des eaux usées afin de les rejeter loin des centres urbains a-t-on ajouté.

EL TARF

Trafic de kif, cocaïne et devises, 3 arrestations

A. Ouelaa

Les éléments de la brigade de la lutte contre les stupéfiants, de la Sûreté de la wilaya d'El Tarf, viennent d'opérer un véritable coup de filet, en procédant au démantèlement d'une bande spécialisée dans la vente de toutes sortes de drogues. Cette opération, menée sur la base d'informations fiables, a permis dans un premier temps, l'arrestation d'un individu habitant dans la ville de Ben M'Hidi chez lequel 06 plaquettes de kif ont été saisies.

Passant aux aveux, le mis en

cause a indiqué ses fournisseurs auxquels une souricière a été tendue du côté de Berrihane, sur la RN 84 A.

Ces derniers roulaient à bord d'une voiture de marque 'Audi' dont la fouille a permis de mettre la main sur 08,7 g de cocaïne, 375 millions de centimes, 2.000 euros, des bijoux en or et en argent ainsi que diverses armes blanches. Présentés, en fin de journée de jeudi dernier, les trois mis en cause ont été placés sous mandat de dépôt par le magistrat instructeur près le tribunal d'El Tarf.

BOUIRA

68 postes électriques en renfort

Farid Haddouche

La société de distribution de l'électricité et du gaz de Bouira organise depuis, mardi 7 avril, en son siège, des journées 'portes ouvertes' concernant ses activités, en matière de distribution de l'électricité et du gaz, dans la wilaya de Bouira. Ainsi, nous saurons qu'un plan d'urgence destiné au renforcement des réseaux électriques existants, comporte la réalisation de 68 postes électriques dans la wilaya de Bouira. Vingt-sept postes ont été, déjà, installés et 37 autres sont en cours de réalisation. Par contre, le projet d'implantation de 4 autres postes fait l'objet d'oppositions émises par des propriétaires terriens, selon M. Hamitouche chef de Division 'exploitation électricité' à Bouira. Ce dernier ajoutera que durant le précédent plan quinquennal, 2.847 branchements ont été effectués, et 5.025 autres branchements seront réalisés, dans les programmes en cours. Ainsi, le taux de couverture de l'électricité, dans la wilaya de Bouira, apprécié à 98 %, atteindra les

99 % avec l'achèvement des projets courants.

Pour le volet gaz, et durant ces 5 dernières années, la Société a procédé au branchement de 37.381 foyers, pour une distance linéaire de 2.244 km. Et pour le programme en cours, 12.301 branchements sont inscrits à l'ordre d'une consistance physique de 1.022 km.

Le taux de couverture du gaz, actuellement, avoisine les 65%, et avec l'achèvement des projets en cours, il atteindra les 75 %, selon les chiffres donnés par les services compétents, à leur tête M. Khaled Nacer directeur de la Société de distribution de l'électricité et du gaz de la wilaya de Bouira. Les projets réalisés et ceux projetés dans le futur, dont quelques-uns sont en cours, dans les domaines de l'électricité et du gaz, sont inclus dans les programmes quinquennaux comportant leur troisième tranche, et les programmes complémentaires de l'Etat, selon les explications de Melle Widad Benyoucef, chargée de la communication auprès de cette société.

AÏN DEFLA

Soutien des élèves des classes d'examens

Une opération d'accompagnement et de soutien psychologique des élèves des classes d'examens, affectées par les retombées négatives des grèves observées, dans le secteur de l'Education, a été lancée, mardi, à Aïn Defla, a-t-on appris du directeur du Centre local d'orientation scolaire et pédagogique (COSP).

L'opération qui touche, notamment, les élèves des classes de Terminales, englobe les volets pédagogique et psychologique inhérents à l'examen, a indiqué Mekki Boualem, signalant que l'opération sera menée par les conseillers pédagogiques de sa structure. « A la faveur de cette opération, nous aspirons consolider la confiance en soi, chez les élèves et à enrayer les effets négatifs nés de l'arrêt de travail déclenché par certains enseignants, au cours des semaines dernières », a-t-il précisé.

Retraits de plus de 1.400 permis de conduire

Un total de 1.441 retraits du permis de conduire a été effectué par les services de la police sur les routes de la wilaya de Aïn Defla, durant le mois de mars écoulé, a-t-on appris auprès de la Sûreté de wilaya.

Un total de 1989 contraventions et 98 délits routiers ont été enregistrés, durant la période considérée, a indiqué la même source, faisant état de 91 cas de mise en fourrière de véhicules dont les conducteurs ont enfreint le code de la route. Dix-sept personnes ont, par ailleurs, été blessées dans 20 accidents de la route, enregistrés sur le territoire relevant de la compétence des services de police de la wilaya, a-t-on précisé.

Horaires des prières pour Alger et ses environs

21 jomada ethania 1436

El Fedjr	Dohr	Assar	Maghreb	Icha
04h50	12h49	16h28	19h22	20h44



Place de la Brèche Le marché souterrain ravagé par un incendie

A. Mallem

Un incendie grave a ravagé, hier vendredi, aux premières lueurs de l'aube, la partie haute du marché souterrain de la place de la Brèche à Constantine. Selon les nombreux témoignages des commerçants et des riverains que nous avons recueillis sur les lieux, le feu a pris aux environs de cinq heures, rapide et intense et les passants qui revenaient des mosquées où ils avaient accompli la prière d'El-Fedjr ont été fortement surpris par les nuages de fumées ocre et dégageant une forte odeur de plastique brûlé. Et quelques-uns ont eu rapidement le réflexe d'appeler les pompiers qui sont arrivés et ont commencé à combattre le feu. «Mais un peu tard, car les flammes avaient déjà détruit la totalité des 30 locaux et des 110 étals qui se trouvaient dans cette galerie», a considéré un commerçant du souterrain que nous avons reçu hier à notre bureau. Ce dernier a néanmoins indiqué que les sapeurs-pompiers se sont heurtés aux portes métalliques cadenassées qui bouchaient les 11 entrées de la galerie qui ont ralenti leur travail.

En tout point pareil à l'incendie qui a déjà touché cette partie du passage souterrain au premier jour du Ramadhan 2012, le sinistre intervenu hier apparaît toutefois plus important en ce sens que les flammes, qui se sont propagées rapidement, ont tout brûlé, ne laissant que des murs noircis par la fumée. «Heureuse-

ment qu'il n'y a pas eu de pertes humaines, mais uniquement des dégâts matériels qu'on peut estimer à plus de 64 milliards de centimes», ont déploré des commerçants que nous avons rencontrés sur les lieux, lesquels ne cessaient de se lamenter sur les pertes qu'ils ont subies. «Notre place marchande permettait la subsistance de plus de 200 familles. Qu'allons-nous devenir à présent ?», se sont-ils lamentés, en affirmant qu'ils sont persuadés que, cette fois-ci, il s'agit d'un acte délibéré et non d'un court-circuit comme cela a été démontré après l'incendie de 2012. Et nos interlocuteurs d'expliquer que le souterrain était gardé par une équipe formée de 8 gardiens qui travaillaient en équipes de 4, deux désignés par la mairie qui est le propriétaire des lieux, et deux payés par les commerçants eux-mêmes. Mais, hier matin, tout le monde ne parlait que d'un seul gardien qui a été surpris par les flammes. Et ce dernier se trouverait au service des urgences du CHU, dans un état grave. Comment a-t-il pu s'échapper ? Qui l'a secouru ? Personne n'a pu répondre à nos questions d'autant plus que les pompiers et les agents de sécurité avaient pour consignes de ne rien communiquer, enquête en cours oblige.

Appelés par leurs collègues, les commerçants sont arrivés à différentes heures de la matinée pour constater la catastrophe et ils furent tentés de bloquer toute circulation à la place des Martyrs. Malheureusement, ils ont vu que

cette stratégie ne réussirait pas car les services de sécurité avaient déjà pris la précaution de boucler les lieux, empêchant l'accès à l'hyper centre de la ville aux véhicules débouchant des différents quartiers, ceci pour faciliter le travail des pompiers venus avec un renfort impressionnant de camions anti-incendie, ainsi qu'à la police scientifique que nous avons vu opérer sur les lieux. Il était environ 10 heures lorsqu'une délégation composée de 7 commerçants a été appelée pour rejoindre le cabinet du wali où elle a été reçue par les responsables de la wilaya. D'après les délégués, ils ont été reçus par le wali, en présence du maire, et ces derniers leur ont promis que le soir même, après que les enquêteurs eurent quitté les lieux, les services de la mairie vont entrer en action pour débayer, enlever les gravats et les traces de fumée laissées par l'incendie pour laisser place aux travaux de restauration qui vont être lancés rapidement par une entreprise qui sera désignée dès ce dimanche. «Quant à nous, nous avouons que nous sommes sceptiques quant à la volonté des autorités locales à tenir les promesses qu'elles viennent de faire si facilement pour nous calmer et nous faire patienter. C'est pourquoi, nous venons de décider de tenir chaque jour un sit-in devant le tunnel pour les obliger à tenir leurs promesses», nous a fait savoir, midi passé, M. Chérif, le commerçant que nous avons accueilli dans notre bureau.

Le marché informel de Zouaghi éradiqué

Les services de la daïra de Constantine, appuyés par les éléments de la gendarmerie nationale ont procédé, jeudi dernier, très tôt dans la matinée, à l'éradication du marché informel situé à l'entrée de la cité de Zouaghi Slimane et transféré les 23 marchands ambulants qui y activent vers le marché de proximité « Ahmed Bellili », qui se trouve dans la même zone.

Selon le secrétaire général de la daïra de Constantine, Hacène Braia, dans le cadre de la politique d'éradication des marchés informels et sur ordre du wali, « les services de daïra, ceux de la municipalité du vieux rocher, de la direction du commerce ainsi qu'en présence de la gendar-

merie, ont exécuté l'opération de délocalisation des vendeurs illégaux vers le marché de proximité Bellili ». « Ce marché, poursuivra-t-il, fait partie des espaces consacrés à l'activité commerciale réglementée et a ouvert à l'occasion, pour régulariser leur situation et les intégrer dans le circuit des activités légales. Cette opération a eu pour effet d'aérer et de redonner à l'entrée de la cité de Zouaghi son look d'avant, d'une part, et de permettre aux commerçants démenagés de s'installer et d'activer dans un cadre où ne manque pas le confort ». Et le secrétaire général de la daïra de Constantine de souligner que « cette opération d'éradication du marché in-

formel de Zoughi est une première, qui sera suivie à travers d'autres lieux de la ville des ponts où des marchés de proximité ont été réalisés récemment ». Et d'ajouter que d'ores et déjà il est prévu l'éradication des marchés informels de Djebel Ouahch et de Sarkina, dans les prochains jours », et le transfert des commerçants vers des espaces nouvellement aménagés et au profit des marchands originaires des mêmes cités. Enfin, il est à indiquer que cette première opération de transfert des marchands ambulants « s'est déroulée sans gros accros » même si la contestation de certains des concernés n'a pas manqué.

A. E. A.

Plus de 11.000 élèves souffrent de troubles visuels

A. El Abci

Le bureau de Constantine du Syndicat national des médecins généralistes du secteur public (SNMGP) a organisé, hier, une journée de sensibilisation et d'information sur les « pathologies de l'enfant scolarisé » au niveau de la faculté de médecine du Chalet des pins.

Selon le président du bureau de wilaya du syndicat, Med H. Khenoui, cette journée vise à mettre l'accent sur la santé publique et le dépistage précoce de différentes pathologies chez les enfants scolarisés. Pathologies sur lesquelles il y a lieu de sensibiliser la population des parents, à travers des résultats des 62 unités de dépistage existant dans la wilaya, et de la nécessité de leur prise en charge à l'âge enfant, dira-t-il. Ainsi et par ordre de priorité, les maladies les plus répandues concer-

nent notamment les troubles visuels qui viennent largement en premier, les souffles cardiaques, les hypertrophies amygdaliennes, les caries dentaires, mais également des malformations congénitales ou non, à l'instar de l'ectopie testiculaire. Et de souligner, dans ce cadre, la nécessité de les détecter de façon précoce et les prendre en charge à l'âge enfant, car à ce niveau, les chances de guérison sont fortes. La responsabilité du service prévention à la direction de la santé de la wilaya de Constantine fait état d'un bilan chiffré des unités de dépistage et de suivi (UDS), structures chargées de la surveillance de santé scolaire. Elle relève, dans ce cadre, que sur une population de 188.606 élèves visités l'année dernière, 11.024 enfants souffraient de troubles visuels, dont 9.114 de déficience de l'acuité visuelle et 1.910 de strabisme. De

même que, sur le même effectif, 5.463 cas de souffle cardiaque ont été diagnostiqués par les UDS, notera-t-elle, et que tous ces cas ont été orientés vers des spécialistes. Et le président du bureau local du SNMGP d'insister sur l'indispensable coordination entre les médecins généralistes des UDS et les spécialistes, par l'aménagement d'un espace comprenant généralistes et spécialistes et ce, pour plus d'efficacité et pour éviter aux patients « d'errer » à la recherche du médecin qu'il faut. Pour sa part, le président de la commission de la santé de l'APW, M. Benarab, qui a ouvert les travaux de la journée au nom du P/APW, a souligné dans son allocution l'insuffisance de la couverture sanitaire en encadrement et en UDS dont le nombre demeure largement insuffisant pour la couverture d'un effectif de 230.432 élèves, tous paliers confondus.

2037 pièces archéologiques saisies en 2014

Rekibi Chikhi

« Tout comme le trafic de drogue, la contrebande d'objets archéologiques s'est avérée très juteuse durant la décennie noire. Des pièces ont été vendues au niveau local à des centaines de millions de centimes, voire des milliards », nous a déclaré M. Agoun Fouad, président de la Cellule régionale de lutte contre l'atteinte aux biens culturels du 5^{ème} Commandement régional de la Gendarmerie nationale (GN) de Constantine. Les unités de la Gendarmerie nationale ont traité, apprend-t-on, au cours de l'année 2014, en collaboration avec les deux cellules régionales de Constantine et de Souk-Ahras, 43 affaires ayant abouti à l'arrestation de 8 personnes et la saisie de 2037 objets divers ayant une valeur historique et artistique confirmées, et qui ont été remises aux Directions de la culture. En comparaison avec 2013, le nombre d'affaires traitées en 2014 a chuté de 25 %, alors que pour ce qui est des personnes arrêtées, on enregistre une baisse de 58 %. Avec une hausse durant la même période (2014) en nombre d'interventions de 17,50 %. Citons parmi les objets saisis, 1827 pièces de monnaie appartenant à différentes périodes historiques, une pièce faisant partie d'un siège païen en pierre, la moitié d'une statue en plomb, une bague en bronze de l'ère romaine, un appareil de vérification de l'authentification des diamants et des pierres précieuses, une statue en bronze jaune datant de l'ère romaine et une pierre tombale. « Certaines localités représentent plus que d'autres un gisement de pièces archéologiques à l'exemple des régions de Beni H'midene, El-Khroub, Zighoud-Youcef, Ain-Smara et Ali-Mendjeli où des ossements et pièces de céramique de l'ère romaine ont été découverts près de l'université Mentouri 3 lors des travaux d'une bretelle de l'autoroute Est-Ouest », nous a informé par ailleurs notre interlocuteur.

M. Agoun Fouad nous apprend que « les 10 membres de sa cellule participent dans les enquêtes liées au domaine, mènent des interventions régulières sur le terrain, prennent des photos et répertorient les sites et monuments, de même qu'ils participent aux journées d'étude dans le cadre de la formation continue, la dernière en date, étant le Colloque national portant sur le thème "l'Aurès à travers les temps" ». Il précisera que « la Gendarmerie nationale était présente à ce colloque qui s'est tenu du 30 mars au 1 avril à Khenchla, comme intervenant à part en-

tière et non comme une institution qui veille à la sauvegarde des vies des personnes et la préservation de leurs biens ». En plus de cela, cette cellule, « entretient différentes relations avec les directions de la culture, les agences de voyages ainsi qu'avec la trentaine d'associations dans tout l'Est dont l'activité est liée à l'archéologie. On déplore toutefois l'absence totale de ces associations sur le terrain, « elles n'ont jamais répondu présent quand on les invite, bien qu'elles recèlent des compétences ». Par ailleurs, on apprendra qu'une banque de données comportant des fiches techniques a été créée depuis 2011, répertoriant tous les sites historiques. Cette banque est constamment mise à jour. « L'objectif primordial de notre cellule est de soutenir les unités de la GN afin de dévoiler et prévenir les hémmorragies dont souffre notre patrimoine, le pillage, la défiguration et la destruction ciblant les monuments et les sites touristiques », précisera notre interlocuteur. Sans oublier de souligner que « certaines personnes, par ignorance, vendent au rabais à des initiés dans le domaine des objets de grande valeur que ces deniers acheminent vers l'Europe via la Tunisie ». Il citera dans ce sillage, « un jeune originaire de Constantine qui a été appréhendé en possession d'une pochette à lunettes bourrée de pièces de monnaie en bronze des ères islamique, chrétienne et ottomane, qu'il a trouvées par hasard près du Rhumel et qu'il avait l'intention de vendre ». Sans oublier notamment les touristes étrangers arrivant par route par les postes frontaliers de l'Est, ajoutera-t-il, « celui de Taleb El Arbi à El Oued, pour ne citer que lui, et se dirigent plus vers l'extrême Sud à Djanet où ils trouvent à disposition un musée naturel à ciel ouvert. Des flèches de guerriers datant de la préhistoire presque à portée de main, ont été volées par ces soi-disant touristes qui repartent avec leur précieux butin pour le revendre à des prix très forts en Europe ». Concernant l'imminent événement du 16 avril, notre interlocuteur dira « nous avons deux messages à passer aux citoyens, le premier est que tout citoyen doit savoir que toute pièce archéologique qu'il découvre enfouie sous terre, en creusant pour entamer des travaux de construction, ou ailleurs, ou par un simple hasard, ne lui appartient pas, et que c'est un bien de l'Etat qu'il doit remettre à la plus proche unité de gendarmerie. Le deuxième message est que les Constantinois doivent, durant l'année en cours, être à hauteur de l'image riche en histoire et en culture de leur ville ».

Du kif et de l'ecstasy saisis, 10 mandats de dépôt

Abdelkrim Zerzouri

Un dangereux réseau spécialisé dans le trafic de drogue et stupéfiants, dont les ramifications s'étendent sur le territoire national, a été neutralisé ces derniers jours par les services de sécurité de la 1^{ère} Sûreté extra urbaine de la nouvelle ville Ali Mendjeli. Le coup de filet opéré par les services concernés a permis « d'appréhender 15 individus, âgés entre 26 et 52 ans, ainsi que la saisie de près de 15 kilos de kif traité et 300 comprimés d'ecstasy, classée dans la catégorie des drogues dures », indique un communiqué transmis hier à notre rédaction par la cellule des relations publiques de la Sûreté de wilaya de Constantine. Agissant sur renseignements, les enquêteurs mettront au point une stratégie pour identifier les trafiquants et les neutraliser. Il s'avérera que le groupe est constitué d'individus originaires de plusieurs villes, à l'est et l'ouest du territoire national, et que leur chef utilisait des documents d'identité et de voyage (carte d'identité nationale et passeport) falsifiés. Dans leur action, les enquêteurs privilégieront les arrestations individuelles, souligne le communiqué de la

Sûreté de wilaya, et, l'un après l'autre, les membres du réseau seront arrêtés en possession de différentes quantités de drogue (près de 15 kilos au total et 300 comprimés d'ecstasy). On signale aussi la saisie d'une somme d'argent (les revenus des ventes) et deux véhicules et une moto, utilisés par les trafiquants dans leurs déplacements. Présentés le jeudi 9 avril devant le procureur de la République près le tribunal d'El-Khroub, sous les charges de « constitution d'un réseau criminel organisé, spécialisé dans la commercialisation de drogues par le biais de lieux de transit, faux et usage de faux, usurpation d'identité et port d'armes blanches prohibées », 10 membres du réseau ont été placés en détention préventive, 3 autres appelés en citation directe, alors que 2 ont été relaxés. Pour rappel, à la fin du mois de mars dernier, deux autres opérations distinctes menées par les mêmes services de sécurité ont permis de saisir plus de 2,5 kilos de kif et l'arrestation de trois individus, placés en détention préventive. Des coups de filet qui montrent que la nouvelle ville Ali Mendjeli se fait une réputation de plaque tournante du trafic de drogue.

Horaires des prières pour Constantine et ses environs

12 jomada ethania 1436				
El Fedjr 04h37	Dohr 12h35	Assar 16h14	Maghreb 19h08	Icha 20h30



Le Nord tlemcenien et le Nord constantinois

Par Dr Boudjemâa Haichour

1 ère partie

Dans cette présente étude généalogique, j'ai essayé de rapprocher deux régions de notre pays l'une dans la partie voisine de la frontière algéro marocaine, plus précisément les Gens de M'Sirda et l'autre sur les deux rives de Oued El Kébir, les Ouled Aidoun, celle d'El Milia dans la wilaya de Jijel. Quelles en sont les caractéristiques anthropologiques, linguistiques, les us et coutumes qui les caractérisent ? Se sont deux régions d'origine amazigh l'une Zénète les M'Sirdi et l'autre Kétama d' El Milia de Jijel.

L'explication rationnelle sur l'évolution combien complexe de la généalogie d'une Nation, aussi riche en événements historiques et ethnologiques qui fournissent incontestablement une cohérence dans la connaissance des racines des familles dans une Algérie plusieurs fois millénaire d'une histoire commune lointaine.

Ibn Khaldoun a étudié l'essentiel de ces traits de son temps qui demeurent invariables à nos jours malgré le jeu et la manipulation des ethnologues de la colonisation.

LE SOCLE IDENTITAIRE D'UN LEG HISTORIQUE COMMUN

C'est pourquoi dira Charles Robert Ageron dans son ouvrage : « Dimension de la conscience historique » à la page 384, éditions Plon 1961 que : « l'histoire est un dialogue du passé et du présent dans lequel le présent prend et garde l'initiative... On ne peut imposer à l'histoire de repenser une société exclusivement de la manière même dont celle-ci se pensait elle-même... C'est en la rapportant à un présent inédit qu'on amène le passé à livrer un secret dérobé jusqu'alors aux investigations les plus attentives».

Le territoire des M'Sirdi est une terre d'asile et de résistance. Tant mieux si la tribu des Daouida où Ibn Khaldoun s'est réfugié. L'accueil fait à Ibn Khaldoun alors fugitif, s'expliquait par le fait que cette tribu trouvait en l'homme les traits d'un guide et d'un conseiller hors pair. Alors le souverain de Tlemcen offrit à Ibn Khaldoun le poste de 1er Ministre et l'invita à se rendre auprès de lui.

« Comme je voyais les affaires s'embrouiller, je n'acceptais pas son invitation » racontait Ibn Khaldoun. A sa place il envoya son frère qui venait de s'évader.

En revanche, il s'employait à ramener les Daouida dans le giron tlemcenien et à négocier une alliance entre Tlemcen et Tunis, au moment où Abou Hammou, le Roi de Tlemcen se préparait à venir à Béjaia. Mais revenons sur notre étude et parlons-en sur les Gens de M'Sirda. Les M'Sirdi occupaient depuis les siècles la zone tellienne et littorale de l'Algérie.

UNITE TERRITORIALE DE M'SIRA ET RESISTANCE ANTI COLONIALE

Du temps de l'empereur Napoléon III, le territoire Algérien alors sous domination française fut découpé en douars en 1863 et ceci afin de délimiter le territoire que chaque tribu occupe afin d'y répartir les terres. Cette manœuvre avait

en réalité pour but de substituer les entités ethniques qui existaient en une organisation territoriale et administrative et ceci afin de désunifier certaines tribus qui auraient pu poser des problèmes de résistance.

Le territoire des M'sirda c'est à dire le territoire qui leurs a été reconnu par les opérations de délimitation entrepris de 1905 à 1923 couvre une superficie d'environ 29.000 hectares. Il dépend de la commune de Maghnia et compte une soixantaine de villages. Il est situé à l'extrémité occidentale de l'Algérie, touche à la fois la mer méditerranée et le royaume du Maroc avec les limites suivantes :

Au nord, la mer méditerranée.

A l'est, les douars Souhalia, Zaouïa-el-Mira et Ternana.

Au sud, la commune de Maghnia. A l'ouest, la frontière algéro-marocaine.

Ce territoire présente dans son ensemble le caractère montagneux des rivages nord africains, à l'exception d'une plaine assez peu étendue (4.000 hectares environ) qui se trouve sur la frontière entre les douars Beni-Mengouch et Attia, et qui est le prolongement de la plaine marocaine des Trifia; il est d'une altitude assez faible, les sommets varient de 200 à 600 mètres.

Mais le relief est tourmenté et les chaînons sont séparés par de nombreux ravins, profonds, étroits, d'un accès très difficile. Le rivage, bordé par des collines de 200 à 300 mètres est rocheux et très inhospitalier. Cette région fut jadis très boisée mais on trouve encore aujourd'hui sur bien des points de beaux arbres tels que thuyas et chêne verts. Le climat est celui de la côte algérienne dans l'ensemble, moyennement humide. La région de M'sirda reçoit environ 350mm de pluie par an.

Elle possède un grand nombre de sources dont beaucoup sont aménagées en bassins et abreuvoirs. Les sols là où l'érosion n'est pas très trop forte, se prête à la culture des céréales et à l'entretien de jardins, vergers et potagers.

A part les sentiers et les pistes meulières ce territoire ne compte que quelques rares voies de communications dont la plus importante est la route de Maghnia à Port Say (nationale 7). Dans les années 90 un nouveau découpage des douars a été entrepris, ralliant le douar de M'sirda Tahta à celui des Souhalia. Le douar de M'sirda Fouaga n'a quant à lui pas été modifié et à pour chef lieu le village de Arbouz.

M'sirda thata

M'sirda thata ville algérienne
frontalière avec oujda (maroc)

ORIGINES DES M'SIRDA

La région de M'sirda est divisée en deux douars les Fouaga et les Tahta, elle se compose de 16 fractions (familles) qui sont Bekhata, Beni Sedrata, Kaezaouia, Mehada, Khada, Kouarda, Ouled ben Ayed pour les Tahta et Ouriache, Anabra, Aghrem, Mefi, Bedar, Ouled ben Chaib, Elhouaren et les Ouled ben Yahia pour les Fouaga. La tri-

Les gens de M'sirda et les gens d'El-Milia Une généalogie et un parler similaire Les ketama de Jijel et les zénètes de Tlemcen

bu des M'sirda a cessé d'exister en tant qu'unité ethnique par l'arrêt d'homologation du 31 août 1825 qui l'a érigée en deux divisions administratives les douars M'sirda Fouaga et M'sirda Tahta

LES RACINES ARABO-BERBERES DES M'SIRDI

Les régions montagneuses de M'sirda ont longtemps été un refuge pour les tribus berbères mais il serait toutefois téméraire d'en conclure que les M'sirda sont de purs Berbères. Il paraît bien au contraire qu'ils se soient constitués comme tant d'autres au cours du temps par la réunion d'éléments hétérogènes. On peut distinguer parmi eux deux éléments ethniques : l'un autochtone (berbères) qui comprend surtout les Msirda et les Anabra, l'autre arabe qui comprend les Abd-el-Moumen et les Ouled-ben-Yahia.

D'après les Généalogistes, Les Msirdis appartiendraient à la race des zénètes et descendraient d'Ishtilien, père des tribus Maghraouiennes (voir Ibn Khaldoun tome 3 page 227) d'Ibn Kharez l'opposant des Fatimides de Karouan (Xème siècle) et de Ziri Ben Attia, avec lequel ils se seraient installés dans la région de Oujda lorsqu'il fonda cette ville en 994.

Quant aux Anabra originaires de Tlemcen et descendants d'Yaghmoracen (fondateur de la dynastie Abdel-Ouadite) seraient venus se joindre aux Msirda pour échapper à la domination turque. Ces deux éléments constituent la majorité des éléments berbères de la région.

Concernant les éléments arabes, ils ont de commun leur prétention à une ascendance chérifienne : les Oulad Abd-el-Moumen par l'intermédiaire d'Idris et les Oulad ben Yahia par l'intermédiaire de Mouley Abdelkader el Djilani.

Il ne faut pas confondre les Ouled Abdelmoumen avec le grand souverain des Almohades. Le personnage dont il est question serait venu de Cordoue au XIII è siècle où il serait installé avec les Béni Mengouch dans l'actuelle région de M'Sirda.

L'histoire de M'sirda sous la forme de leurs tribus actuelles n'est pas très vieille. En fait la plus vieille mention que l'on trouve de ce nom dans les annales du Maghreb (Mzerdâ) sont d'Ibn-Khaldoun (célèbre historien arabe du XV ème siècle) et remonteraient aux XII ème siècle.

Si fragmentaires que soient les informations recueillies, nous dire que les mêmes caractéristiques reflètent l'ethnologie M'Sirdie à savoir berbère et arabe. En fait c'est une tradition établie aussi bien à Nédroma qu'à M'Sirda, que toute la région était sous la domination des Béni Illoul, fraction des Koumia, tribu à laquelle appartenait Abdelmoumen vers le début du XIIIè siècle

GENEALOGIE DES BENI SLIMANE/DEBABSA ET DES MAAKIL

Un autre lien peut encore attester de ces rapports avec les Almohades, c'est que les Abadine, fraction de la tribu des Achach, qui prétendent

descendre des Abed, famille où naquit le grand Abdelmoumen, ont toujours convoité les terres des M'Sirdis comme un bien ancestral. Mais la puissance des Koumia ne tarda pas à déchoir avec celle des Almohades, et le XIV siècle vit s'opérer une fusion entre les tribus berbères et arabes. Aussi les Daoui Obeid Allah, tribu arabe, vint dominer toute la région de la Moulouya à la Tafna. Pendant tout le XVII è siècle, les sultans marocains ont eu des prétentions sur l'Ouest du pays, mais ne sont pas arrivés car la population de cette région est hostile à tout pouvoir externe.

La fusion des arabes et des M'Sirdis dans leur Ben Ammat n'est pas connue mais on est en droit de signaler la forte présence des Arabes Maâkil par cette fraction des Béni Obeid Allah. Ainsi les M'Sirda T'hata(ceux d'en bas)qui étaient des Béni Slimane autour de Souk Tlata et les M'Sirda Fouaga (ceux d'en haut) appelés Debabsa, situés autour de Seababna.

Les M'Sirdis sont restés fidèles à eux même et à l'Emir Abdelkader en dépit des massacres opérés dans leurs rangs. C'est sur leur territoire au pied du Kerkour, que se déclencha la bataille de Sidi Brahim mené par Bou Hamidi en présence de l'Emir Abdelkader

FIDELITE DE M'SIRDA ENVERS L'EMIR ABDELKADER A SIDI BRAHIM

De par sa beauté féérique qui subjugue le visiteur, Marsat Ben M'hidi, Msirda Ajroud de son appellation d'origine, attire chaque année des milliers de touristes locaux et émigrés pour leur offrir la fraîcheur de la mer, l'air pur des montagnes fortement boisées et la gentillesse de ses habitants. Quant à l'histoire de Marsat Ben M'hidi (Port Say)

Le bâtisseur, lieutenant de vaisseau de réserve, de son vrai nom Louis Jean-Baptiste Say, est né un 30 janvier 1852 à Nantes (son père Louis-Octave Say, propriétaire, et sa mère Octavia Euphémie Etienne, comtesse, veuve Janvier de la Motte, veuve en premier mariage de Louis-Octave Say). Say est mort le 3 octobre 1915 à l'âge de soixante-quatre ans.

Louis Jean-Baptiste Say n'a pas découvert le site. Certes, s'il l'a exploré en 1886, il s'y installa en juillet 1900. A en croire Jean Hess, l'idée de construire un port remonte à 1764, lorsque le bailli de Suffren voulut établir une liaison maritime avec les îles Zaffarines. En 1845, la transformation du mouillage de l'Oued Kiss en lieu de débarquement des forces du maréchal Bugeaud, est devenue une option stratégique pour contrecarrer les tribus marocaines d'une part et le soulèvement de l'émir Abdelkader d'autre part.

Finalement et sans autorisation, Say entreprit la construction de son port en 1904. Cette embouchure du

Source:

La Pacifications et l'organisation de la Kabylie orientale (Magali Zurch) 1- lettres du maréchal Saint-Arnaud tome premier et tome second Michel Lévy frères ,libraires editeurs. -1855. version numérisée.
2- http://msirda95.free.fr/historique_region_m_sirda_thata_023.htm.
3- <http://www.djidjelli.info/actions-militaires-en-kabylie-orientales-1850/>
4- http://fr.wikipedia.org/wiki/MSirda_Fouaga

Kiss, se situant au lieu-dit Adjroud, avait fait l'objet de nombreuses études, évoquant la région, remonte jusqu'à l'Antiquité pour la décrire. Selon l'auteur des tribus des M'sirda, les itinéraires anciens et les géographes la citent, Strabon donne le nom de Massaisylliens aux populations qui habitent à l'est de la Moulouïa (Mélouïa). Ptolémée, au IIe siècle après J.-C., parle des Herpiditans qui seraient à l'origine des M'sirda.

La région faisait partie au IIIe siècle de notre ère de la Maurétanie césarienne. Toujours d'après Audisio, l'itinéraire d'Antoine cite la station de Lemnis, que certains confondent avec Port-Say. El-Bekri dans sa description de l'Afrique du Nord évoque le port d'Adjroud, et le situe immédiatement à l'Orient de celui des Djeraoua. Beaucoup plus proche de notre ère, c'est-à-dire au XVIIe siècle, la région, qui n'avait pas encore un nom spécifique, fut au centre d'interminables conflits.

Il fut d'abord le théâtre de faits marquants de l'histoire d'Algérie. A quelques encablures, au Djebel Kerkour, l'émir Abdelkader mena une rude et glorieuse bataille contre le colonel Montagnac et c'est sur ces mêmes terres que commença son odyssée, presque au même moment de la chute des M'sirda Thata (1846) et Fouaga (1847). Le site, de par son emplacement stratégique, n'a pas échappé aux militaires français qui voulaient, dès 1845, l'ériger en poste avancé pour frapper les envahisseurs marocains (les Béni Snassen) et par là même asphyxier l'émir Abdelkader.

L'embouchure de l'oued Kiss, c'est-à-dire Port-Say, était l'endroit qu'avait choisi le maréchal Bugeaud pour approvisionner ses armées, car les Marocains ont toujours eu des prétentions territoriales sur l'ouest algérien, notamment sous le règne de Moulay Ismaïl (1678-1679) qui voulut étendre sa souveraineté jusqu'à la Tafna. Le traité du 18 mars 1845 consacra, hélas, le 32e parallèle comme limite des territoires algériens en amputant à notre pays de toute la partie allant de l'actuelle frontière jusqu'au cours de la Moulouïa (la Malva des Romains), frontière reconnue comme telle depuis les Romains jusqu'aux Turcs.

C'est cette limite qu'aurait dû adopter «l'absurde et à jamais regrettable traité de 1845 et non cet insignifiant oued Kiss» (Canal J. Monographie de l'arrondissement de Tlemcen, 1885). Autrement dit, la France a fait perdre à l'Algérie indépendante une grande partie du territoire des Béni Snassen, dont quelques descendants peuplent jusqu'à nos jours la petite localité de Marsat Ben M'hidi.

L'Algérie perdit également la plaine de Trifa et d'Angad, une partie des Kbdana, la plaine de Tazagarète longeant l'une des plus belles plages de la Méditerranée, Saïdia. Dire que le site fut découvert par Say, c'est méconnaître l'histoire car cela sous-entend que l'endroit était vierge. Or, avant même l'avènement des Français, la plage fut peuplée de pêcheurs venus pour la plupart du douar Ad'ouz dans le Rif marocain, exactement de l'ouest de la baie d'El-Hoceima.

A suivre

HENNAYA

Affaissement de la trémie : des études approfondies de sol exigées

Khaled Boumediene

J eudi dernier, Saci Ahmed Abdelhafid, wali de Tlemcen, fidèle à sa volonté d'aller sur le terrain au contact des responsables et des techniciens de la direction des travaux publics (DTP), hydraulique et des ressources en eau (HDRE), contrôle technique de l'hydraulique (CTH), société d'étude et de réalisation d'ouvrages d'art de l'Ouest (SEROR), société de terrassement, d'aménagement et de revêtement routier (STARR), contrôle technique des travaux publics (CTTP), du chef de la daïra et du président de l'APC de Hennaya (10 kilomètres au nord de Tlemcen), a effectué une visite au niveau de la trémie de la sortie sud de Hennaya pour s'enquérir de l'état d'avancement des travaux de sa remise en état et de consolidation d'une portion de la route (environ 500 m) de cette infrastructure routière, située à quelques mètres du lit d'un oued, dans le dessein de rendre de nouveau accessible cet ouvrage routier qui avait subi, rappelons-le, d'importants affaissements de terrain, survenus principalement au niveau des couches de fondation, base et de roulement. Inaugurée en grande pompe il y a déjà quelques années, pour une meilleure fluidité de la circulation automobile, cette trémie est aujourd'hui fermée à la circulation en raison de travaux de déblaiement et de consolidation qui se déroulent depuis plusieurs mois, ce qui a généré des désagréments aux usagers de la route et des perturbations du trafic routier au niveau de la ville de Hennaya. Après

une première tranche de travaux au cours de ces derniers mois, puis divers palplanches métalliques de 12 m de profondeur et autres travaux d'excavation et de stabilisation du sol, c'est un chantier d'envergure qui va être lancé ces jours-ci, si l'on se fie aux différentes explications fournies au premier responsable de l'exécutif, lors de sa visite, par toutes les parties concernées par les travaux de cet ouvrage, que les habitants de Hennaya attendent sa réouverture avec impatience.

Regroupant toutes les parties concernées pour la remise en service de cet ouvrage endommagé, cette rencontre a été un moment privilégié pour aborder toutes les contraintes rencontrées sur le terrain. « On est en face d'un tassement assez important du sol, y a-t-il eu vraiment des études préliminaires approfondies sur la mécanique du sol pour déterminer les propriétés générales du sol de cet ouvrage ? Les sondages ont-ils été effectués sur le terrain ? Il importe donc d'examiner avec soin toutes les caractéristiques du sol. Il faut bien déterminer le cercle de glissement du terrain. Il nous faut aussi des données précises sur les eaux présentes dans le sol. Les résultats acquis sur le comportement du sol doivent être utilisables et leur interprétation doit conduire à des conclusions pratiques sur lesquelles on pourra se baser pour la consolidation du sol », a notamment recommandé le wali aux ingénieurs.

S'agit-il donc d'un glissement de terrain ou d'un tassement de sol ? Selon l'avis d'un ingénieur, présent sur les lieux, lors d'un glissement de terrain, le sol se déplace

à l'horizontale, souvent de façon rapide, tandis que dans les cas de tassement de sol, le sol se déplace à la verticale, de façon très lente, et pour le moment on ne s'est pas vraiment de quoi il s'agit. Toutes les parties présentes se sont mises d'accord pour la réalisation de banquettes de 6 mètres de large pour la stabilisation du terrain, la réalisation d'un levé topographique, une campagne géotechnique et le drainage des eaux.

Par ailleurs, le wali s'est déplacé au chantier des 200 logements sociaux, en construction tout près de cette trémie, pour inspecter de visu le rythme des travaux en cours. Le chef de l'exécutif a exhorté les responsables des entreprises de réalisation de ces logements à accélérer la cadence des travaux de raccordement aux réseaux d'assainissement, de gaz et d'électricité, ainsi que des voiries, pour la réception provisoire dans les délais impartis, soit avant la fin de ce premier semestre. La distribution de ces logements sociaux est prévue cet été, selon M. Saci Ahmed Abdelhafid. « 200 autres logements sociaux sont en cours de construction dans la ville de Hennaya et seront réceptionnés avant la fin du troisième trimestre de l'année en cours », a indiqué jeudi à notre journal Nedjini Mohamed, chef de la daïra de Hennaya. Selon le directeur du logement et des équipements publics (DLEP), Djerbal Ali, près de 3000 logements sociaux seront remis à leurs bénéficiaires durant cette année 2015, dont 400 logements à Oujelida, 760 logements à Boudjelida, 400 logements à Sebdou et 400 autres à Hennaya.

TLEMCEN

La saison estivale au menu

Cheikh Guetbi

D ans le cadre de la préparation de la prochaine saison estivale, une rencontre régionale est prévue dimanche à l'hôtel Renaissance et à laquelle participeront les responsables de 20 wilayas du Centre et de l'Ouest. Durant la concertation des responsables des différents secteurs, qui visera à garantir les bonnes conditions pour la saison estivale, divers axes seront abordés tels l'embellissement de l'environnement, la concession des plages, l'hygiène, la sécurité, la promotion de l'artisanat, l'animation culturelle, l'information et la communication... les recommandations adoptées à l'issue de cette im-

portante rencontre régionale orienteront la préparation effective qui sera menée par les différents secteurs et départements.

L'accent sera probablement mis sur les failles relevées par le passé tels les coupures électriques intempestives, le manque d'hygiène, l'absence de l'animation culturelle ou encore l'anarchie ou la mauvaise gestion de la concession des plages. Pour ce dernier point, l'estivant ne cesse de se plaindre des concessionnaires qui l'incommodent et qui violent l'espace qui lui est consacré sans que les responsables concernés ne réagissent. Par ailleurs, la prolifération des gargotes et autres espaces de restauration et vente d'alimentation sur les pla-

ges, a toujours présenté un risque, déjà favorisé par la saison, pour la santé de l'estivant. Ceci est en effet à l'origine de la multiplication des cas d'intoxication alimentaire.

Relativement à l'animation culturelle, nos plages ont toujours sombré dans la monotonie, hormis de très ponctuelles et brèves soirées musicales très stéréotypées, à la limite de l'ennuyeux, pour lesquelles ni cadre ni encadrement adéquats ne sont mis de la partie. Ce sont là certaines des failles pour lesquelles une stratégie doit être arrêtée afin qu'elles soient comblées. Tous les espoirs d'une saison estivale particulière sont donc portés sur cette rencontre, unique en son genre par son importance.

OULED BOUDJEMAA

Toilettage des plages et remise en état des routes

Mohamed Bensafi

O uled Boudjemaâ est une commune côtière de 6.500 habitants environ. Elle est rattachée à la daïra d'El-Amria, 30 km au nord-est du chef-lieu de la wilaya, Aïn Témouchent. La préparation de la saison estivale 2015 est déjà entamée à travers cette commune qui dispose non des moindres de 04 plages pour accueillir dans des conditions idoines les nombreux estivants qui s'y rendent, à savoir Sassel, S'baït, Mordjane et Nedjima. Une commission formée de cadres locaux a déjà effectué des tournées d'inspection à travers ces plages pour s'assurer des moyens à mettre en œuvre pour la prochaine saison estivale. Pour ce faire, la

commune a dégagé un montant financier de l'ordre de 10 milliards de centimes, dont une grande partie sera réservée à l'entretien du réseau routier et à l'aménagement des routes afin d'assurer sécurité et fluidité de la circulation, notamment sur les fronts de mer et les routes menant vers les plages et coins de la commune.

Une autre partie de cette cagnotte est destinée pour la réalisation d'un nombre d'opérations d'embellissement et de bitumage des artères intérieures afin d'accueillir les estivants dans de bonnes conditions. Selon encore notre source, il s'agira aussi d'achever, d'ici l'ouverture de la prochaine saison estivale, un plan de lutte contre les MTH et les travaux de certains

projets en souffrance, notamment ceux relatifs à l'aménagement de parkings ou placettes de stationnement. Concernant le renforcement de l'éclairage public et la réalisation de cabines de déshabillage et de sanitaires, la commune a programmé aussi des travaux en ce sens. Notons encore que la commune d'Ouled Boudjemaâ avait été dotée récemment d'équipements pour l'assainissement et la collecte des ordures. Enfin, on rappellera ici qu'en plus de ce potentiel touristique et balnéaire dont elle dispose, la commune d'Ouled Boudjemaâ bénéficie de recettes fiscales importantes provenant du tissu industriel (centrale électrique, ferme aquacole, sablières,...) situé sur son territoire.

EL-BAYADH

Les marchés hebdomadaires aux bestiaux fermés



Hadj Mostefaoui

E n dépit des mesures préventives draconiennes prises par la direction des services agricoles de la wilaya, l'apparition récente de la fièvre aphteuse qui s'est installée sur le territoire de 11 communes de la wilaya, fait craindre le pire aux éleveurs qui s'inquiètent d'ores et déjà pour la survie de leur cheptel ovin et bovin. Il faut savoir que l'élevage ovin, qui constitue l'unique ressource pour cette frange de la population, est estimé à plus de 1.500.000 têtes auquel vient se greffer en période estivale pas moins de 2.000.000 de têtes de moutons, propriété des transhumants issus de wilayas limitrophes de Djelfa, de Tiaret et de Laghouat. Avec la période de transhumance qui s'est ouverte récemment, la situation pourrait s'aggraver davantage et le cheptel serait réellement menacé par cette maladie qui ne pardonne pas.

Prenant le taureau par les cornes, le premier responsable de la wilaya vient de prendre une mesure salutaire, voire même draconienne en faveur de ces éleveurs, en décidant par décret de wilaya de fermer à l'avenir et dès cette semaine les trois principaux marchés aux bestiaux, et ceci jusqu'à ce que la situation sera définitivement maîtrisée. Il s'agit des trois marchés aux bestiaux les plus importants, ceux des chefs-lieux des daïras d'El-Bayadh, de Boug-

tob et d'El-Abiodh, réputés pour être les centres d'échanges ruraux les plus importants et les plus vulnérables de tout le sud-ouest du pays.

En effet, chacun de ces centres commerciaux draine à lui seul chaque jour de marché pas moins de 20.000 têtes d'ovins, destinées à l'abattage et à la consommation locale et les acquéreurs venus par régiments entiers des différentes contrées du pays ne se font pas prier pour rafter la moitié du bétail proposé à la vente.

Seul le cheptel dûment vacciné par des vétérinaires relevant de la DSA est autorisé à être écoulé sur le marché local et gare aux transhumants venus de l'est du pays qui enfreignent les règles énoncées dans ce décret et qui ne présentent pas de certificat de vaccination lors de chaque point de contrôle des services vétérinaires, fixes ou itinérants, installés tout le long des différentes voies de passage prévues et connues, des axes importants reliant les pâturages les plus fréquentés, de l'est à ceux du sud de la wilaya. Des équipes motorisées mobiles de vétérinaires, relevant de la direction des services agricoles de la wilaya, sont sur le pied de guerre et arpencent à longueur de journée, parfois jusqu'à une heure tardive de la nuit, l'immensité de la steppe en quête de transhumants récalcitrants qui profitent de l'obscurité de la nuit pour échapper ainsi à tout contrôle de leur bétail.

SIDI BEL-ABBÈS

La coopérative culturelle et artistique de Chlef remporte le trophée

Kadiri M.

A près une semaine de compétition, la 9^{ème} édition du théâtre professionnel a pris fin cette semaine en présence d'une grande influence. Et ce sont les artistes de la coopérative culturelle et artistique de Chlef « Les amis de l'art » qui décrochèrent le premier prix leur ouvrant droit au futur 10^{ème} festival du théâtre professionnel d'Alger qui aura lieu au mois de mai prochain. La pièce est intitulée « Connaissez-vous la voie lactée ? ». Il s'agit d'un texte de Karl Wittlinger, adapté et mis en scène par Missoum Laroussi. Rappelons que ce spectacle avait énormément divertit le public

lors de son passage. La 2^{ème} place est revenue à la coopérative oranaise avec sa pièce « Moi et le maréchal » de Saïd Bouabdellah. Cette édition vit également la troupe mostaganémoise « El Ichara » s'adjuger la 3^{ème} place avec la pièce « Psychose 90 » d'Ahmed Benallam.

Pour sa part, le président des jurys Hmida Ayachi a fait remarquer la maturité artistique des comédiens participant à ces journées théâtrales qui se sont déroulées dans une ambiance conviviale. La pièce du théâtre régional de Sidi Bel-Abbès intitulée « Dellali » du metteur en scène Djeriou Abdelkader a été au menu de cette soirée de clôture.

MASCARA

Cinq enfants intoxiqués

Pas moins de cinq enfants âgés entre 12 et 14 ans, résidant dans la ville de Mascara ont été intoxiqués au cours de cette semaine suite à la consommation de chips. Les victimes ont été admises au service d'urgence de l'hôpital Meslem Tayeb pour consultation et subir un lavage intestinal. Les services d'hygiène de la ville ont procédé à des prélèvements pour l'analyse des produits consommés. Les infortunés ont regagné leurs foyers après avoir subi des lavages et des soins intensifs, indique-t-on

Un employé meurt électrocuté

Un employé âgé de 28 ans exerçant à l'entreprise Proda (ex-Enafila), sise à Tizi relevant de la wilaya de Mascara, est décédé par méprise suite à une électrocution en fin de la semaine écoulée, apprend-on. La victime s'est portée volontaire pour rétablir le drapeau national qui se serait accroché sur le haut du siège de l'entreprise sans se douter qu'un tel malheur allait lui arriver et ce fut le drame. La victime aurait touché le câble électrique de haute tension 30.000 volts. La police judiciaire et la protection civile se sont rendues sur les lieux pour évacuer la victime à la morgue de l'hôpital de Ghriss et une enquête a été ouverte pour élucider les circonstances exactes de ce drame qui a plongé ses collègues, sa famille et les habitants de Tizi dans l'émoi.

Abid Djebbar

RELIZANE

Etat d'urgence pour les cancéreux traités par chimiothérapie

Mahi Ahmed

Deux médecins, exerçant au niveau de la cellule du traitement chimique du cancer à l'EPH «Mohamed Boudiaf» de Relizane, sorties en congé de maternité, on provoqué des urgences dans l'établissement hospitalier, apprend-on d'une source bien informée. Une situation inattendue qui a mis dans l'embarras les cancéreux, qui vont se retrouver confrontés à un dilemme à cause de l'absence d'une stratégie bien définie pour la prise en charge résultant du manque de spécialistes dans ce domaine ; ce qui va complètement chambouler le programme tracé par les responsables de l'EPH et qui pourrait menacer la vie des malades atteints de cancer.

Et bon nombre de ces derniers reviendront bredouille de leur déplacement vers l'établissement hospitalier pour subir les séances de chimiothérapie. Selon notre source d'information, le manque en spécialistes dans le traitement et le suivi des cancéreux est en rapport avec «l'oubli» du ministère de tutelle d'en affecter d'autres pour combler le déficit. Les associations locales activant dans le domaine de la défense des droits des cancéreux s'élèvent contre cette carence qui mettrait en péril leur vie. Dans le même ordre d'idées, il a été



suggéré de doter les EPH d'Oued R'hiou et de Mazouna de cellules de traitement par la chimiothérapie pour désengorger celle de Relizane où l'on

a procédé, l'année dernière, à quelques 2000 séances. Il est ainsi urgent de trouver la solution idoine au problème, avant qu'il ne soit trop tard.

Effondrement de deux vieilles maisons

Deux anciennes maisons situées dans un vieux «haouch» au centre de la ville de Relizane, non loin du siège de la daïra, ont subi d'importants dommages à la suite des travaux de démolition entrepris par un particulier dans une vieille bâtisse mitoyenne.

Ces travaux ont été à l'origine de l'effondrement des murs des deux maisons, provoquant une peur panique pour une famille qui se trouvait sur les lieux.

L'incident a précipité le déplacement des éléments de la Protection civile. Fort heureusement, aucune perte en vie humaine n'est enregistrée.

Le particulier s'est engagé à compenser les deux familles sinistrées qui se retrouvent à la belle étoile, en leur trouvant un loyer en attendant de procéder à la réparation des dégâts.

M. A.

Les préoccupations de la population au menu

M. A.

S'inscrivant dans le cadre des rencontres programmées par le ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, M. Tayeb Belaïz, avec les walis, dans la perspective de la prise en charge des préoccupations des citoyens et les défis à relever pour le développement des wilayas dans toutes les régions du pays, le wali par intérim de la wilaya de Relizane M. Belkacem Sellimi a été reçu au ministère de tutelle où il a présenté, mercredi

dernier, un compte rendu exhaustif devant les cadres centraux et le secrétaire général du ministère, Ahmed Adli, sur le développement et les réelles préoccupations des citoyens de la wilaya de Relizane. Dans sa déclaration à la presse, le wali par intérim dira qu'il a soulevé, lors de cette rencontre, bon nombre de questions touchant aux multiples préoccupations de la population de la wilaya de Relizane, en relation particulièrement avec les secteurs de l'Habitat, de l'Hydraulique et des Travaux publics.

M. Sellimi a indiqué dans la présentation de son exposé que la wilaya de Relizane a bénéficié depuis l'an 2000 de moyens très conséquents pour son développement, citant dans ce contexte le secteur de l'Hydraulique avec le projet d'envergure devant approvisionner en eau potable, dès cette année, plusieurs localités de la wilaya à partir de la station de dessalement d'El Mac-ta. Le dossier des routes et le désenclavement des régions éparses a été aussi étalé au cours de la rencontre.

TIARET

De nouvelles voies de maillage seront réalisées

El-Houari Dilmî

En prévision de la réception, durant cet été, de nouvelles infrastructures socio-éducatives, le wali de Tiaret, M. Bousmaha Med, a repris son bâton de pèlerin pour se rendre ce lundi au niveau de plusieurs chantiers, à l'exemple du campus universitaire de la route de Fren-da, cités U. ou encore le complexe hospitalier mère-enfant et le centre anti-cancer. Les moyens de relier par des voies de maillage ces nouvelles infrastructures au reste de la ville ont été au centre de la visite de travail et d'inspection du chef de l'exécutif de wilaya, qui a marqué une longue halte au niveau du pôle universitaire de Karman

qu'une nouvelle voie routière doit relier au siège du rectorat. A la faculté des sciences humaines, située route de Fren-da, où 4000 places pédagogiques sont en cours de réalisation, dont mille seront réceptionnées durant la prochaine rentrée universitaire, décision a été prise pour rogner sur un terrain appartenant à l'ex-entreprise nationale de fonderie (ENF) pour ouvrir une nouvelle voie, parallèle à celle menant à la zone industrielle, et la voie d'évitement donnant sur Aïn Guesma. Une trémie sera également réalisée dans cette partie de la ville pour faciliter le trafic automobile, en attendant d'instituer un moyen de transport par rail entre les deux pôles universitaires de Karman et Zaâroua.

Au niveau du complexe hospitalier mère-enfant, des orientations ont été données par le premier responsable de la wilaya pour le lancement d'une étude visant à ouvrir une voie de maillage tout autour de ce complexe, appelé à accueillir le futur centre anti-cancer et l'annexe de l'institut Pasteur. Cette étude technique a été confiée à la direction de l'urbanisme et de la construction, de concert avec les secteurs concernés comme les Travaux publics, l'Energie, les Ressources en eau ou encore Algérie Télécom. Ce jeudi, le chef de l'exécutif de wilaya s'est rendu à la daïra de Oued Lilli où il a inspecté plusieurs chantiers des secteurs des routes, l'alimentation en eau potable, ou encore l'éducation.

571 permis de conduire retirés en un mois

E. H. D.

Dans un bilan des services de la Sûreté de la wilaya de Tiaret, transmis au bureau du Quotidien d'Oran, il est fait état de la saisie, au courant du mois de mars dernier, de 571 permis de conduire contre 1582 procès-verbaux dressés. Le même bilan fait également mention de 93 véhicules mis en fourrière, défaut d'assurance (45), défaut de certificat de contrôle technique (38), défaut de présentation de carte grise (02) et 19 cas de conduite en état d'ivresse. Aussi, 69 accidents automobiles ont été enregistrés durant la même

période, se soldant par la blessure de 51 personnes, dont douze femmes.

La police de l'urbanisme et de protection de l'environnement a enregistré, de son côté, 91 infractions dont 32 cas liés à des constructions sans permis de construire.

Le service de wilaya de police judiciaire fait état, pour sa part, de 255 affaires impliquant 217 personnes dont 53 ont été placées sous mandat de dépôt. Par ailleurs, sur pas moins de 66 personnes poursuivies, neuf, dont six (06) fonctionnaires de la direction de l'Action sociale ont été placées sous mandat de dépôt pour une affaire liée à la

gestion du dispositif d'aide à l'insertion sociale (D.A.I.S) et le programme d'insertion des diplômés (PID).

Le préjudice est estimé à plusieurs milliards de centimes, selon l'enquête de la brigade économique et financière de la police judiciaire, qui a diligencé l'enquête. Enfin, un sexagénaire a été retrouvé sans vie mercredi matin, au niveau de son domicile sis dans un quartier populaire du sud de la ville.

Le corps de la victime a été déposé au niveau du service médico-légal de l'hôpital « Youcef Damardji » de Tiaret, et une enquête a été ouverte par les services de la Sûreté.

CHLEF

Des constructions illicites sur des terres agricoles

Abbad Miloud

Lors de la récente session de l'assemblée populaire de la wilaya, un élu a posé le problème des constructions illégales sur des terres agricoles : « certaines personnes construisent sur des terres appartenant à une exploitation agricole collective du côté de haï el Houria, qui sont-elles ?

Le problème se pose également au niveau des exploitations agricoles pilotes « des agressions répétitives par des particuliers sur les terres appartenant aux exploitations agricoles pilotes ». Les causes ne sont pas connues d'une manière précise mais l'on peut avoir une idée à travers les interventions des élus et la lecture d'un passage dans le document relatif à la situation des EAC et EAI, présenté lors de la première journée de la récente session. Un élu a déclaré : «certaines terres agricoles étatiques sont abandonnées, à l'image d'un verger appartenant à une EAC d'une superficie de 450 hectares, plantée

d'orangers et de pommiers, situé sur le territoire de la commune de Oued Fodda... La décision prise est la constitution d'une commission DSA-APW chargée d'apporter toute la lumière sur cet abandon, puis des décisions règlementaires seront prises.

Dans le document cité auparavant, nous pouvons lire : des subdivisions ne disposent pas de l'intégralité des informations relatives aux superficies réellement exploitées et les terres sur lesquelles ont été réalisés des projets de développement. Les constructions illicites au niveau de certaines exploitations ne sont ni mentionnées ni communiquées, nous pouvons lire également «Il n'existe pas de coordination avec les autres directions, à l'image du cadastre, les domaines et l'ONTA».

Le directeur des services agricoles, récemment installé, a affirmé dans ses interventions que des sorties sur le terrain ont débuté puis des décisions seront prises pour un assainissement au niveau des exploitations agricoles.

TÉNÈS

Des projets inspectés

B. Otsmane

En prévision de la prochaine saison estivale, plusieurs projets ont été l'objet d'une inspection effectuée par M. Aboubakr Essedik Boucetta, Wali de Chlef, jeudi dernier dans la ville côtière de Ténès. Compte tenu du nombre d'estivants qui ne cesse d'augmenter d'une année à l'autre au niveau de cette ville antique, atteignant le chiffre de 3.5 millions en 2014, le chef de l'exécutif a insisté sur l'achèvement des travaux en cours de réalisation dans les meilleurs délais, tout en veillant à la qualité de ces derniers. A ce sujet, le wali a souligné l'intérêt qu'il accorde aux structures d'accueil pour promouvoir le tourisme et développer la région. Au cours de cette journée, le wali, qui était accompagné de plusieurs directeurs de l'exécutif et des élus, s'est rendu au niveau du pont actuellement en construction. Il s'agit en fait fait d'un ouvrage d'art mitoyen à l'ancien pont qui date de 1928, devenu vétuste et ne répondant plus au trafic intense auquel il est soumis de la part des centaines de camions de gros tonnage qui transitent chaque jour par le port de Ténès. Ce nouveau pont d'une longueur de 106 mètres et une largeur de 8 mètres, avec deux voies, devra donc assurer la sécurité des usagers du port, et permettre, par conséquent, la fluidité du trafic. Les travaux, confiés à deux entreprises (nationale et portugaise), pour une autorisation de programme de l'ordre de 530 418 000 dinars, ont connu un léger retard dû principalement, selon le chef du projet, « aux conditions climatiques et aux pluies torrentielles du mois de mars » ; toutefois, note ce même responsable, la livraison de ce pont est prévue au cours du mois de juillet de cette année. Quant au wali, il n'a pas hésité à afficher son scepticisme concernant la date de réception de cet ouvrage, notamment au cours du mois de Ramadan où généralement la cadence des travaux est à son niveau le plus bas. Le deuxième projet visité est celui de l'ancien

CNET (Centre Nationale d'Education Technique), situé en face de la plage centrale. Sur ce site, un camp de jeunes d'une capacité d'accueil de 200 personnes est en cours de construction pour une enveloppe financière de plus de 14 milliards de centimes. D'autres projets sont en cours de réalisation au niveau de ce site, à l'image d'une maison de jeunes et d'un stade omnisports. Autre point visité après le wali, celui des travaux de réhabilitation d'une placette située en face du siège de la mairie. Sur les lieux, le wali a insisté auprès du chef de projet sur la qualité des matériaux utilisés. A noter que l'opération prévoit la construction d'un jet d'eau, de plantation d'arbustes, la réalisation de l'éclairage, en sus de diverses commodités pour les citoyens à la recherche de la quiétude et de la fraîcheur, notamment au cours de l'été. Par ailleurs, compte tenu du nombre important de visiteurs et de touristes qui se rendent à Ténès, et au vu des infrastructures hôtelières qui se comptent sur le bout des doigts, le wali a visité l'ancien Hôtel Carténa situé sur les hauteurs de la ville. Abandonnée actuellement et complètement dégradée, cette ancienne infrastructure érigée sur une superficie de près de deux hectares est squattée aujourd'hui par huit familles qui ont fui leurs douars lors de la décennie noire. A ce sujet, M. Aboubakr Essedik Boucetta a donné des instructions pour que le terrain soit affecté à d'éventuels promoteurs immobiliers pour la réalisation d'un hôtel 5 étoiles. De toute évidence, il semblerait, à travers cette visite, que les autorités ont pris conscience du rôle du tourisme dans le développement local, en consacrant des fonds assez importants à cette perle de la Méditerranée qui tend à devenir une destination des plus prisées par les estivants qui affluent de tous les coins du pays, et même de l'étranger. Le littoral chélifien compte 35 plages autorisées à la baignade et comporte des criques magnifiques pour les amoureux de la nature et de la mer.

Guerre de «gangs» à Sidi El Bachir

Un marché incendié, des écoles fermées et une population terrorisée

Un marché incendié, des blessés, des élèves privés d'école et des centaines de familles terrorisées. Les habitants de la localité de Sidi El Bachir, dans la commune de Bir El Djir, ont vécu durant la nuit de mercredi à jeudi de vrais moments de terreur, suite à une guerre entre deux «gangs» qui a opposé, selon des habitants de la localité, le «gang» du lieudit Château et des jeunes qui habitent à proximité du marché, au centre même de Sidi El Bachir.

J. Boukraa

Une première rixe a eu lieu dans la matinée du mercredi entre des jeunes des deux «gangs». Une heure plus tard, les deux groupes se sont dispersés. Alors que tout le monde croyait que les choses se sont tassées, une seconde bataille rangée a éclaté tard dans la nuit de mercredi à jeudi. En effet et selon le récit des habitants, des groupes de jeunes venus en renfort, survoltés et armés d'épées et de cocktails Molotov, débarquent dans le quartier où se situe le marché pour des expéditions punitives, saccageant une grande partie de ce marché et incendiant une partie des box. Ce n'est qu'aux premières lueurs de l'aube que l'une des bandes s'est retirée. Des habitants parlent de plusieurs jeunes blessés par des jets de pierre. «C'est une véritable nuit de terreur pour les habitants des quartiers visités par cette bande. Cette guerre des clans qui a duré plusieurs heures a transformé le quartier populaire en arène de combat», indique un habitant. Ce dernier affirme que les habitants de ce quartier populaire n'en peuvent plus de se retrouver, à leur corps défendant, otages de cette

guerre entre deux clans rivaux. Ils nous avouent qu'ils n'en peuvent plus de ce climat de tension et de terreur. Les riverains affirment que cette nuit-là a dépassé toutes les précédentes en horreur. Pour mettre un terme à cette situation, un renfort de gendarmerie a été appelé à la rescousse. Ces «guerres» à répétition ont poussé les riverains à manifester leur colère. Ces derniers sont sortis, jeudi matin, dans la rue pour manifester et demander plus de sécurité pour leur quartier. Les écoliers de deux établissements scolaires n'ont pas pu rejoindre leurs classes de crainte de voir les hostilités reprendre. Pour tenter de rassurer les habitants et de calmer les esprits, le wali d'Oran, le chef de daïra de Bir El Djir et le responsable de la gendarmerie se sont déplacés sur les lieux. Le wali, qui était attentif aux doléances des citoyens, a rappelé que cette localité a bénéficié de nouvelles structures pour la police qui sont en cours de réalisation. Il a assuré que toutes les dispositions seront prises pour rétablir la sécurité et lutter contre la criminalité. Selon les habitants de Sidi El Bachir, à longueur d'année, leur quartier est devenu le théâtre de ce genre de scènes

qui témoignent de la gravité de la situation, devenue plus inquiétante que jamais. A la moindre bagarre, un climat de terreur s'installe au milieu des habitants. La lutte contre la délinquance est certes plus intense que par le passé, mais cela n'empêche pas que les victimes des coups et blessures volontaires sont enregistrées quotidiennement au niveau des différents services des urgences. Jeudi, les services de gendarmerie ont mené une opération de lutte contre la criminalité et ont réussi à arrêter cinq individus. Pour rappel, en 2013 et après une énième rixe entre deux bandes rivales, les habitants de Sidi El Bachir avaient bloqué la route pour réclamer la sécurité. L'élément déclencheur de ce ras-le-bol général a été une bataille rangée entre deux bandes rivales, composées d'environ une quarantaine de jeunes, qui se sont livrées à une bagarre sanglante digne des péplums cinématographiques. Selon des témoins oculaires, tous les types d'armes étaient utilisés par les assaillants, allant des couteaux de boucher aux grandes épées, en passant par les barres de fer, les fusils à harpon ou encore de gros blocs de pierre.

CET de Hassi Bounif Plantation de 2.000 arbustes

Houari Barti

Quelque 2.000 arbustes seront plantés aujourd'hui au niveau du centre d'enfouissement technique de Hassi Bounif, a-t-on appris hier auprès du mouvement associatif de la wilaya. Une initiative qui s'inscrit dans le cadre des obligations d'ordre environnemental auxquelles le CET est tenu. En plus des membres de la coordination des associations de défense et de protection de l'environnement et du patrimoine, l'opération de mise en terre de 2.000 arbustes, avec le concours de la direction de l'environnement et de la conservation des forêts de la wilaya d'Oran, verra la participation d'écoliers de plusieurs établissements scolaires relevant de la commune de Hassi Bounif. Il est à noter que le CET de Hassi Bounif est considéré comme étant le plus grand à l'échelle nationale. Etendu sur une superficie de 89 ha, il réceptionne quotidiennement une moyenne de 1.000 tonnes de déchets ménagers produits

par 13 communes de la wilaya d'Oran. Le CET de Hassi Bounif est constitué d'un ensemble de casiers creusés dans le sol et étanchés par une géomembrane où sont déversés les déchets. Les casiers, une fois pleins, sont recouverts par un matériau étanche et un système de drainage des lixiviats et de captage du biogaz (explosif et puissant gaz à effet de serre) créé. Ce biogaz est éliminé par une torchère afin d'éviter le rejet du méthane dans l'air. La récupération du biogaz produit par les décharges est doublement intéressante car le méthane libéré dans l'atmosphère est un gaz à effet de serre bien plus puissant que le dioxyde de carbone (CO2) produit par sa combustion. D'où l'intérêt de planter des arbres qui constituent ainsi un moyen naturel d'absorber le CO2 et le transformer en oxygène. Aussi, le CET de Hassi Bounif deviendra très prochainement un chaînon important dans le projet «Tri sélectif à la source des déchets ménagers», projet pilote géré par le

bureau R20 à Oran pour le bassin méditerranéen, en coordination avec le ministère de l'Aménagement du territoire. Le projet en question sera lancé officiellement le 26 du mois en cours. Baptisé «Développement de la gestion et de la valorisation des déchets ménagers», le projet qui a été présenté lors du Sommet mondial des régions de l'organisation R20 pour l'action climatique, octobre dernier à Paris, sera ainsi lancé sur décision du wali d'Oran, M. Abdelghani Zaâlane, le 26 avril prochain, dans deux quartiers pilotes à l'est de la ville d'Oran, à savoir Haï Akid Lotfi et la cité des 1.377 logements AADL. Selon des sources proches du R20, le lancement du projet avait été quelque peu retardé à cause d'un «problème d'alimentation électrique» de la chaîne de tri, intégrée dernièrement au niveau du centre d'enfouissement de Hassi Bounif. Un problème qui a été finalement résolu grâce au concours des autorités locales, souligne-t-on.

Pour non-respect du code de la route 781 permis retirés en un mois



Ph.: Arch.

K. Assia

En dépit des campagnes de sensibilisation menées par les pouvoirs publics pour rappeler davantage le respect du code de la route, certains comportements irresponsables sont souvent enregistrés. Les services de la voie publique de la sûreté d'Oran ont relevé, au cours du mois de mars dernier, 196 infractions au code de la route. Pas moins de 781 permis de conduire ont été également retirés pour des infractions liées principalement à l'excès de vitesse, les dépassements dangereux, le non-respect du stop, l'utilisation du portable lors de la conduite et la conduite en état d'ivresse. Un chiffre en hausse comparativement au mois de février dernier où 739 permis de conduire ont été retirés durant cette période. Dans ce registre, il a été procédé à la mise en fourrière de 66 véhicules pour transport illicite de voyageurs.

Par ailleurs, 105 motocyclettes ont été aussi mises en fourrière pour non port de casques. Les agents de la voie publique ont procédé dans le cadre de la réorganisation du transport urbain à 1.228 mises de sabots pour stationnement anarchique.

Toujours dans le cadre de ce contrôle, 3.006 amendes forfaitaires ont été dressées à l'encontre des contrevenants. Pour ce qui est des accidents de la route, le bilan du mois de mars fait état de 34 accidents faisant 31 blessés et 5 morts. D'autre part, l'activité fait état également de 27 cas de conduite en état d'ivresse. Par ailleurs, la lutte contre cette nouvelle criminalité a incité les services concernés à instaurer tout un dispositif de prévention contre ce phénomène. Dans ce cadre, un fichier englobant les chauffards de la route, des chauffeurs clandestins et des récidivistes a été mis en place par les services de la sûreté de la wilaya d'Oran.

Une nouvelle banque de données qui permettra aux services de la voie publique d'identifier en temps précis tous les contrevenants au code de la route. A vrai dire, la prise en charge de ce dossier s'est traduite par l'urgence de recourir à ce fichier de personnes ayant déjà à leur actif plusieurs accidents de la route, des conducteurs clandestins déjà interpellés par les services de la police et d'autres personnes dont le permis de conduire a été confisqué pour des excès de vitesse répétés ou autres infractions.

Sidi El Houari : saisie de 1.163 bouteilles de boissons alcoolisées

Les éléments de la police judiciaire de la 7^e sûreté urbaine ont saisi 1.163 bouteilles de boissons alcoolisées de différentes marques pour non-détention d'autorisation pour l'exercice de cette activité. Deux personnes âgées de 19 et 22 ans et impliquées dans ce commerce illicite ont été arrêtées par les enquêteurs. Ceux-ci ont saisi également de l'argent provenant de l'écoulement de ces boissons alcoolisées. Les individus arrêtés seront déférés devant le tribunal pour commerce illicite. K. Assia

El Hamri et Plateau : arrestation de 6 dealers et saisie de 943 comprimés psychotropes

Les éléments de la police judiciaire de la sûreté de la wilaya d'Oran ont réussi, jeudi matin, à la suite d'une descente effectuée dans le quartier d'El Hamri, l'arrestation de six personnes et la saisie d'un important lot d'armes blanches. Cette opération qui s'inscrit dans le cadre de la lutte contre la criminalité a eu lieu à 5 heures du matin et a donné lieu à la saisie de 840 comprimés psychotropes, cinq armes blanches dont trois épées, cinq bouteilles de gaz lacrymogène en plus de couteaux.

Les mis en cause étaient des repris de justice. Ils seront présentés au tribunal pour association de malfaiteurs trafic de psychotropes, détention d'armes blanches. Par ailleurs et poursuivant leurs investigations, les policiers ont arrêté dans l'après-midi de la même journée une femme âgée de 27 ans et habitant dans le quartier de Sidi El Bachir (ex-Plateau). La perquisition ordonnée dans son domicile a permis aux enquêteurs de saisir 103 comprimés psychotropes, deux armes blanches et d'importantes sommes d'argent provenant de la vente des psychotropes. Au total, les éléments de la police judiciaire ont saisi 943 comprimés psychotropes, un lot important d'armes blanches et des sommes d'argent. Dans la localité d'Ain El Beïda, les éléments de la sûreté ont arrêté un jeune de 25 ans pour détention de kif et de psychotropes en plus d'armes blanches. K. A.

ILS NOUS ONT QUITTES HIER

GUEDAD Kheïra, 78 ans, rue Mostaganem
AMRAOUI Aïcha, 85 ans, rue Soufi Zoubida
HAMROU Mbarek, 100 ans, rue Biskra
DIB Naïmi, 17 ans, Haï Ennour

Horaires des prières pour Oran et ses environs

21 jourmada ethania 1436				
El Fedjr 05h08	Dohr 13h04	Assar 16h43	Maghreb 19h37	Icha 20h30



Tranche de Vie

Par El-Guellil

SNif, sNif



grève ? Ou crève programmée ? Pourtant, nous les pauvres, on paye nos impôts, à la source, pourtant on est à jour, inscrits sur vos listes électorales ! Nous sommes en droit de questionner pourquoi sont-ils en retard,

chaque fois, pour dégager toutes ces poubelles qui envahissent nos chemins. Parfois, on y découvre leurs histoires. Puantes. Leur route tracée. La crasse agrippée. La folie engendrée. Le ras-le-bol. Bol au ras. Rat errant. Râles des chiens. Les ordures balancées sur nos têtes pleines. Les pieds patageant dans la fange. Seul le nez, qu'on n'a plus - pointé vers le ciel - cherche une voix sans plainte pour crier, haut et fort : dégagez les poubelles ou nous nous chargerons de déménager toutes les poubelles qui ont fait de notre ville la capitale des ordures ! Dire qu'au moment où on n'arrive pas à gérer un parc de bennes à ordures, on veut installer le métro. Ça y est, on y pense ! C'est une campagne d'assainissement qu'il faut. Elle est programmée, en haut lieu. Tous les communs et les communes s'y attellent. Plus d'ordures, ou plussé d'ordures, cela dépend de la phonétique et de la faune politique.

On court. On court. Si court soit-on. Nos pas prennent leur place entre l'asphalte et le bitume. Nos ombres, tels des paravents, suivent indolentes les corps qui s'activent. Les visages croisés, de multiples fois, s'inscrivent dans nos mémoires, comme des images connues. Loin, tout de même, de les rendre amies, elles contribuent à l'ambiance générale de la ville. Lorsqu'il nous arrive de ne plus croiser l'une d'elles, pendant une période jugée trop longue, notre mémoire vient au rapport. On se surprend même à s'y intéresser. On cherche à comprendre, à savoir ce qu'elles font là ? Après tout, c'est notre droit. Les chemins qu'ils occupent sont des voies qu'on s'est appropriées. Un lieu, intimement, commun et pourtant, on se demande pourquoi elles ne dérangent, nullement, la commune ? Pourquoi elles s'amassent et s'agglutinent ? Pourquoi les odeurs de l'été, transformées en senteurs envahissantes, nous poussent à l'asphyxie ? Y a-t-il

Siège de la daïra d'Oran Le nouveau parking et la passerelle livrés cette semaine



Ph.: B. H. Karim

J. Boukraâ

Le nouveau parking et la passerelle en cours de réalisation à proximité du siège de la daïra d'Oran seront livrés la fin de semaine. Selon le chef du projet qui s'est exprimé sur les ondes de la radio locale, «les travaux ont atteint un taux d'avancement de 90%». Pour une enveloppe de 12 milliards de centimes, le projet consiste à réaliser un parking pour 400 voitures avec toutes les commodités, un mur de clôture, une passerelle et un petit giratoire. Cet espace sera doté d'une guérite, des sanitaires, d'éclairage et d'une clôture. Il a été réalisé sur une assiette de terrain entre le quartier des HLM

et la route du port afin de régler le problème de stationnement dans cette zone à risques. Conçu selon une architecture moderne et futuriste, le projet permettra de mettre un terme à certaines réserves qui ont été maintes fois soulevées par les citoyens, en particulier le manque de structure d'accompagnement pour une infrastructure de l'envergure de la daïra d'Oran. La passerelle permettra aux piétons de rejoindre les bureaux de la daïra sans mettre leur vie en danger.

Inauguré au mois de février 2014, les citoyens qui s'y rendent se disent étonnés de voir une aussi magnifique bâtisse réalisée sans les structures d'accompagnement nécessaires, comme un parking.

Actuellement, il n'existe aucun parking permettant aux automobilistes de stationner. Une fois inauguré, le nouveau parking réglera ce problème. La voie express entre le rond-point de la cité Djamel et la route du port est devenue très dangereuse pour les piétons. Situé sur la route du Ravin Blanc passant par la cité Djamel vers l'établissement portuaire d'Oran, à côté de la future mosquée Ibn Badis, le nouveau siège de la daïra, dispose d'une coupole vitrée, érigée en murs-rideaux vitrés pour s'adapter au cachet architectural de la zone. Equipé de deux ascenseurs, le siège de la daïra, qui se trouve non loin du siège de l'activité Aval de la Sonatrach, est composé d'un R+3, rappelle-t-on.

Gestion locale Pour une implication directe du citoyen

Houari Saaïdia

Comment traduire sur le terrain, à l'échelon de la collectivité locale, le principe de la démocratie participative ? Le problème n'est pas aussi facile qu'il n'y paraît à première vue. Certes, la volonté politique dans le sens de la mise au concret des principes et des textes de loi qui sont jusque-là une coquille vide -consacrant la participation des citoyens à la gestion locale est présente, elle est sincère et ne souffre d'aucune ambiguïté.

Ce chantier politique a d'autant plus de chances d'aboutir qu'il a pour chef de projet un ministre qui a fait ses preuves dans tous les hauts postes de responsabilité qu'il a eu à occuper.

Le groupe de travail engagé par le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, Tayeb Belaïz, en novembre 2014, afin de trouver les mécanismes permettant l'instauration de l'approche participative à l'échelle locale, avec à la clé une sorte d'assises locales pour la consultation de la base (élus-citoyens) à travers les 48 wilayas, est en soi une forme de consécration du principe de la participation citoyenne dans la vie politique et les affaires publiques en général, et la gestion territoriale, en particulier. La réunion de mercredi à l'Hémicycle du Conseil de wilaya d'Oran, avec une forte présence des assemblées élues locales, à l'instar des autres départements préfectoraux du pays, se voulait un « petit pas » pour aller de l'avant et poser les jalons de

cette démocratie participative promise et promise par le président de la République, Abdellaziz Bouteflika. Mais comment cela doit-il être traduit dans les faits ? Certaines opinions plaident pour la décentralisation au service du développement local mettent en avant la nécessité de « revoir les mécanismes institutionnels et le processus des décisions traditionnels et de les remplacer par une nouvelle approche de l'organisation administrative ». Quelques pistes sont notamment suggérées, à savoir « la coordination horizontale entre citoyens et élus, la promotion de la régionalisation et non le régionalisme, la formation et le recyclage des élus ». Il est à noter que seule cette dernière est actuellement en cours. Le MICL a ouvert le chantier de recyclage des élus locaux depuis une année et il n'est pas près d'être achevé. Le même ministère ainsi que d'autres départements ministériels sont en train de préparer de nouveaux mécanismes juridiques qui obligeront les élus à faire participer les citoyens dans la cogestion. C'est un début. « Bien évidemment, cette démocratie participative passe par l'amélioration des relations entre l'administration, les collectivités locales, les élus et les citoyens. Il faut un processus de longue haleine pour bâtir des relations pérennes entre administration et administrés et trouver un équilibre réel entre approche représentative et approche participative », a fait remarquer le wali d'Oran, Zâalane Abdelghani, qui a par

ailleurs relevé un manque - voire une « défaillance » - dans la communication et l'information à l'égard des citoyens en matière d'efforts consentis par les pouvoirs publics dans la gestion locale et la prise en charge des préoccupations des citoyens. Il est donc impératif de mettre en place des dispositifs et des procédures (adaptés à la nature de la société algérienne) qui permettent d'augmenter l'implication des citoyens dans la vie politique et d'accroître leur rôle dans les prises de décision à l'échelle de leur collectivité.

Par rapport à la démocratie représentative et à la démocratie directe, la démocratie participative se présente comme un système mixte dans lequel le peuple délègue son pouvoir à des représentants qui proposent et votent des lois, mais conserve cependant le pouvoir de se saisir lui-même de certaines questions.

Elle est caractérisée par la concertation dynamique, sous forme de débats libres, relative à des décisions aussi bien à échelle locale que nationale (exemple : comités consultatifs, conseils de quartiers...), la mise en place d'un système organisé qui garantit que toutes les idées constructives et nouvelles des citoyens seront examinées de manière efficace. Un système de démocratie participative est d'autant plus pérenne que toutes les mesures décidées sont acceptables par la grande majorité des personnes concernées et vont dans le sens du « bien commun ».

Aïn El-Turck Projet de réalisation d'une forêt récréative à Aïn Khadija

Rachid Boutlélis

Une forêt récréative sera réalisée au lieu dit Aïn Khadija, sur les hauteurs d'Aïn El-Turck. Selon une source proche du dossier, une superficie de 20 hectares a été ciblée, après une étude de faisabilité, pour le lancement d'un projet d'aménagement qui comprendra, entre autres, l'installation d'un mobilier urbain adéquat à ces lieux. Le but est de transformer cette zone très convoitée en un lieu de détente pour familles, indique notre source. Un comité de suivi, piloté par le chef de daïra, a été d'ores et déjà installé pour évaluer les moyens financiers et autres nécessaires à la réalisation de cette louable initiative, la première du genre dans la daïra. Le projet sera réceptionné, selon les estimations, au cours de la saison estivale. Notons que la création de cet espace de détente dans cette zone magnifiquement boisée, suscitera certainement l'approbation de la population et des millions d'estivants, qui convergent chaque été vers cette partie de la wilaya d'Oran. Notre source indique encore dans ce même contexte qu'un apport financier d'un montant de 5 millions de dinars a été

consacré pour l'aménagement d'un espace vert à Haï Bensmir, communément appelé douar Naquousse et 5 autres millions de dinars pour un projet similaire à Haï Nakhil, situés sur le territoire d'Aïn El-Turck. Ces enveloppes ont été dégagées d'une manne accordée à la daïra dans le cadre du programme inscrit sur le budget de wilaya de l'année 2015. On apprend auprès de la même source que d'autres zones de la daïra qui renferment d'énormes potentialités touristiques seront ciblées et exploitées à bon escient pour la réalisation d'espaces de détente pour les familles et de lieux de loisirs pour les enfants.

Il importe de signaler dans cette optique l'étude de faisabilité d'un projet de grande envergure, relatif à la réalisation d'un parc aquatique et d'un lieu de détente pour les familles ainsi que des aires de jeux pour enfants, prévu sur la superficie ayant abrité l'ex-décharge communale de Cap Falcon qui a été éradiquée trois années auparavant. La concrétisation de ce projet agrémentera certainement le paysage de cette zone côtière, et ce à travers une touche supplémentaire d'embellissement.

Hépatogastroentérologie Près de 200 médecins résidents en formation à l'EHU 1^{er}-Novembre



L'établissement hospitalier universitaire 1^{er}-Novembre abrite depuis hier un séminaire-atelier national de formation en hépatogastroentérologie. Organisée par la société algérienne d'hépatogastroentérologie et d'endoscopie digestive et le Comité pédagogique national d'hépatogastroentérologie, la rencontre s'étalera sur deux jours et ciblera près de 200 médecins résidents des facultés de médecine de Constantine, Alger, Tlemcen, Sidi Bel-Abbès et Oran.

L'atelier sera axé sur les troubles fonctionnels et moteurs de

l'œsophage, hlicobacterpylori et pathologies gastroduodénales et affections proctologiques. Selon la cellule de communication de l'EHU, «plus de 20 communications vont être présentées par des résidents, sous le contrôle des maîtres assistants et professeurs; nous citons parmi ces communications : comment diagnostiquer une achalasie, description et prise en charge des troubles moteurs non achalasiques, dépistage du cancer de l'estomac, traitement actuel du RGO, hlicobacterpylori et pathologies gastroduodénales ».

J. B.

Plateaux Un adolescent victime d'une chute mortelle

Un adolescent âgé de 18 ans a été victime d'une chute mortelle, jeudi. Le drame s'est produit à la rue Ibrahim Abdel Aziz au quartier le Plateau. L'infortuné a chuté d'un immeuble de 4 étages. La dépouille a été évacuée vers la morgue du CHUO et une enquête a été ouverte.

J. B.

AIR ALGÉRIE
SAMEDI

Vol	Départ
Oran - Alger	07h00
Oran - Alger	11h20
Oran - Alger	15h10
Oran - Alger	18h00
Oran - Alger	22h30
Oran - Béchar	09h00
Oran - Annaba	15h30
Alger - Oran	07h00
Alger - Oran	09h30
Alger - Oran	13h20
Alger - Oran	16h00
Alger - Oran	20h30
Béchar - Oran	11h40
Annaba - Oran	18h10

DIMANCHE

Vol	Départ
Oran - Alger	07h00
Oran - Alger	13h10
Oran - Alger	15h55
Oran - Alger	19h05
Oran - Alger	21h15
Oran - Adrar	09h00
Oran - Constantine	15h30
Oran - Tindouf	21h45
Alger - Oran	06h50
Alger - Oran	11h20
Alger - Oran	14h05
Alger - Oran	15h15
Alger - Oran	17h15
Alger - Oran	20h30
Adrar - Oran	12h05
Constantine - Oran	17h50
Tindouf (j+1) - Oran	00h45

INTERNATIONAL

SAMEDI

Vol	Départ
Oran - Paris-Orly	08h00
Oran - Toulouse	08h50
Oran - Marseille	09h00
Oran - Paris-CDG	14h00
Oran - Lille	14h50
Oran - Alicante	15h15
Oran - Istanbul	20h00

Vol

Paris-Orly - Oran	14h10
Toulouse - Oran	12h50
Marseille - Oran	13h35
Paris-CDG - Oran	20h10
Lille - Oran	21h10
Alicante - Oran	18h15
Istambul(j+1) - Oran	04h30
----- Dimanche -----	

Dimanche

Vol	Départ
Oran - Paris-Orly	08h00
Oran - Barcelone	08h25
Oran - Toulouse	08h50
Oran - Marseille	09h00
Oran - Lyon	13h30
Oran - (Paris-CDG)	14h00
Oran - Alicante	15h15
Oran - Djeddah	17h40

Vol

Paris-Orly - Oran	14h10
Barcelone - Oran	12h05
Toulouse - Oran	12h50
Marseille - Oran	18h05
Lyon - Oran	19h00
Paris (CDG) - Oran	20h10
Alicante - Oran	18h45
Djeddah(j+1) - Oran	07h05

AIGLE AZUR
VOL DEP/ARR

Samedi	
Paris-Orly - Oran	16h15/ 17h40
Marseille - Oran	17h45 / 18h25
Toulouse - Oran	18h05 / 18h40
Lyon- Oran	12h30/ 13h35
Oran - Paris-Orly	18h45/ 22h05
Oran - Lyon	19h45/ 22h40
Oran - Marseille	19h25/ 22h00
Oran - Toulouse	14h35/ 17h05

الخطوط التونسية TUNISAIR	
Tunis/ Oran	Oran / Tunis
Arrivée	Départ
Lundi / Jeudi	
09h45	10h30



TRAIN

Départ	Arrivée
ORAN - ALGER	
06h25	11h29
08h00	12h30
12h30	17h39
15h00	19h30
ALGER - ORAN	
06h25	11h29
08h00	12h30
12h30	17h39
15h00	19h30

ORAN - MAGHNIA	
07h30	11h05
12h50	16h22
16h00	19h42

MAGHNIA - ORAN	
04h45	08h09
08h50	12h22
14h05	17h26

ORAN - RELIZANE	
17h15	18h47

RELIZANE - ORAN	
05h25	07h17

ORAN - BECHAR	
20h30	05h46

BECHAR - ORAN	
20h00	05h00

ORAN - CHLEF (AUTORAIL)	
16h15	18h22

CHLEF - ORAN (AUTORAIL)	
06h50	09h11

ORAN - TÉMOUCHENT	
08h10	09h11
17h02	18h03

TÉMOUCHENT - ORAN	
06h15	07h14
15h05	16h05

ORAN - SBA	
17h00	18h22

SBA - ORAN	
05h40	06h58

ALGÉRIE FERRIES

Avril

DÉPART ARRIVÉE

ORAN / ALICANTE	
Dim 12 - 18h00	Lun 13 - 07h00
Dim 19 - 18h00	Lun 20 - 07h00
Dim 26 - 18h00	Lun 27 - 07h00

ALICANTE / ORAN	
Lun 13 - 19h00	Mar 14 - 07h00
Lun 20 - 19h00	Mar 21 - 07h00
Lun 27 - 19h00	Mar 28 - 07h00

ORAN / MARSEILLE	
Mar 14 - 12h00	Mer 15 - 13h00
Mar 21 - 12h00	Mer 22 - 13h00

MARSEILLE / ORAN	
Mar 13 - 12h00	Mer 14 - 13h00
Mar 22 - 12h00	Mer 23 - 13h00

THÉÂTRE RÉGIONAL D'ORAN



► Aujourd'hui à 17h au T.R.O

«L'ecole Des Sousou»

Auteur : KADDOUR Nadjib

Mise en scène : KADID Walid
(Ass/EL Feth)► Mardi 14 avril à 15h au Palais de la Culture
MOUFDI Zakaria Alger

«WISSAM OUEL MALIKA»

Auteur : Azzedine AMARI

Mise en scène : Youcef GOUASMI (T.R.O Alger)

► Mardi 14 avril à 09h au T.R.O

► Mercredi 15 avril à 09h au T.R.O

► Jeudi 16 avril à 09h au T.R.O

«CHOUMOU»

(Maison de la Culture Oran)

► Vendredi 17 avril à 10h au T.R.O

«EL ASSAD OUEL HATTABA»

Auteur : Mourad SENOUCI

Mise en scène : BOUANANI Samir (T.R.O)

► Vendredi 17 avril à 16h au T.R.O

VARIETE MUSICALE

(Rayonnement Culturel)

► Samedi 18 avril à 15h au T.R.O

«MOIHARIJINE EL ALEM»

Auteur et Mise en scène : MISSOUM Saïd
Coop/Atelier théâtre Marionnette et Cinéma

► Samedi 18 avril à 17h au T.R.O

Mois de patrimoine

Concert de MUSIQUE

(Maison de la Culture Oran)

► Mardi 21 avril à 15h au T.R.O

«MA ASSGHARA MENI»

Auteur : CHEGGAG Safia

Mise en scène : CHEGGAG Safia
et BOUALEM Abdelhafia (T.R.O)INSTITUT
FRANÇAISRencontre
AVEC BERNARD GUETTA

► Samedi 18 avril à 16h30 à l'IF d'Alger

► Dimanche 19 avril à 17h00

à la Librairie Alili Tlemcen

Cycle les Passeurs d'une rive à l'autre
Bernard Guetta est chroniqueur de politique internationale à France Inter, Libération et la Repubblica. Après avoir couvert pour Le Monde la naissance de Solidarité en Pologne, l'essor du néolibéralisme dans l'Amérique de Reagan et l'effondrement communiste dans l'URSS de Gorbatchev, il a dirigé les rédactions de L'Expansion et du Nouvel Observateur.

Cinéma

L'ALGÉRIE, SON CINÉMA ET MOI

► Samedi 18 avril à 16h00 à l'IF d'Annaba

Rencontre avec El Hadj BENSALAH ancien directeur de la cinémathèque d'Oran. Projection du documentaire de Larbi Benchiha grand reporter et réalisateur de "l'Algérie, son cinéma et moi"

Danse : Pockemon Crew

► Mardi 21 avril à 18h00 à l'hôtel

le Méridien d'Oran

► Jeudi 23 avril à 17h00

à la Maison de la Culture de Tlemcen

Un hommage au cinéma muet et un rappel des origines du mouvement Hip Hop dans les années 40 à New-York, une performance à la hauteur de la réputation internationale de la compagnie Pockemon.

Ciné-jeudi

Du jeudi 23 avril au jeudi 25 juin à IF d'Oran

A l'initiative de Hadj Ben Salah et de jeunes oranais, un rendez-vous Ciné-débat vous est proposé le jeudi. Une programmation de films de fiction récents et remarquables venus d'Inde, du Brésil, de Chine, de France, de Grande-Bretagne, comme autant de fenêtres ouvertes largement sur notre monde actuel.

MÉTÉO

AUJOURD'HUI	DEMAIN
ORAN	
Peu nuageux Max.22-Min.12	Peu nuageux Max.27 - Min.12
MOSTAGANEM	
Peu nuageux Max.23-Min.11	Peu nuageux Max.27-Min.13
TLEMCEM	
Peu nuageux Max.21 -Min.8	Ensoleillé Max.26 - Min.10
MASCARA	
Peu nuageux Max.24 -Min.9	Peu nuageux Max.29 -Min.13
TIARET	
Ensoleillé Max.23 - Min.8	Ensoleillé Max.24 - Min.10
CHLEF	
Ensoleillé Max.28-Min.13	Peu nuageux Max.31- Min.14
BÉCHAR	
Vent Max.27- Min.13	Ensoleillé Max.24-Min.11
ALGER	
Ensoleillé Max.23- Min.11	Ensoleillé Max.24- Min.11
CONSTANTINE	
Ensoleillé Max.26 - Min.8	Ensoleillé Max.24 - Min.9
ANNABA	
Ensoleillé Max.25 -Min.11	Ensoleillé Max.24 - Min.11

جامعة وهران
Université d'Oran
Faculté des sciences exactes et appliquées
Département de physique

Les 6^{èmes} Journées des Travaux Pratiques de Physique
Célébrant l'année internationale de la lumière - IYL 2015 -

« La Lumière et Ses Applications »

Oran, les 14 et 15 Avril 2015
Université d'Oran 1, Campus II, P. M. S. Taleb (Ex. IGMO)
Ouverture : Auditorium Pr B. Talahit

La lumière à travers l'Histoire
Conférence sur l'histoire et les découvertes
des grands scientifiques arabes du Xème siècle

La lumière : un phénomène physique
Présentation des propriétés optiques de la lumière
et ses applications dans la vie quotidienne
Physique générale, la lumière comme onde, la lumière comme particule

La lumière et ses applications
Le laser, la communication,
la lumière pour la caractérisation et l'analyse,
la lumière et la médecine

Projection d'un film scientifique
"Les magiciens de la lumière"

CRASC, Technopôle USTO - ORAN

Hommage
à
Abed BENDJELID

Directeur du comité de rédaction de la revue *Insaniyat*,
Membre du conseil scientifique du CRASC
Ancien Directeur de la division de recherche « Villes et Territoires »

Dimanche 12 avril 2015
à 09h00

CONFÉRENCE - DÉBAT
Le lundi 13 avril 2015 à 9h30, GRAS

L'ACCUEIL
Seuil d'un processus de reconnaissance de
l'autre

Animée par
Araoui Karima
Psychologue clinicienne
(GRAS, CSORVAT d'Oran)

GRAS
Salle de conférences du GRAS
Université d'Oran, Ex-IAP, Es-Sénia
Web site: www.gras-oran.org

Conseil de l'Europe : des migrants ont subi de mauvais traitements au Maroc



Des migrants irréguliers, tentant d'entrer dans l'enclave espagnole de Melilla et renvoyés vers le Maroc, ont subi de «mauvais traitements physiques» de la part des autorités marocaines, indique un rapport du Conseil de l'Europe publié jeudi. Le Comité européen pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants (CPT), organe de l'organisation paneuropéenne, a affirmé dans son rapport que des étrangers qu'il avait rencontrés «ont allégué avoir fait objet de mauvais traitements physiques de la part des membres des Forces auxiliaires du Maroc (FAM, une unité de maintien de l'ordre) comme des coups de pied, de bâton et d'branches d'arbres après leur arrestation par les FAM à l'intérieur des clôtures frontalières situées sur le territoire es-

pagnol, ou lorsqu'ils ont été renvoyés au Maroc» par les autorités espagnoles. Face aux violences subies par ces migrants, le CPT «recommande que les agents des FAM ne soient pas autorisés à accéder au territoire espagnol pour appréhender et retourner de force vers le Maroc les migrants en situation irrégulière en dehors de tout cadre légal, et qu'aucun étranger ne soit remis à ces forces en raison des risques de mauvais traitements». Le Comité européen a également préconisé que l'Espagne doit mieux former ses policiers pour éviter qu'ils n'infligent des violences aux migrants tentant d'entrer depuis le Maroc dans l'enclave espagnole de Melilla. L'organe anti-torture, dont les experts se sont rendus à Melilla l'an dernier, a «recueilli plusieurs allégations de recours excessif à la force» par des poli-

ciers espagnols, au moment où ils procédaient à l'arrestation de migrants irréguliers, lit-on dans le document. Les enquêteurs font notamment état d'un incident survenu le 15 octobre 2014, et qui a été filmé par des caméras de surveillance: un migrant a reçu «au moins huit coups de matraque» alors qu'il était en train de descendre de la clôture érigée entre le Maroc et le territoire de Melilla. Le CPT «demande qu'une enquête diligente et efficace soit menée concernant cet incident et recommande que des mesures soient prises pour améliorer la formation» des policiers. Le Conseil de l'Europe s'inquiète en outre d'une loi adoptée fin mars en Espagne pour légaliser le refoulement «automatique» des immigrants aux frontières des enclaves de Ceuta et Melilla, sans même recueillir leur identité ou les laisser demander l'asile. Les autorités espagnoles ne doivent pas procéder à de tels refoulements sans avoir au préalable «identifié les personnes ayant besoin d'une protection» et «évalué leurs besoins», plaide le CPT. En janvier à Madrid, le commissaire aux droits de l'Homme du Conseil de l'Europe, Nils Muiznieks, avait déjà fait part de sa préoccupation face à cette législation qui, selon lui, signifie «le début de la fin du système de droit d'asile». Le ministre espagnol de l'intérieur, Jorge Fernandez Diaz, a justifié cette loi par le droit «fondamental» de l'Espagne «de protéger ses frontières» et assuré que ces refoulements respecteraient les conventions internationales.

Haïti

21 migrants morts et une dizaine de disparus dans un naufrage

Vingt-et-un migrants sont morts dans le naufrage de leur bateau au nord d'Haïti dans la nuit de mercredi à jeudi, a annoncé la directrice de la protection civile, précisant que 12 personnes avaient survécu. Marie-Alta Jean-Baptiste a indiqué jeudi que les passagers avaient embarqué aux environs de minuit pour rejoindre Providenciales, une île de l'archipel de Turques et Caïques située à 200km au nord d'Haïti. Dans

un communiqué, la direction de la protection civile a précisé en fin d'après-midi que «le navire transportait une cinquantaine de passagers clandestins. Douze survivants ont pu regagner la terre ferme». Aidés par les pêcheurs de la ville, les autorités mènent actuellement des recherches pour retrouver la dizaine de personnes portées disparues.

Au cours de la nuit, en raison du mauvais temps, l'embarcation avait

dû faire demi-tour mais le bateau a coulé après avoir heurté un récif au large de la côte haïtienne. Vingt-et-un corps ont été retrouvés sur le rivage de la commune du Borgne, à l'ouest de Cap-Haïtien, la deuxième ville du pays. Selon le communiqué, le juge de paix de cette commune de 60.000 habitants a constaté le décès de 11 personnes, les 10 autres corps ayant été récupérés par des proches des victimes.

Samsung lance le Galaxy S6 pour contrer Apple... qui sort sa montre connectée

Le Galaxy S6 de Samsung est sorti vendredi en Europe, en Amérique du Nord et en Asie, où le géant sud-coréen de l'électronique espère retrouver son rang face à Apple, un événement mondial qui coïncide avec le lancement des précommandes pour la montre connectée de l'américain. Etats-Unis, Canada, France, Allemagne, Australie, Inde et Corée du Sud: près de cinq ans après l'arrivée du premier Galaxy S, le S6 et son modèle à écran incurvé, le S6 Edge, débarquent dans une vingtaine de pays. Devenu numéro un mondial des smartphones à l'automne 2011, Samsung est depuis le quatrième trimestre 2014 au coude à coude, voire dépassé, par Apple selon les enquêtes. Samsung a bâti son succès sur une réputation d'élégance et de performance de ses produits, très haut de gamme, mais le S5, sorti l'an dernier a énormément déçu avec sa coque en plastique et ses modestes innovations, tandis que l'iPhone 6 se vendait comme des petits pains. A en juger par les critiques très positives des revues et sites spécialisés, le Galaxy S6 semble renouer avec «l'esprit Samsung» tant en raison de son design que de ses caractéristiques techniques: revêtement métal et verre trempé, écran à haute résolution «super AMOLED» de 5,1 pouces, jusqu'à 128 Go de stockage de données, etc. A Séoul, Joo Seung-Bin était l'un des premiers vendredi matin à faire le pied de grue pour s'offrir son S6 rutilant. «Ce n'est pas donné, mais je ne suis pas de ceux qui changent de téléphone tous les ans. Il a un super design», expliquait ce jeune homme de 23 ans qui a dû déboursé quelque 850.000 wons pour



se faire plaisir (730 euros). Le S6 Edge est à 979.000 wons (840 euros). Le S6 et S6 Edge —sous plate-forme d'exploitation Android— sont équipés d'une batterie rechargeable avec un «dock» (une base) sans fil et surtout très rapide puisque 10 minutes suffisent pour 4 heures d'autonomie supplémentaire. Ils embarquent également une solution de paiement mobile sans contact appelée Samsung Pay, certifiée par Visa et Mastercard. Apple de son côté lançait vendredi la très attendue Apple Watch, une montre connectée disponible en précommande deux semaines avant sa commercialisation. Les premières réservations

ont été enregistrées au Japon avec quelques heures d'avance sur le lancement mondial via internet prévu à 07h01 GMT. Elle sera disponible le 24 avril dans neuf pays (Australie, Canada, Chine, France, Allemagne, Hong Kong, Japon, Royaume-Uni et Etats-Unis), au prix de 349 dollars pour le modèle de base (Apple Watch Sport), plus de 10.000 dollars pour une version en or jaune ou rose 18 carats.

Premier nouveau produit présenté par Apple depuis l'iPad en 2010, l'Apple Watch permettra à son propriétaire d'écouter sa musique, recevoir des SMS ou donner et prendre des appels téléphoniques.

Une nouvelle technique de greffe de cheveux contre la calvitie



Des chercheurs américains ont découvert une technique de greffe capillaire expérimentée sur des souris permettant de faire repousser jusqu'à six fois plus de cheveux que les méthodes actuellement utilisées, selon une étude publiée jeudi. En greffant par exemple 200 cheveux selon une trame et avec une densité particulière, ces scientifiques ont pu faire repousser jusqu'à 1.200 cheveux, expliquent-ils dans leur étude parue dans la revue scientifique américaine Cell. «Ces travaux ouvrent la voie à une nouvelle approche potentielle pour traiter la calvitie», juge Cheng-Ming Chuong, un dermatologue de la faculté de médecine Keck de l'Université de Californie du sud, le principal auteur. Il explique qu'une blessure affectant un follicule pileux, la cavité dans laquelle pousse le cheveux, affecte son environnement immédiat qui en retour peut aussi avoir des effets sur la régénération capillaire. A partir de cette observation, les chercheurs ont pensé pouvoir agir sur l'environnement des cheveux pour activer un plus grand nombre de follicules. Pour vérifier cette hypothèse, le Dr Chen et son équipe ont implanté 200 follicules pileux un par un selon différentes confi-

gurations sur le dos d'une souris. Quand ces cheveux étaient implantés en faible densité dans un rayon dépassant six millimètres les uns des autres, il n'y a eu aucune régénération pileuse.

Mais, implantés en cercle espacés de seulement trois à cinq millimètres, les follicules ont permis de régénérer de 450 à 1.300 cheveux dont certains hors de la zone des implants. Ces chercheurs ont montré que ce processus de régénération capillaire s'appuyait sur le principe dit de détection du quorum selon lequel un système cellulaire répond à des stimulations qui en affectent d'autres mais pas tous. Dans ce cas, il s'agit de la réaction du follicule pileux à l'implantation d'autres follicules. Des analyses moléculaires ont montré que le fait d'implanter des follicules provoquait comme dans le cas d'une blessure un signal de détresse en libérant des protéines inflammatoires qui mobilisent des cellules immunitaires. Ces cellules sécrètent à leur tour des molécules qui en atteignant une certaine concentration signalent aux follicules implantés et aux autres qu'il est temps de faire pousser des cheveux. «Il est possible que ces mêmes processus existent dans la régénérescence d'autres organes», note le Dr Chuong.

Nouvelle baisse des ventes mondiales de PC



Les ventes mondiales de PC ont repris leur déclin au premier trimestre après des signes de stabilisation l'an dernier, selon des estimations publiées jeudi par deux cabinets de recherche. Gartner évalue la baisse à 5,2% avec 71,7 millions d'unités écoulées sur les trois premiers mois de l'année, tandis que pour IDC elle a atteint -6,7% avec seulement 68,5 millions d'ordinateurs vendus. Sur l'ensemble de l'année 2014, le marché avait montré un repli de 0,2% selon Gartner, et de 2,1% selon IDC, ce qui représentait une nette amélioration après la chute d'environ 10% accusée en 2013. «Le secteur du PC a eu un coup de pouce en 2014 car beaucoup d'entreprises ont remplacé leurs ordinateurs en raison de la fin du support technique pour Windows XP», une ancienne version du système d'exploitation de Microsoft qui restait très populaire, «mais ce cycle de remplacement s'est estompé au premier trimestre 2015», commente Mikako Kitawaga, analyste de Gartner. Elle juge tou-

tefois que ce n'est «pas nécessairement» un mauvais signe pour le long terme, car les ventes de PC mobiles (ordinateurs portables comme convertibles en tablettes) ont progressé, et devraient permettre de n'avoir qu'un «déclin modéré» cette année, qui servira de base à la reprise d'une croissance lente dans les cinq prochaines années. IDC se veut également optimiste, évoquant une baisse moins mauvaise que prévu ce trimestre et l'espoir d'une reprise de la demande avec la sortie plus tard cette année de Windows 10. Seuls les deux premiers fabricants mondiaux, le chinois Lenovo et l'américain HP, ont vu leurs ventes progresser au premier trimestre: Gartner estime leurs parts de marché respectives à 18,9% et 17,3%, IDC à 19,6% et 19,0%.

L'autre grand fabricant américain, Dell, reste en troisième position avec une part de marché estimée entre 12,6% (Gartner) et 13,5% (IDC). Les taiwanais Asus et Acer prennent eux la quatrième et la cinquième place, avec une part de marché assez proche, de l'ordre de 7%.

Bolivie

Dealeuse de cannabis à 86 ans !

La police anti-drogue de Bolivie a arrêté une femme de 86 ans en possession de 354 grammes de marijuana à Santa Cruz, a indiqué jeudi le ministère public. «Nous avons trouvé 109 sachets de marijuana» appartenant à la vieille dame, dont l'identité n'a pas été révélée, a déclaré le procureur anti-drogue de Santa Cruz, Victor Hugo Justiniano, sur la chaîne de télévision privée Unitel. Il a ajouté que «la dame, âgée approximativement de 86 ans, a été sur-

prise en train de vendre ouvertement de la marijuana à des consommateurs». Un tribunal fera connaître dans les prochaines heures sa décision quant au processus juridique visant l'octogénaire. Pour l'économie de la Bolivie, le département de Santa Cruz, frontalier avec le Paraguay et le Brésil, est une zone de trafic intense de la marijuana et de la cocaïne. Quelque 171,62 tonnes de cannabis ont été saisies en 2014 par les autorités boliviennes.



PENSEE

Trois années qu'ALLAH dans Son Implacable Volonté a fait du cœur des Algériens ta sépulture et de cette terre d'Algérie que tu chérissais tant le berceau de ton repos éternel.

Que tous les patriotes et que tous ceux qui ont partagé tes idéaux de liberté et de justice évoquent en ce jour le souvenir du sage et grand dirigeant que tu as été et ravivent la flamme du militantisme et du don de soi qui n'a cessé de t'animer jusqu'à ton dernier souffle.

*Repose en paix,
Président Benbella,
en compagnie de tous les justes qui n'ont pas trahi le serment fait aux glorieux chouhadas.*

RAHIMAKA ALLAH YA SID EL RAIS

BENBELLA MAHDIA



REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Etablissement de **R**éalisation et de **M**aintenance de l'**E**clairage et de la **S**ignalisation
E. R. M. E. S. ORAN

**Siège Social : 20, Bd Etablissement de Réalisation et de Maintenance
de l'Eclairage et de la Signalisation
E. R. M. E. S. ORAN
de l'ANP - ORAN
Tél. +213. (0) 41.21.46.06 - Fax : 213.041.21.46.05
E-mail : epic.ermes@gmail.com**

NIS : 001131019008356

AVIS D'INFRUCTUOSITE

Conformément à l'article 44 du décret présidentiel 10/236 du 07 Octobre 2010, modifié et complété, portant réglementation des marchés publics, l'Etablissement de Réalisation de Maintenance de l'Eclairage et de la Signalisation - ORAN (EPIC - ERMESO), informe l'ensemble des soumissionnaires qui ont participé à la Consultation N° 06/ERMESO/2015, concernant la fourniture de l'appareil de recherche de défauts de câbles avec digiphone (Localisateur de défauts acoustiques et électromagnétiques), publiée dans le BOMOP et les quotidiens nationaux, que la consultation a été déclarée infructueuse pour la raison qu'une seule offre a été réceptionnée.



REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Etablissement de **R**éalisation et de **M**aintenance de l'**E**clairage et de la **S**ignalisation
E. R. M. E. S. ORAN

**Siège Social : 20, Bd de l'ANP - ORAN
Tél. +213. (0) 41.21.46.06 - Fax : 213.041.21.46.05
E-mail : epic.ermes@gmail.com**

NIS : 001131019008356

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE AVIS DE CONSULTATION RESTREINTE N° 04/ERMESO/2015

Conformément aux dispositions de l'article 49 alinéa 02 du décret présidentiel N° 10-236 du 07-10-2010 modifié et complété portant réglementation des marchés publics, l'Etablissement de réalisation et de maintenance de l'éclairage et de la signalisation de la wilaya d'Oran, EPIC ERMESO, informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'avis de consultation restreinte N° 04/ERMESO/2015, relatif à l'élaboration d'un organigramme pour l'EPIC ERMESO avec la rédaction des fiches de postes, qu'à l'issue de l'évaluation des offres techniques et financières, le contrat est attribué à titre provisoire au soumissionnaire comme suit :

RESULTAT

SOUSSIONNAIRE RETENU	CETIC SPA
NOTE TECHNIQUE	84 points
NOTE FINANCIERE	Moins-disant
MONTANT DA/TTC	1 521 000,00
DELAI D'EXECUTIUN	30 Jours Ouvrables
N.I.F.	099935072285348

Tout soumissionnaire contestant le choix opéré par le service contractant peut introduire un recours dans un délai de 10 jours à compter de la première publication de l'avis d'attribution provisoire des marchés, auprès de la commission des marchés compétente, conformément aux dispositions de l'article 114 du décret présidentiel N° 10-236 du 07-10-2010 modifié et complété portant réglementation des marchés publics.

Coupe d'Algérie Le MOB en finale pour la première fois de son histoire

M. A.

Malgré toute la polémique qui a précédé cette demi-finale de la Coupe d'Algérie entre l'ESS et le MOB, et ce à propos de la billetterie et qui a vu les dirigeants du leader du championnat de Ligue 1 monter au créneau en accusant le président de l'ESS, Hacem Hamar, de ne pas avoir honoré ses engagements en se rétractant de l'accord conclu entre les deux parties à propos du quota de billets réservés aux supporters béjaouis, cette finale avant la lettre entre deux formations plus ambitieuses que jamais cette saison s'est déroulée dans une grande sportivité. Toutefois pour tenir en respect les vingt-deux acteurs, le referee Mohamed Benouza a

dû user de cartons dont deux expulsions, un dans chaque camp, Zerdab à la 41' pour la JSMB et Mellouli à l'heure de jeu. Animés d'un esprit de revanche après le carton subi en championnat à Béjaïa, les Sétifiens ont mis d'entrée le pied au plancher en cueillant à froid leurs vis-à-vis dès la 2' où suite à un coup franc de Zerrara, Mellouli parvint à tromper la vigilance de Mansouri. Loin de se décourager, les protégés de Amrani réussirent sept minutes plus tard par égaliser par Mebarakou d'un retourné acrobatique après un corner du capitaine Dehouche. Quelle belle entame de match dirions-nous entre deux équipes qui se surpassèrent pour faire la différence mais sans résultat malgré les opportunités qui se sont offertes aux attaquants

des deux camps.

Khedairia et Mansouri ne chômeront point jusqu'à la fin du temps réglementaire où le plus chanceux fut sans conteste le keeper béjaoui qui fut suppléé par son poteau gauche après un penalty de Djahnit à la 65'. Ce fut d'ailleurs le tournant pour les locaux qui manquèrent de réalisme à l'image de Ziaya qui fut transparent tout au long du temps réglementaire et des prolongations. Les attaquants muets, pour départager les deux équipes, il fallait passer obligatoirement par les tirs au but et dans cet exercice le plus concentré l'a emporté, à savoir le MOB qui atteint pour la première fois de son histoire la finale où il connaîtra son adversaire cet après-midi à l'issue de la seconde demi-finale entre le RCA et l'ASO.

Coupe d'Algérie - Aujourd'hui à 16h00 RCA-ASO Un billet pour la finale sur fond de polémique

M. Zeggai

Le match RCA-ASO comptant pour les demi-finales de la Coupe d'Algérie fait polémique en raison de la rumeur de délocalisation de cette affiche et qui risque de mettre le feu aux poudres entre les supporters des deux camps. Le RCA, premier tiré, a opté pour le stade Omar Hamadi pour recevoir son adversaire du jour, étant donné que son stade de l'Arba n'est pas homologué pour accueillir une rencontre d'une telle envergure. Ce choix a été remis en cause par la direction de l'ASO qui, par le biais de son porte-parole, Abdelkrim Medouar, a annoncé la délocalisation par «les autorités compétentes» de cette demi-finale au stade Mustapha-Tchaker à Bli-da. C'est clair, Abdelkrim Medouar a voulu déstabiliser son adversaire du jour en s'appuyant sur le vœu du ministre des Sports qui a souhaité que ce choc se déroule

au stade Mustapha-Tchaker. Mais la commission chargée de l'épreuve populaire et présidée par Ali Malek a campé sur sa position en maintenant le match à Alger.

Dommage que cette guéguerre tombe au mauvais moment d'autant que les milieux sportifs algériens ne se sont pas encore remis de la désillusion de mercredi dernier avec l'échec essuyé par l'Algérie au sujet de l'organisation de la CAN 2017, attribuée au Gabon. Par ailleurs, sur le terrain, les deux équipes partent à chances égales.

Le RCA reste comme la surprise de cette seconde moitié du championnat, tandis que l'ASO Chlef donne l'impression d'avoir fini de manger son pain noir.

A propos des conditions d'avant match, le stade de Bologhine a déjà souri aux Chelifiens qui avaient éliminé l'USMA en huitièmes de finale, c'est le cas également pour le RCA qui a réussi son

accession en Ligue 1 sur ce même terrain. C'est donc de l'indécision qui plane dans ce match entre deux équipes qui jouent leur saison. En raison de l'enjeu, le match risque de se jouer sur de petits détails et l'équipe la mieux concentrée et la mieux préparée psychologiquement pourrait atteindre son objectif. L'ASO, préoccupée par son maintien, entend exploiter cette opportunité pour sauver sa saison et une qualification en finale lui permettra sans nul doute de bien préparer son aventure en Coupe d'Afrique. En face, le RC Arba a un rendez-vous avec l'histoire. Un rendez-vous que les coéquipiers de Zeddami ne veulent en aucun cas rater pour écrire leurs noms en lettres d'or dans le livret du football national. Entre la détermination des uns et des autres, il y a les caprices de «Dame Coupe» et la réalité du terrain, ce qui signifie clairement que les débats restent ouverts à tous les pronostics.

Division nationale amateurs - Ouest Malheur au vaincu à Bouakeul

R. S.

Cette journée sera incontestablement marquée par le choc SCMO-ESM, l'OMA, en accueillant la modeste formation du CRB Ben Badis, devrait conserver sa première place. En effet, les Arzewiens sont bien placés pour ajouter trois points dans leur escarcelle tout en restant à l'écoute du stade Bouakeul, théâtre de l'affiche mettant aux prises les deux co-dauphins, le

SCMO et l'ESM. L'avantage du terrain et l'euphorie des gars de Médioni sont des atouts qui peuvent faire la différence dans cette affiche où l'Espérance enregistre le retour aux commandes du club de Benchenni après la démission du président Mani Saâda qui n'a pu faire face à la crise financière. Une chose est sûre, le perdant risque d'être écarté de la course à la première place, alors que le nul ferait les affaires de l'OMA qui

évoluera sur du velours. Pour les autres rencontres, disons que le MBH dispose d'une belle opportunité pour assurer son maintien, en recevant la JSMT où la situation s'est envenimée après la dernière défaite face à l'OMA. A Oued Rhiou, le RCBOR a de fortes chances de l'emporter devant le CC Sig, l'une des grandes déceptions de cette division. De son côté, le WAM est appelé à confirmer son renouveau face à son hôte du jour, le GCM, qui a complètement raté sa saison. Le SKAF devrait en principe engranger les trois points et assurer son maintien. Il en sera de même pour l'IST devant le SAM. Enfin, le match USR-CRBS s'annonce équilibré entre deux formations déjà en vacances.

Aujourd'hui (15h00)

Oued Rhiou:	RCBOR	.....	CCS
Remchi:	USR	.....	CRBS
Mostaganem:	WAM	.....	GCM
Arzew:	OMA	.....	CRBBB
Saïda:	MBH	.....	JSMT
Aïn Defla:	SKAF	.....	ESA
Oran (Bouakeul):	SCMO	.....	ESM
Tighennif:	IST	.....	SAM

Centre Kouba à l'écoute de Lakhdaria et Chéraga

A. L.

Au fil des journées, le suspense s'amplifie aux deux extrémités du tableau, en raison de l'enjeu sur l'avenir des clubs concernés tant par l'accession que la rétrogradation. Dans ce contexte, plusieurs rencontres seront suivies avec attention par les sportifs et les fans des équipes en lice. Cette fois, le RCK, dauphin depuis la semaine écoulée, reçoit l'USFB-

BA qui n'a plus aucun objectif. On suppose donc que les Koubéens vont gagner, tout en étant à l'écoute des stades de Lakhdaria et Chéraga. En effet, le PAC, actuellement leader, affrontera l'IBL qui se trouve dans la même situation que l'USFBBA, c'est-à-dire qu'il n'a aucune raison de se défoncer, ce dont pourraient profiter les Pacistes qui pensent être capables de décrocher la timbale. Quant aux gars de Jijel, ils

sont contraints par l'obligation d'une victoire pour rester en course avec le PAC et le RCK. Dans l'autre extrémité du tableau, trois duels s'annoncent excitants et lourds d'enjeu. Il s'agit de NARB-ESB, MCM-WAB et WRM-JSHD. Excepté le onze de Haï Djabel, les cinq autres formations sont toujours sous la menace de la relégation. En conséquence, on s'attend à des débats acharnés et indécis, et tout autre résultat que la victoire serait mauvais signe pour les concernés. A Oued Amizour, l'IBKEK tentera de ramener au moins le point du nul, tandis que le débat entre le CRBDB et la JSMC n'aura pas une incidence notable sur le classement.

Aujourd'hui (15h00)

Kouba:	RCK	.....	USFBBA
Lakhdaria:	IBL	.....	PAC
Chéraga:	USMC	.....	JSD
M'sila:	WRM	.....	JSHD
Réghaïa:	NARB	.....	ESB
Ouargla:	MCM	.....	WAB
Oued-Amizour:	USOA	.....	IBKEK
Dar El-Beïda:	CRBDB	.....	JSMC

Basket-ball - Superdivision A Un dernier round pour la forme



Fouad B.

Le rideau tombera cet après-midi sur la première phase du championnat national de Superdivision A de basket-ball alors que toutes les équipes sont fixées sur leur sort. Les huit premiers, le GSP, l'USS, l'IRBBBA et le CRBDB, le NAHD, l'ABS, le NBS et l'OB disputeront les play-off, alors que les équipes restantes, le CSC, l'OMSM, le WAB, l'USMB et le CSMBBO sont concernées par les play-down dans

l'optique de se maintenir dans ce palier. A noter qu'avant de disputer les play-off, les quatre premiers au classement général seront aux prises à l'occasion du tournoi d'Excellence qui aura lieu les 17 et 18 avril à Batna, alors que les tournois play-off et play-down débiteront le 1^{er} mai. Ainsi, ce dernier round de la première phase du championnat sera une simple formalité. Le GSP qui est allé mardi dernier asseoir sa suprématie à Skikda jouera sur du ve-

lours face à l'O Batna qui s'est accaparé le dernier billet qualificatif pour les play-off à la faveur de son précieux succès face au CSC, la plus grande déception pour cette première phase. L'US Sétif second au classement devrait logiquement clore son parcours par une victoire sur son parquet face au NBS qui a composé de justesse son billet pour les play-off face à l'IRBBBA. Ce dernier invité surprise sur la troisième marche du podium reçoit le quatrième, le CRBDB, pour une belle affiche à priori. Le NAHD coiffé sur le fil pour la quatrième place par le CRBDB sera à l'aise en recevant le dernier de la classe, le CSMBBO, qui reste sur une défaite devant l'USMB. L'OMS Miliana qui aura la charge d'organiser un tournoi play-down tentera un baroud d'honneur sur ses bases face à l'ABS. Enfin le derby de la Mitidja entre l'USMB et le WAB s'annonce à l'avantage des Bli-déens devant la jeune formation du Widad qui poursuit son apprentissage.

Aujourd'hui (15h00)

Miliana:	OMSM	.....	ABS
Hydra:	GS Pétroliers	.....	O.B
Sétif:	USS	.....	NBS
B. Bou-Arréridj:	IRBBBA	.....	CRBDEB
Caroubier:	NAHD	.....	CSMBBO
Blida:	USMB	.....	WAB

Ligue 1 - Mise à jour CSC 2 NAHD 2 Un nul qui n'arrange personne

Pour le compte de la mise à jour du championnat de Ligue 1, le CS Constantine a été tenu en échec hier par le NA Hussein-Dey hier dans son fief du stade Chadid Hamlaoui de Constantine. Ce résultat n'arrange aucune des deux équipes qui doivent cravacher ferme pour assurer leur maintien dans ce palier, le NAHD demeure toujours lanterne rouge, donc en position de potentiel relégable avec vingt-sept points au compteur, alors que le CSC grimpe à la dixième place qu'il partage avec la JSS avec un total de trente et un points, soit avec seulement quatre points d'avance sur son adversaire du jour, ce qui est insuffisant à six journées du bas de la ligue du championnat.

Dans cette rencontre qui a connu des renversements de situation, ce sont les visiteurs qui ouvrirent la marque par



Ph.: Arch.

Ouhadda à la 11', les locaux égalisèrent par Boucherit à la demi-heure de jeu avant de prendre l'avantage par Mesadiah à quatre minutes de la pause. En seconde période, malgré la domination des protégés de Bracci, ces der-

niers, privés de leur capitaine et buteur Boulemdais, se firent surprendre par le Tchadien Ezechiel qui remetta les pendules à l'heure pour son équipe à deux minutes de la fin du temps réglementaire.

M.A.

APARTEMENTS

■A vendre F3. RDC. 3 façades - Acté - Maraval - Tél : 0791.51.10.78

■Vends F4 - 78 m² pour Fonction libérale. Refait à neuf. 1^{er} étage Gambetta, face 11^{ème}. 3 Faç. Ch. Cent. Très ensoleillé. Eau H24. Ttes Comm. Bon Voisinage. Parking - 0697.14.31.30 - Prix après visite

■URGENT : A vendre T6 Mobilart 236 m² - 23^{ème} étage - Tout équipé - Curieux s'abstenir - Tél : 0550.87.01.81

■Vends F3 - Tout confort - Haï Yasmine - Tél : 0554.18.66.76

■Vds : F3 Yasmine 2^{ème} 980 U / F3 Haï Chouhada 1200 / F. Gde Terre RDC 1300 / F2 Béranger 1^{er} 565 U / F3 Miramar 950 U 2^{ème} / F3 R. USTO 980 / F3 2^{ème} A. Turck 1 MD / F3 72 m² 3^{ème} USTO / F4 Cité des Falaises 1400 - Ag. Djimed El Adl - 0796.74.05.52 - 0771.53.77.94

■Vends un beau F2 au rez-de-chaussée élevé (ORAN-centre St Pierre) avec balcon. Centre-ville - 0772.93.27.58

■A louer un bel Appartement bien situé F4 meublé de 85 m² à Akid Lotfi. ORAN - Tél : 0542.16.06.32

■A louer 3 Apparts F2 - 70 m², 2^{ème} étage + 3^{ème} étage. Meublés : 60.000. Sans meubles : 40.000 - Bir El Djir - Gardien - Interphone - Caméra + Téléphone - Tél : 041.65.41.36 - 0560.34.92.82

■Loue F1 cuisine, SB, WC. 4^{ème} étage. Bien ensoleillé. 2 façades. Bon voisinage. Citée calme, à Maraval - ORAN - Tél : 0772.25.08.58 - Prix après visite

■GDYEL : Loue Appartement F3 - 3^{ème} étage. Bon voisinage. Citée calme - 0664.81.17.36 - 0796.45.02.35

■Vends F3 - 2^{ème} étage - S. : 81 m² - 400 Logts Route d'Oran - MOSTAGANEM - Livret foncier + Ascenseur - face la Gare routière (ex) - Tél : 0553.24.14.71

■Vends Appart F3 - 3^{ème} étage - Acté - 78.73 m². 2 Faç. Situé à l'USTO sur le Bd - Contacter : 0795.04.73.13 - Prix après visite

■A vendre Appart à ORAN : F3 - 3^{ème} étage à Hay Yasmine (2) à côté du Commissariat - 73,36 m² - Acté - Bon voisinage + Ascenseur + Parking - N° : 0559.51.69.55

■Appartement F4 bien aménagé, situé à Cité Lauriers Roses - Maraval - 2^{ème} étage. Ensoleillé - Avec 2 grands balcons - Tél : 0772.55.21.48 - 0555.49.25.82 - Chauffe6bain / Tél fixe / Internet

■Loue F2 - F3 meublés Yasmine - Vends F3 - F4 Yasmine - Vends Villas S. 250 m² Millenium + 400 m² et 700 m² CREPS Aïn Turck - AG. TAAMIR - 0551.08.95.66 - 0550.22.97.00

■Vends F4 AADL sans vis-à-vis en face Supermarché ARDIS avec Acté notarié - PO 937 - PD 970 - Tél : 0558.63.71.45

■Vends F4 à USTO - HLM en face Point du Jour - 99 m² - Acté + L.F. - RDC. 3 façades - Etat initial - Prix raisonnable - Tél : 0669.40.45.49 - 0779.81.95.01

■Location : F2 Miramar + F4 Bahia + F4 Rue Med Khemisti + F5 Miramar + F5 Place d'Armes + F3 El Karama + F3 Akid Lotfi - 041.29.26.02 - 041.29.26.03 - cabinetbensaid@gmail.com

■Loue Appartement Cité CNEP Maraval F5 - 105 m² - Rez-de-chaussée - Idéal pour Cabinet / Bureau d'Affaires - Tél : 0552.75.21.07

■Vds Appartement de 4 Pièces - N° 33, Rue Adda Benaouda - Plateau - ORAN - Tél : 0799.98.86.33

■Location Appart F4 sis aux HLM Gambetta, 1^{er} étage, à usage Bureau - Bien aménagé et toutes commodités y compris chauffage -Tél : 0555.07.08.91 / 0661.20.60.78

■ORAN : Vends Appartement F4 - 90 m² - 3^{ème} étage Bd des Chasseurs à côté du Club Mouloudia d'Oran - Tél : 0552.12.49.02

■A vendre joli F3 - RDC - 95 m² (3 Pièces - Cuisine - SDB) Cité B08 - HLM Gambetta - ORAN - Tél : 0772.99.50.80

■Vends Appart F3 Cité Dalila 4^{ème} étage en face Commissariat 11^{ème} Gambetta avec cave individuel plus Livret Foncier - Tél. 0556.92.66.06

■Loue Apparts F2 et F3, équipés, bien aménagés dans une résidence avec toutes commodités : Hammam - Sauna - Restaurant... à Paradis-plateau Aïn El Turck. Corniche oranaise - Tél. 041.34.59.15 - 0777.01.34.14

■Vends Appart F4 - 75,8 - RDC à 100 m 10^{ème} Arrondissement - Tél. 0662.68.93.32

■A vendre un joli Studio de 22 m² à Bel-Air au 2ème étage - Bon voisinage - Tél : 0770.16.85.97

■Vds Duplex : 4 Pces + Gde terrasse + 2 SDB + cuisiner - de 2 étages - bien situé à ORAN Castors - Entrée individuelle. Convient Habitation ou Bureaux - Labo - Cabinet médical... Tél : 0771.92.82.21

■A louer F3 - Akid Lotfi. 4^{ème} étage, en face Le Méridien - Tél : 0550.206.630

■Cherche Appartement à louer F3 / F4 - 70 / 90 m² à ORAN - Contacter le 0660.83.05.17 - Prix Max. 30.000 DA

■Vds Appart F4 - 2^{ème} étage Cité Lobet. 96 m². Double façade. Acté - Vds petit Haouch R+1 - 50 m² dans une impasse à Victor Hugo - Tél : 0555.82.99.85 - 0561.32.40.00

■Vds Appart 3 Pces. Cuis. SDB - au 1^{er} étage - Ensoleillé - Acté + Livret foncier - Bien situé à Haï Saâda ex-Brunie - ORAN - 2 façades - Prix après visite - Tél : 0672.54.46.38

■Loue - Vends ou Echange à Es-Sénia : 2 Pces - Cuis. SDB au RDC d'un Immeuble de 2 étages (entrée individuelle) - Acté et libre de suite pour habitation - commerce ou bureaux - Tél : 0771.41.54.16

■Loue bel Appart F4 Cité Radieuse - Maraval - 2^{ème} étage. Très bon voisinage. Parking sécurisé H.24 - Loyer 33.000 DA/mois - 0550.75.80.02

■Vends F4 - RDC - 85 m² - Bd Dr Benzerdjeb - Plateau - ORAN - Tél : 0795.41.18.09

■Vds beaux Appart F3 : 114 m² et 77 m². Dalle de Sol - Faïence 1^{er} choix. Faux plafond. Portes et Fenêtres Mischler - Parking S/Sol - Haï Bendaoud face Station d'Essence 4^{ème} Périphérique Bir El Djir - Tél : 0790.54.54.89 - 0553.51.49.00

■Vends F3 - Acté - à ARZEW - Zabana - 02 Balcons. Vue sur mer. Bon voisinage + Comité d'entretien avec toutes commodités avec Ascenseur - Tél : 0560.13.37.42

■Vaste Appart 16, Av Loubet. 223 m². 7 Pces. Refait à neuf. Magnifiques cheminées. 5ème étage vue mer. Imm. bon état - 30 MDA - Tél : 0660.37.07.83

■A vendre Appart - Acté - Haut standing F4 - 98 m² - Entrée individuelle sur le 4ème Périphérique (Es-Sabah) - Tél : 0556.77.72.90

VILLAS

■Vends M.M. au bord de la mer (pieds dans l'eau) à Claire-Fontaine (Aïn El Turck - ORAN) - Tél : 0780.05.69.31 - 0779.55.51.58

■Vends : Maison R+1 à Mahdia (Oued Tiélat - ORAN) 120 m² - Actée - (Eau. Gaz. Elect. Inter.). PO 11 - PD 13 + Maison à Seddikia. 2 Faç. R+2. 325 m². PO 5,5 M - PD 6 M - Tél : 0540.29.29.39

■A vendre : Villa à Bir El Djir. 150 m². R + 1 + Lot Terrain à Maraval 250 m² + Duplex 260 m² F6 à Maraval - 0552.85.59.80

■A vendre Hawche 70 m² à HASSI BOUNIF - Tél : 0796.46.08.23

■A vendre Maison (Superficie 250 m²) 03 façades, en face Hôpital Pédiatrie Canastel (Rue Khemisti) N° 264 avec 5 locaux commerciaux - Tél : 0550.46.08.68

■Vds petite Maison - Actée - Sup. 100 m². Double façade : 2 chambres + salon + cuisine + SDB + WC + Garage - Située à Aïn Beïda (Terminus) ORAN - Tél : 0771.42.19.40 - 0561.10.68.09

■Vends à ORAN Protin : Villa 315 m². 15 m de façade. Sans vis-à-vis. 3 P. C. + salon + séjour + hall + garage 2 V + hammam + bache eau + courette + jardin - Tél : 0554.33.42.25

■Vds à NIGRIA CEM : 2 Villas R+1 avec piliers. RDC habitable. 272 m². Viabilisées - Façade 13,5 m - 2 garages - 2 baches eau - Tél : 0560.35.27.09

■A vendre M.M. 60 m² Vieux Bâti. 10 m de façades, sise à la Rue Pomel à 30 m de la Rue Mirauchaux. C.-Ville d'ORAN - 0771.56.07.22 - Heures de bureau - SVP curieux et intermédiaire s'abstenir

■Bur. d'Affaires Maraval - 041.21.36.69 - 0555.44.41.72 - Loue : Niv. Villa St Hubert 3,5 U - F5 Maraval 1^{er} étg. 6 U - Villa Gambetta 500 m² - M.M. Choupot 4 U - Local 70 m² Maraval Tribunal 3,5 U - Gd Local Choupot 4 U

■AG. NADJET. Vend M.M. : 152 m². R+1 + cour. Actée 1,1 U - 100 m² RDC. 2 F. Actée 1,50 U centre Boutlélys - 0552.98.13.81 - 0550.19.61.08

■Vente Villa Top R+2 - 220 m² avec 2 suites, 3 Pces, 2 salons, 1 séjour, 2 salles d'eau, chauffage central, piscine, jardin, garage, cuisine équipée - Canastel - ORAN - Tél : 0796.34.34.47 - 0774.00.03.48

■Vds Villa (ORAN-Rocher) R+1 - 218 m² - Actée - RDC : Hall. Salon 34 m². Séjour. Cuisine. Garage, WC et SDB. Jardin - 1^{er} étg. : Hall. Salon. 3 Chambres. SDB - 2^{ème} : Terrasse - 0555.55.32.94 - 0771.12.70.36

■Vds / Ech. Haouch F3 : 70 m². A. Lotfi. 5ème et dernier étage. Bon voisinage. Aménagé. Armoire encastrée. Clim. Chauff. Placard. Tél. Cité clôturée - Acte + L.F. - 0553.33.80.69

■Vds Villa la Lofa 380 m². Double façade. 220 m² Construit 3 Niv. + Jardin - Hammam - Chauff. Cent. - Clim. - Endroit résidentiel et ensoleillé - Tél : 0770.65.81.65 - Visite à partir de 18 H

■A vendre Maison - Actée - Sup. 315 m² - 2 façades - Bien située à Bousfer-plateau - Tél : 0658.14.92.96

■W. RELIZAIN : Vds Villa avec Bain public en activité. Très moderne habitation au 1^{er} étage - Sup. 420 m² - Tél : 0674.40.04.25

■S.B.A. : Vds Villa 200 m² - R+2 - 2 Faç. - 6 Pces + 2 salons + 1 suite + cuisine américaine + 2 Gds halls + garage + Haouche + 02 terrasses + Hammam + 3 douches + 3 sanitaires. Chauff. Cent. + Climat. - Tél : 0791.94.91.62

■Vends Cabanon bien situé à Oued El Halout - W. AÏN TEMOUCHENT - 2 façades - 92 m² - Prix offert : 720 U - Tél : 0556.74.80.24

■Vends Villa - Acté - 126 m² - Double façade - R+1 + terrasse - Finie à 80% - Très bien située à Coop. Panorama - Belgaid - Tél. 0559.74.65.68

■Vends villa double façade 130 m². - Salon - Cuisine - 2 SDB - Toilettes - Garage - 4 Chambres - Terrasse accessible 1 pièce - Coop. Djazairia à côté Dispens. Haï Daya - Tél : 0558.96.27.95 - 14 h 20 h

■A vendre Immeuble. Sup. 635.45 m². Route Nationale ZAHANA - 29 Km d'ORAN - Tél : 0771.56.42.06

■A vendre Villa Actée - R+1 - à Choupet en face jardin - 216 m² - 5 Pces + salon + garage 62 m² commercial + petit jardin et cour - Tél : 0773.33.45.50 - 0558.02.63.34 - 0557.00.09.14

■Vds M. Maître - Actée - à Aïn Beïda. R + 1 + terrasse. 3 Pces. Gd salon. Cuisine. SDB. Bache Eau. Garage. 2 Cours - Possib. d'extension - Route goudronnée - à 100 m du Lycée - CEM - Primaire - Tél : 0778.21.01.80

■Vends au Camp 5 (BETHIOUA) une Habitation de 320 m² - Actée - Composée d'un R+1 et d'un Bungalow avec garage, 2 salons, Hammam, 6 pièces, 2 SDB, 2 cuisines, cour et jardin - Tél : 0790.44.01.47

■Vends / Loue Villa 125 m². 1 Faç. RDC : Garage - Salon + SDB + WC - 1^{er} étage : 3 Chambres - Cuisine - Douche + WC - 2^{ème} étage : entourage - à BENFREHA. W. ORAN - Tél : 0550.02.53.49

■Vends villa double façade 130 m². 3 Niveaux - Salon - Cuisine - Toilettes - Garage - 4 Chambres - Terrasse accessible 1 pièce - Coop. Djazairia à côté Dispens. Haï Daya - Tél : 0558.96.27.95 - 14 h 20 h

■Vds / Loue Maison 140 m² (7 x 20 m). Local R+3. Niv. finie à 100 %. Faç. vitrée 1^{er} et 2^{ème} surface libre. 3^{ème} : 3 Pces à ORAN. Maraval Rue Zaoui Med pour activité commerciale + 32 Rideaux électriques - 0661.76.10.32

■Vends Maison centre ORAN sur terrain 900 m² - Acté - 3 façades : 12 m, 26 m, 43 m - 0554.61.96.16 - 0672.41.78.50

■Loue pour société ou particulier Villa R+1 + garage, dotée de toutes commodités et équipée à Cap-Falcon (ORAN) - N° Tél : 0665.10.56.26

■Vends Maison de Maître 140 m² - Actée - R+1 avec bache d'eau et garage - située aux environs de REM-CHI (Boukyou) - Tél : 0554.27.72.10

■TLEMCCEN : Vends Maison 2 niveaux 143 m² Lotissement Yellès Aïn El Kelb - Kiffane - Tél : 0549.12.93.01

■MASCARA - Vends villa 2 façades - 269 m² - Garage - 1^{er} étg. : Gd Cuis. + Salon + Gd Hall + 2 Pces + SDB - 2^{ème} étg. : Haouch + 4 Gdes Pces + Terrasse - Tél : 0799.62.92.32

■TLEMCCEN : Vends Maison 3 niveaux 195 m² Lotissement Yellès Aïn El Kelb - Kiffane - Tél : 0549.12.93.01

■Vends Villa à la Cité FORAT Millenium - ORAN - R+2 avec cour - 2,9 Négociable - Tél : 0557.00.27.97

■Vends M.M. - Finie - 130 m² à Barki - ORAN - Tél : 0556.08.02.39

■A vendre villa R+1 à GDYEL à côté de la Daïra - 120 m² - Actée - Contacter le : 0792.47.12.32 ou bien 0551.70.08.51

■Vends / Echange M.M. - R+1 - Actée : 4 Pièces - Gd Salon - Cuisine - SDB - WC - Local - Gd garage - Terrasse - Mers-El-Kébir - ORAN - Tél : 0561.71.71.39

■Affaire à saisir : Vds superbe Villa (Hte Gamme) récente. Actée. 2300 m². 3 façades - R+1 - Très Gd Jardin - Gde piscine - Equipée - Bien située à Belgaid - Vente au prix de terrain au m² - Tél : 0553.30.96.60

■Vds M.M. à Sidi Chahmi - Actée - 228 m². 150 m² Bâti : 3 Pces. Salon. Cuisine. Douche. Garage. B. Eau. Cour - 1ère dalle et entourage - 0776.47.86.98 - 0794.97.55.99

■A vendre Carcasse 260 m² - 15 m Faç. 17,5 M. 210 m² de dalle. 26 piliers et jardin - Située à Hassi Ghalla-Village Isawi Bouziane - Tél : 0772.37.00.06

■Vds Maison. RDC : 3 Pces. SDB. Cour - 1^{er} : Gd Sal. Balcon. Gde terrasse - Sup. 97 m² - Actée + L.F. - P. 920 U fixe - Offre valable jusqu'au 30/09/15 - Tél : 0551.69.19.36 - à Sidi Chahmi 10 min d'Oran

■A vendre Villa à Boutlélys Cité CNEP - R + 2 étages - 140 m² + jardin. 2 Gds salons + 4 Pces + cuisine + 2 salles de bain + garage + 2 terrasses - Bache d'eau - Tél : 0791.95.58.34 - Prix après visite

■Vds Villa à Es-Sénia Cité 23 Octobre à côté de Gendarmerie. 250 m². R+1. Finie. Dans un quartier calme, goudronné, proche de toutes commodités - Tél : N° 0770.87.40.84

■Vends en FRANCE à 100 Km de Paris pour Investisseur : Maison 2 niveaux composée de 4 Appartements et 04 Garages - Bien située centre-ville - Superficie 1.200 m² - Contacter : 0555.06.05.20 / 00.33.684.071.360

■A vendre Villa 210 m² à Fernandville - ORAN : 4 pièces, 2 salons, cuisine équipée + séjour - Hammam + salle de bain - cour et avant-cour - Sous-sol pour 5 voitures - Tél : 0559.88.53.03

■SAÏDA - Vends grande Villa avec commerces en 2 Livrets Fonciers - Livret 1 : 3 Salons. 2 Cuisines. 6 Pièces. Cave et Grenier - Livret 2 : 2 Apparts + Boulangerie et Epicerie en activité et 3ème Gd Magasin. Bien situés centre-ville. Possibilité de vendre séparément - Tél. 0661.23.74.77 - 048.51.71.89

EMPLOIS

■Photographe cherche Infographe - Expérience - Tél : 0553.73.25.56

■SARL BENICHOUGRANE PLAST MASCARA recherche : 02 J.H. Machinistes en plastique / 01 J.F. âgée de 30 ans et + / Aide Comptable maîtrisant l'outil Infor. et les langues étrang. Exp. Exigée - Envoyer le C.V. au Site Web : benichougraneplast.com - email : benichougraneplast@yahoo.fr

■Un Laboratoire de Contrôle de la qualité à Loran-Est recrute un (e) Ingénieur expérience en Contrôle de la qualité. Expérience exigée de plus de 05 ans - Envoyez votre CV au : afakcontrol@yahoo.fr

■H. 50 ans, Ingénieur Commercial, véhiculé et disposant d'un local pour stockage, cherche Représentation d'une entreprise ORAN - Tél : 0550.83.04.43

■TLEMCCEN : Agce publicité recrute Jeune Fille ou Femme maîtrisant le français et l'informatique - N. Terminal ou T.S. - Tél : 0552.30.21.19

■Atelier cherche des Couturières et Finition à ORAN - Tél : 0770.33.92.95

■Société privée recherche pour ses structures de ventes des Candidats pour les postes de Commerciaux et Assistante de direction - Envoyez votre CV : recrute@afic-sport.com

■Magasin détails centre-ville recherche Vendeuses qualifiées ayant expérience, maîtrisant l'outil informatique - Envoyer CV par e-mail : as.recrute@gmail.com

■Magasin détails centre Aïn El Turck recherche Vendeurs et Vendeuses qualifiées ayant expérience, maîtrisant l'outil informatique - Envoyer CV par e-mail : as.recrute@gmail.com

■Je cherche une Femme mûre et responsable pour garder mes Enfants et faire le Ménage - Contactez-moi sur le 0540.85.16.57 à ORAN

■Salon à ORAN cherche Coiffeuse expérimentée - Tél : 0770.88.41.58

■Sté à ORAN recrute pour le compte d'un groupe français Téléconseiller maîtrise parfaite de la langue française et outil informatique - Envoyer CV à : recrutement@marketel-algerie.com

■Société de Taxi EL YAOUMI recrute des Chauffeurs de Taxi diplômés avec expérience - Adr : Haï El Yasmine II - ORAN - 0560.08.32.07

■Particulier cherche une Nourrice pour Bébé de 4 mois qui se déplace au domicile - Expérience exigée - Envoyez CV au : 041.61.76.17

■Pharmacie à Hassi Bounif cherche Vendeur ou Vendeuse habitant les alentours. Assurance sociale, horaires flexibles et salaire intéressant - Contacter : 0665.70.61.69 - betega69@yahoo.fr

■Clinique cherche un Médecin Spécialiste en Radio - Diagnostic pour son Service de Radiologie - Contact Tél : 045.80.28.82 - Mobile : 0770.45.25.37

■Sté à ORAN recrute une Commerciale - Expérience exigée - Apte à se déplacer - Envoyer CV + photo par email : cvrouxoran@yahoo.fr

TERRAINS

■A vendre Lot de terrain 80 m². 2 façades avec dalle et entourage à Tamazourat (Saint Maur) - Acté - Prix offert 330 U - Tél : 0552.28.94.84

■Vends 2 Lots de terrain 2.000 m² - 10.000 m² à El Hmadna - W. RELIZANE - Tél : 0553.63.49.29

■Ag. Le Gd Bleu - 0668.95.22.02 - Vd : 54 Ha à Ghellal (TEMOUCHENT) - 10 Ha Tiélat - 3 Ha + 4,80 ha à Madagh (ZET) - 2,5 Ha à Ain Kerma + 6.800 m² ZET Cap Falcon

■AG. NADJET. Vd Terrains : 127 m² Acté 300 U Sidi Bakhti - 120 m² Acté 220 U Rouaiba - 130 m² 2 F. Acté 650 U Boutlélys - 220 m² Acté 390 U Bredia - 0552.98.13.81 - 0550.19.61.08

■AG. NADJET. Vd Agricole : 5 Ha + puits 15,50 U Aïn El Beïda - 5 Ha + datte + olivier 250 U + 3 Ha + hangar 180 U Boutlélys - 3 Ha Acté 180 U El Ançor - 1 Ha 40 Ares Acté 650 U Bredia - 1 Ha 650 U Braya - 0552.98.13.81 - 0550.19.61.08

■A vendre Lots de terrain de 100 m² à 220 m² - Actés et viabilisés totalement à BOUFATIS - Prix intéressant - Tél : 0552.13.04.97 - 0555.91.58.42 - de 9 H à 18 H

■BENI-SAF - A vendre Terrain 172 m² (2 façades) situé près station d'essence, à 200 m de la plage - Acté et Livret foncier - Tél : 0772.53.46.59

■Vends Lot de terrain 200 m² - 2 Façades - à Merika (PORT-SAY) ou Echange contre MERCEDES E250 Année : 2011 - 2012 - 2013 + Complément - Tél : 0556.74.80.24

■Part vend 03 Lots mitoyens superficie globale 724 m². 03 Faç. - Lot 1 : 1 Fac. 180 m² - Lot 2 : 2 Faç. 234 m² - Lot 3 : 2 Faç. 310 m² - Ad : Coop. En Nasr - Bir El Djir - ORAN - Prix : 90 M/m² (Ferme) - Tél : 0770.35.40.50

■Vends Terrain nu 280 m² avec vue sur mer - Bahara / Ouled Boughalem / ACHACHA - MOSTAGANEM - Prix demandé 15.000 DA/m² - Mobile : 0542.60.48.03

■Part vend un Terrain de 247,5 m² (15 x 16,5)

■ Vends / Echange Magasin équipé en Pizzeria. Toutes commodités (Four - Clim - Plasma - Tables - Chaises...). Sup. 45 m² - au 100, Rue de Mostaganem - ORAN - Tél : 0790.54.54.89 - 0553.51.49.00

■ SIDI BEL ABBES - Location d'un Hangar de 1.500 m² qui peut être extensible au double (3.000 m²) : Eau - Elect. - Sol en béton - Etanchéité - Administ. R+1 - Caméra de surveillance... Prix après visite - Courtier s'abstenir - Tél : 0541.83.11.77

■ A louer ou à vendre Local 30 m² 26.000 m ou 600 U et Local 40 m² plus soute bien aménagé 52.000 Da ou 1,5 MD centre-ville ORAN - 0798.67.94.69 / 0555.18.33.09

■ Vends Local commercial à Akid Lotfi - Superf. 305 m² et compris l'entresol avec 2 Entrées - Intermédiaire s'abstenir - Tél : 0541.64.29.78 - à partir de 11 H 00

■ Loue un Local 200 m² - 4 m Haut. avec un grand portail - Acté - Peut convenir un Dépôt - Adr.: Sidi Maârouf côté Zaouia près d'usine de soulier - Tél : 0771.15.64.58

■ Espace à louer Rez-de-chaussée avec Souterrain vitré - Superficie 200 m² villa en face tribunal Cité Djamel - Tél : 0673.81.15.83 / 28.97.32

■ Loue Dépôt 1.000 m² bien situé avec 350 m² couvert centre-ville ORAN - Contacter : 0661.21.24.08

■ Loue Local climatisé, bien situé, rue commerçante Haï Daya avec façade. RDC 100 m² + étage 100 m². Bien aménagé pour tout commerce - Contacter : 0661.21.24.08

■ Loue Bureau double façade vue panoramique conception en mur rideau, 2^{ème} étage, bien aménagé. Superficie 100 m² - Contacter : 0661.21.24.08

■ Loue Local commercial. RDC : 150 m² - 1^{er} étage : 180 m² - Gambetta - Tél : 0661.20.66.32

DIVERS

■ Restaurant cherche Associé de métier ARZEW - Tél : 0559.82.79.95

■ Société privée à MASCARA vend une Chaîne Complète de Limonaderie de marque CORTELLAZI 36 Becs. Renouvelée à neuf + 4.000 Caisse avec bouteilles - Tél : 0777.04.42.79 / 0660.48.49.32

■ Nomades pour Spécialiste au Maritime informe sa clientèle de l'ouverture de la saison estivale ORAN / ALICANTE et ORAN / MARSEILLE - 041.30.14.01 - 041.30.30.08

■ Homme Plâtrier Décorateur avec 14 ans d'expérience, style français et marocain : Offre ses Services - Tél : 0669.79.72.81 / 0774.96.76.66

■ Cherche Matériel de Pressing bon état pour Achat - Tél : 0549.66.47.58

■ A vendre Machine à crème CARPIGIANI très bon état - Tél : 0771.27.40.91 - 0559.04.02.69

■ Vds Groupe électrogène 450 KVA PERKINS Silencieux - 0662.00.90.92

■ A vendre 2 Chambres froides « Positif » et « Négatif ». 60 m³ chacune à bon prix - Peu servi - Tél : 0771.69.32.61

■ L'école EL HAYAT SCHOOL informe les parents désireux inscrire leurs enfants dans les cycles PR - Moyen et Secondaire que les inscriptions se feront sur le site : www.elhayat-school.dz

■ Décoration moderne et classique en Plâtre pour Plafonds et Murs - Décoration Façades en Monocouche. Grifée. Mouchetée. Pierre... Gros Oeuvres et Maçonnerie Gle - Fourniture et Pose - Tél. 0770.42.47.57

■ A vendre un Massicot POLAR ouverture 115 avec Table soufflante. Bon état - Tél : 0770.52.30.81 / 0669.42.77.60

■ Vends Plastique recyclé PEHD et PEBD Polyéthylène Haute Densité et Basse Densité pour Tuyaux PE 100 et PE 80 et Film plastique - Tél : 0771.67.35.35

■ Cause Retraite : Vends Agence de voyages Agréée - Email : voyagesshassane@yahoo.fr


■ A vendre Broyeur italien marque PREVIERO - Puiss. 120 CV. MV 508 - avec Refroidisseur pour PET - PEHD - PVC - Excellent état - Rotor plein - Tél : 0555.69.66.69

■ Vends Ligne d'Extrusion neuve de PVC : 1 Extrudeuse - 2 Bacs de refroidissement - Coupeuse - Tireuse - Balancier - Tulipeuse + Outillage - Contacter : 0661.21.24.08

PENSÉE
A la mémoire de mon frère
BESBACI Khaled
Le 11-04-13.
Deux ans se sont écoulés depuis que tu nous as quittés à tout jamais pour un monde meilleur. Ton papa Abdelkader, ta maman, tes frères et tes sœurs et toutes les familles BESBACI et SASSI prient Dieu pour qu'il t'accueille dans Son Vaste Paradis.
Repose en paix mon frère.

PENSÉE
(1933 – 2009)
Mme Hadja BERRAHAL BADRA
Epouse Hadj AOUMEUR
MILOUD.
Repose en paix Maman.
Nous demandons à tous ceux qui l'ont connue, d'avoir une pieuse pensée pour elle.
Tes enfants


PENSÉE
Triste fut le mois d'Avril où nous ont quittés à jamais nos parents :
Notre cher père **BENMAAMAR MOHAMED** le 09/04/2010
et notre chère mère **GUERMOUCHE ATIKA** le 03/04/2014,
laissant un très grand vide derrière eux.
Que Dieu les accueille dans Son Vaste Paradis.
Leurs enfants : **KAMEL - CHOUKI - MOURAD - M'HAMED ABDOU - KAMILA - YAMINA - SAMIBA - LILA**
sans oublier tous leurs petits-enfants



SPA au capital de 30.000.000 DA

Société de Gestion des Participations de l'Etat – Travaux Publics

ENTREPRISE PUBLIQUE DES TRAVAUX ROUTIERS D'ORAN
37, AVENUE DES MARTYRS DE LA REVOLUTION – ORAN
(041.35.46.01 & 041.35.18.78 – Fax : 041.35.47.83
e-mail : eptro-spa@hotmail.fr



Dans le cadre du renforcement de ses structures administratives et techniques, l'Entreprise publique des travaux routiers EPE EPTRO SPA sise à Oran, 37 Avenue des Martyrs de la Révolution, lance un Appel à Candidature pour les postes suivants :

A - Postes de Responsabilité

- ✓ 02 Ingénieurs d'Etat en Travaux Publics ou Génie Civil option Voies et Ouvrages d'Arts.
- ✓ 01 Ingénieur d'Etat en Génie Mécanique.

Expérience professionnelle exigée : Minimum Cinq (05) ans.

B - Postes ordinaires

- ✓ 02 Conducteurs de Travaux en TP.
- ✓ 02 Conducteurs de Niveleuse.

Envoyer CV détaillé par Fax : 041 35 47 83 ou par E-mail : eptro-spa@hotmail.fr

Grande Société de Distribution de Carburant Recrute pour son antenne à Tlemcen

1- Chef de Service Commercial

- Profil universitaire
- Expérience de Dix (10) années dans le domaine
- Age requis de 40 ans minimum

2- Chef de Service Comptabilité

- Profil universitaire
- Expérience de Dix (10) années dans le domaine
- Age requis de 40 ans minimum

3- Comptable

- Diplôme de C.A.P. - C.M.T.C. ou Universitaire
- Expérience de Cinq (05) années dans le domaine
- Age requis de 30 ans minimum

N.B./

- LES POSTULANTS DOIVENT RESIDER DANS LA WILAYA DE TLEMCEN
- IL EST OFFERT DES SALAIRES INTERESSANTS & MOTIVANTS
- Lettres de motivation plus C.V. à adresser à **B.P. N° 363 Imama Tlemcen**



MOBICAM
Fabricant de tous types de meubles

Les bonnes affaires du début de l'année 2015
Pourquoi payer plus cher ?!



Promotion Chambre à coucher
La qualité au meilleur prix.

95000 Da
~~107000 Da~~



72000 Da
~~75000 Da~~

Garantie 2 ans



Meuble Télé avec tiroirs
27000 Da
~~22500 Da~~

Armoire pour chambre individuelle
17500 Da
~~12000 Da~~

SHOW ROOM & BUREAU COMMERCIAL 04, RUE MEMPHIS (FACE AU PORTAIL ÉCOLE BEN ABDERRAHMANE), GAMBETTA - ORAN
TÉL. & FAX: 041 53 44 26 / 041 53 26 94
MOBILE: 0550 48 11 99 / 0560 09 78 10 / 0770 87 52 40 / 0770 86 50 30
WWW.MOBICAM-DZ.COM / CONTACT@MOBICAM-DZ.COM

SHERATON ORAN HOTEL RECRUTE

1. Adjoint (e) Responsable des Achats
2. Responsable Centre Fitness
3. Agent de Recouvrement
4. Assistant (e) administratif (e)
5. Réceptionniste
6. Standardiste
7. Bagagiste
8. Hôtesse d'accueil
9. Femme / Valet de chambre
10. Plongeur
11. Magasinier

Et pour la saison estivale : Mai - Septembre 2015

- 1 - Serveur (se)
- 2 - Maître-nageur
- 3 - Plagiste
- 4 - Pizzaiolo

Profil :
Très bonne maîtrise de la langue Française
Très bonne maîtrise de la langed Anglaise (poste 2, 4 et 5)
Disponible et apte à travailler Jour / Nuit
Résidant à Oran

(H / F) Faites-nous parvenir votre candidature ;
Par email : oran.recrutement@sheraton.com



Sheraton



OPHTALMOLOGIE: CORRECTION DE LA MYOPIE
New

Un Laser pour la myopie,
de toute dernière génération de ZEISS, Germany combine pour la première fois dans le monde
2 Femtosecond Lasers utilisant la technique du RELEX pour créer le capot cornéen et le lenticule cornéen en même temps afin de corriger la Myopie et l'Astigmatisme. Aujourd'hui, il est à votre disposition à la

CLINIQUE DE LA VISION
63, Blvd les Castors, ORAN.

Contactez le Secrétariat du Dr CHIALI

Mob : 0777.87.49.91 / 0553.73.86.36
Tél : 041.46.51.33/38
Fax : 041.46.75.42

Classement FIFA

L'Algérie perd trois places

L'Algérie a perdu trois places au classement de la fédération internationale de football (FIFA) du mois d'avril 2015 publié jeudi pour reculer à la 21e position, mais reste dominante sur le double plan africain et arabe. Sur la scène africaine, l'Algérie est suivie par la Côte d'Ivoire (23e, -3), championne d'Afrique en titre au mois de février. Le Ghana est classé troisième sélection africaine et perd deux places pour occuper la 26e position sur l'échelle mondiale. La Tunisie recule elle aussi à la 30e place (-5).

Les hommes de Christian Gourcuff ont joué deux matches amicaux, contre le Qatar (défaite 1-0) et Oman (victoire 4-1) à Doha (les 26 et 30 mars). Quant aux adversaires des Verts dans les éliminatoires de la coupe d'Afrique des nations-2017, ils occupent les positions suivantes : Ethiopie (101e, +1), Lesotho (122e, -2) et Seychelles (189e, -9). Et suite à la période internationale qui a vu s'affronter la plupart des grandes

nations de la planète football, de nombreux changements notables sont à signaler au-devant du tableau. Si l'Allemagne, championne du monde en titre, conserve sa première place malgré des résultats moribonds et que l'Argentine la talonne toujours, la Colombie a perdu sa place sur le podium au profit de l'irrésistible Belgique. Dans le même temps, le Brésil profite de sa belle victoire sur l'équipe de France pour gravir une place (5e, +1). L'Espagne (10e, +1) et la Suisse (9e, +3) réintègrent le Top 10 au détriment de la France (11e, -3) et de l'Italie (13e, -3). A noter également le joli bond réalisé par l'équipe d'Angleterre qui sort la tête de l'eau et prend trois places ce mois-ci (14e), grâce notamment à sa victoire 4-0 face à la Lituanie et à son match nul en Italie (1-1) en amical. Enfin, le Pays de Galles réalise la belle opération du moment en glanant la 22e place au classement FIFA (+15 places, le meilleur total de son histoire).

Real Madrid - Kross et Rodriguez suspendus et Bale incertain

Ancelotti pourra compter sur Ronaldo

Cristiano Ronaldo a obtenu l'annulation du carton jaune reçu mercredi contre le Rayo Vallecano (2-0) et sera disponible samedi avec le Real Madrid contre Eibar en Championnat d'Espagne, a annoncé hier son club. L'attaquant portugais avait été averti pour simulation dans la surface alors que, selon les images vidéo, il avait bien été accroché par un défenseur adverse.

Ce carton, son cinquième de la saison, entraînait automatiquement une suspension d'un match pour accumulation. Mais après appel du Real, le Comité de compétition de la fédération espagnole (RFEF) s'est prononcé en faveur du Portugais et

a «annulé l'avertissement arbitral adressé au joueur», a fait savoir le club dans un communiqué.

La présence de Ronaldo est une bonne nouvelle pour son entraîneur Carlo Ancelotti, qui sera privé cet après-midi au stade Santiago-Bernabeu de Toni Kroos et James Rodriguez, suspendus pour accumulations de cartons jaunes, et peut-être aussi de Gareth Bale, incertain après un pépin physique. Le Real Madrid, deuxième de Liga (70 pts), espère refaire ce week-end une partie de son retard sur le FC Barcelone, leader (74 pts) en danger sur la pelouse de Séville ce soir pour la 31e journée.

Nice

Le Sénégalais Souleymane Diawara écroué à Marseille

Le défenseur sénégalais de l'OGC Nice (Ligue 1), Souleymane Diawara a été écroué à la prison des Baumettes à Marseille dans le cadre d'une information judiciaire ouverte par le parquet de Digne, a-t-on appris hier de source proche de l'enquête. Souleymane Diawara a été interpellé dans le cadre d'une enquête sur une affaire d'escroquerie dont le joueur aurait été victime et pour laquelle il a tenté de se faire justice lui-même, selon cette source confirmant une information de la Provence. Plusieurs personnes sont impliquées, outre le joueur, qui après avoir été «victime d'une arnaque» s'en serait pris à un homme habitant la région de Forcalquier (Alpes-de-Haute-Provence), a-t-on encore

indiqué la source, sans préciser la nature de l'arnaque ni de l'agression. L'ex-international Souleymane Diawara, 36 ans, a été formé au Havre avant de jouer à Sochaux (2003-2006) et Bordeaux (2007-2009). Mais c'est surtout comme défenseur central de l'Olympique de Marseille qu'il a étoffé son palmarès, remportant notamment un championnat (2010) et deux Coupes de la Ligue (2010 et 2011).

Après cinq saisons à l'OM, qui a décidé de ne plus jamais attribuer son numéro 21 pour lui rendre hommage, Diawara avait rejoint l'OGC Nice en 2014. Il a disputé 14 matches de championnat avec le club, actuel 13e de Ligue 1 à sept journées de la fin de la saison. ?

FC Barcelone

Rupture avec Dani Alves ?

Libre en juin prochain, Daniel Alves (31 ans), le latéral droit international brésilien du FC Barcelone, va-t-il rempiler ? Dans des propos relayés par la presse espagnole, sa représentante fait le point sur la situation de l'ancien joueur du FC Séville, régulièrement envoyé (à tort ?) du côté du Paris Saint-Germain. « Nous ne sommes parvenus à aucun accord avec le FC Barcelone, a expliqué Dinorah Santa Ana, qui aurait réclamé une prolongation de trois ans avec des conditions identiques. Nous avons une autre proposition

d'un autre club pour trois ans, plus une en option. Mais nous aurions aimé poursuivre avec Barcelone. Ils nous proposaient l'option d'un an, prolongeable d'année en année jusqu'à trois ans, en fonction des matches disputés, mais ce n'était pas possible.

Dani est triste. Si c'est vraiment leur dernière offre, nous ne l'accepterons pas et ce sera terminé. Le joueur espérait davantage du club. » Ces dernières semaines, le Brésilien a aussi été annoncé à Liverpool et à Tottenham (notamment).

Championnats européens

Espagne - 31e journée Aujourd'hui

(15h00) Real Madrid - Eibar
(17h00) Malaga - Atletico Madrid
(19h00) Séville - FC Barcelone
(21h00) Almeria - Grenade
Celta Vigo - Rayo Vallecano

Dimanche

(11h00) Getafe - Villarreal
(16h00) Espanyol - Athletic Bilbao
(18h00) Real Sociedad - La Corogne
(20h00) Cordoue - Elche
Lundi (19h30)
Valence - Levante

Angleterre - 32e journée Aujourd'hui (15h00)

Southampton - Hull
Sunderland - Crystal Palace
Tottenham - Aston Villa
West Bromwich - Leicester
West Ham - Stoke
(12h45) Swansea - Everton
(17h30) Burnley - Arsenal

Dimanche

(13h30) Q. PRangers - Chelsea
(16h00) Man United - Man City
Lundi (20h00)
Liverpool - Newcastle

Allemagne -28e journée Aujourd'hui (15h30)

Bayern Munich - Eintracht Francfort
Mönchengladbach - Dortmund
Schalke - Fribourg
Paderborn - Augsburg
Mayence - Leverkusen
(18h30) Hambourg - Wolfsburg
Dimanche
(15h30) Cologne - Hoffenheim
(17h30) Stuttgart - Werder Brême

Italie - 30e journée: Aujourd'hui (17h00)

Parma - Juventus Turin
Genoa - Cagliari
(19h45) Hellas Vérone - Inter Milan
Dimanche (14h00)
Atalanta - Sassuolo
Lazio- Empoli
Naples - Fiorentina
Torino - AS Rome
Udinese - Palerme
(11h30) Cesena - Chievo Vérone
(19h45) AC Milan - Sampdoria

France-32 e journée Dimanche (16 h 00)

Lens-Lorient
Rennes-Nice
Evian T.G- Lille
Reims-Guigamp
Toulouse-Montpellier
(13 h 00) Saint-Etienne - Nantes
(20 h 00) Bordeaux-Marseille
Mercredi 15 Avril
(16 h 30) Lyon-Bastia
Mardi 28 Avril
(19 h 00) Paris SG- Metz

France - Finale de la Coupe de la Ligue PSG pour un premier titre de la saison, Bastia en quête d'exploit



Le Paris SG affronte Bastia, ce soir au Stade de France (20h00) en finale de la Coupe de la Ligue française, premier des quatre trophées que le club parisien vise avant la Coupe et le Championnat de France, voire la Ligue des champions. Paris, tenant du titre et détenteur du record des succès en Coupe de la Ligue (quatre), joue énormément. Paris a beaucoup de blessés (David Luiz et Thiago Motta manqueront samedi). Mais Paris n'a jamais semblé aussi impressionnant cette saison que depuis quelques semaines. Marseille, battu 3-2 à domicile dimanche dernier, et Saint-Etienne, corrigé 4-1 mercredi, peuvent confirmer. Comme si ça ne suffisait pas, les Bastiais vont en plus devoir gérer la colère d'Ibrahimovic. Trois buts contre Saint-Etienne mercredi, quatre matches de suspension jeudi, les chiffres de la semaine du Suédois sont spectaculaires. Et il n'aura pas la tentation de se ménager puisqu'il est également suspendu pour le quart de finale aller de Ligue des champions contre Barcelone mercredi et n'a plus, après la finale de samedi, qu'un match à son planning d'avril: le retour au Camp Nou. Face au calendrier surchargé du PSG, Laurent Blanc a suggéré mercredi qu'il alignerait face à Bastia l'équipe amateur du club. Il ne le fera sans dou-

te pas. Alors que peut bien espérer Bastia, dont le palmarès n'indique qu'un seul trophée, la Coupe de France en 1981? Un coup d'éclat comme celui qui lui avait permis de passer un mémorable 4-2 aux Parisiens il y a à peine trois mois est possible, mais c'était à domicile et Julian Palmieri ne marquera pas un doublé à chaque fois. «Les budgets, les salaires, les effectifs... Mais on s'en fout de tout ça. Sur une finale, ça ne veut rien dire. La meilleure façon de respecter les Parisiens c'est de leur marcher dessus», a proposé cette semaine dans le quotidien régional Corse-Matin le défenseur François Modesto. «Et si on gagne, on en parlera encore dans 100 ans!», a-t-il ajouté.

Modesto exagère à peine car Bastia joue peu de finales et les gagne rarement. En 1995, la première finale de la Coupe de la Ligue avait ainsi vu Bastia s'incliner 2-0 face... au PSG, et on parle encore dans l'île du but refusé à Drobnyak pour un hors-jeu imaginaire. Les Bastiais ne sont plus venus au Stade de France depuis 2002 et ça ne s'était pas très bien passé. Sur le terrain, la Coupe de France était revenue à Lorient (1-0) mais le match avait surtout été marqué par les sifflets des supporters corses pendant la Marseillaise. Alors le président, Jacques Chirac avait quitté furieux la tribune officielle.

France

Quatre matches de suspension pour Ibrahimovic

La superstar du PSG Zlatan Ibrahimovic a écopé jeudi de quatre matches de suspension ferme par la commission de discipline de la Ligue de football professionnel (LFP) pour ses insultes à Bordeaux le 15 mars. Le buteur suédois manquera les matches de championnat contre Nice, Lille, Metz et Nantes.

«Ibra», par ailleurs également suspendu pour le quart de finale aller de la Ligue des champions contre le FC Barcelone, peut néanmoins disputer la finale de la Coupe de la Ligue samedi contre Bastia puisque la sanction de ce jeudi ne prend effet qu'à partir du début de la semaine prochaine. Le meneur de jeu de

Marseille Dimitri Payet a lui été sanctionné de deux matches ferme de suspension. «Dans les deux cas, il s'agit de propos grossiers et injurieux à l'endroit du corps arbitral», a déclaré à la presse Sébastien Deneux, président de la commission de discipline. La commission de discipline n'a donc pas fait preuve de clémence envers le buteur du PSG. Le club peut toujours tenter un recours devant la commission d'appel de la Fédération (FFF).

Ibrahimovic ne s'est pas déplacé devant la commission. Il était représenté par son avocat Me François Klein, et le PSG par Olivier Létang, directeur sportif adjoint, et Romain

Voillemot, responsable juridique du club. Il était poursuivi pour les propos qu'il avait lancés le 15 avril à l'issue de la défaite parisienne à Bordeaux en championnat (3-2), comme «putain de trou du cul» ou «pays de merde», qui avaient suscité la réprobation d'une partie de la classe politique. «Ibra» était furieux que l'arbitre n'ait pas sanctionné une passe en retrait volontaire d'un Girondin captée à la main par son gardien.

L'attaquant de 33 ans avait rapidement présenté ses excuses, par communiqué et dans une vidéo, envers la France et les Français, mais pas vis-à-vis du corps arbitral.

L'attribution de la CAN

La CAF : une organisation à l'image des Etats qui la forment

Par Nasr-Eddine Lezzar*

Les arguments semblent convain-cants et la CAF a montré et con-firmé le piètre visage d'une or-ganisation minée par des mauvaises pratiques, gérée par un clientélisme de mauvais acabit. Quelques infor-mations circulent. Le représentant du Mali est un repris de justice qui vient juste de purger une peine d'emprisonnement pour escroquerie. C'est tout dire ! Il ne suffit pas, à nos yeux, de s'arrêter à ce triste épisode, car c'est toute la confédération, son histoire, son présent et son devenir qui doit-vent faire débat.

La nécessaire refonte des statuts : Les inamovibilités et le refus de l'alternance à la présidence, le siège et le secrétariat général :

Un président depuis 27 ans : de-puis 1988, bientôt trois décennies, Issa Hayatou préside aux destinées de cette confédération. C'est tout dire ! Issa Hayatou est né en 1946, il a 70 ans et occupe un poste qui requiert l'énergie d'une première jeunesse. Tout comme Blatter, un inamovible à la FIFA qui va vers ses 80 ans.

Le secrétaire général et le siège : un monopole égyptien Le secrétariat général, égyptien depuis cinquante ans

L'Egypte s'est accaparée de ce pos-te d'une façon indécente sa création. Une timide alternance a été enregis-trée récemment. Depuis 1982 (28 ans) le secrétaire général n'est autre que Mustapha Fahmy le fils de Mou-rad Fahmy qui a occupé le poste de 1961 à 1982 pour le léguer à son fils 1982.

Secrétaires généraux de la CAF de-puis sa création:

-Youssef Mohamed (Egypte) 1957-1958 -Mustafa Kamel Mansour (Egypte) -1958-1961 -Mourad Fahmy (Egypte) 1961-1982 - Mustapha Fahmy (Egypte). Ce dernier occupa ce poste stratégique de 1982 à 2010 c'est-à-dire durant 22 ans. Ce n'est qu'en 2010, cinquante-trois ans après sa création, que la CAF eut un non Egyptien comme secrétaire général, le Marocain, Hicham El Amrani.

Le siège : au Caire ad vitam aeternam

La Confédération africaine a été créée en 1957 sous l'impulsion de l'Egypte, l'Afrique du Sud, le Soudan et l'Ethiopie. Avec ces cinq pays, les statuts sont rédigés sur mesure et l'Egypte fut désignée pour en abriter le siège.

On avait adopté des statuts pour consacrer l'inamovibilité du siège et c'est comme ça que s'explique l'exi-gence d'une majorité améliorée pour un changement de siège (70 pour cents des voix) : il est facile pour l'Egypte quelles que soient les circons-tances de trouver le trente pour cent de la minorité de blocage.

L'Egypte garde, depuis, le siège de la Confédération.

1-Une subordination à la FIFA :

La CAF, l'Egypte et l'équipe du FLN: une page peu glorieuse. La trahison historique et indélébile

Dans son livre «Dribbleurs de l'in-dépendance, l'incroyable histoire de l'équipe de football du FLN algérien », publié en 2008, le journaliste fran-çais Michel Naït Chaâlal raconte une

page peu glorieuse de la Confédéra-tion africaine de football vis-à-vis de la glorieuse équipe du FLN. L'auteur commence tout d'abord par évoquer les circonstances difficiles qui ont en-touré l'épopée du onze national et enchaîne -nous reproduisons fidèle-ment ses propos : « le rôle de cette équipe (le FLN), outre le fait que la recette de ses matches sera versée dans les caisses du FLN, sera de por-ter les couleurs de l'Algérie ». Mais cette tâche ne sera pas facile. En ef-fet, la FIFA, sur demande de la Fédé-ration française de football (FFF), menace de sanctionner les pays qui disputeront des matches amicaux avec les coéquipiers de Rachid Mekhloufi. L'autre raison expliquant l'attitude de la CAF résidait, selon le journaliste français, dans le fait qu'un match contre la belle machine à jouer de l'équipe du FLN risquait de « re-mettre en cause la suprématie de l'Egypte sur le football africain ». L'équipe nationale d'Egypte qui ré-gnait en maître sur le continent avait remporté la première Coupe d'Afri-que des nations (CAN) disputée au Soudan à Khartoum en 1957. « Dans cette période de nationalisme exacer-bé, écrit Michel Naït Challal, une dé-faite face à l'Algérie, une formation de va-nu-pieds, sans reconnaissance officielle, serait du pire effet ». Cette position est une reddition honteuse, c'est vers l'Europe que l'Algérie se retournera alors qu'elle est abandon-née par les siens. « L'équipe du FLN se tourne vers l'Europe de l'Est et entame sa saga par une victoire de 4 à 1 sur le club croate de NK Rijeka, le 12 mars 1961.

Nous retrouverons l'inféodation de la CAF à la FIFA dans les statuts, no-tamment :

L'accès à la CAF subordonné au bon vouloir de la FIFA

L'acceptation de l'adhésion d'une association par la CAF est subordon-née à l'acceptation de celle-ci par la FIFA. Le respect de la souveraineté régionale exige d'inverser les règles : une association ne doit être acceptée par la FIFA que si elle est acceptée par la CAF. Curieuse subordination d'une organisation internationale non gouvernementale à une association commerciale de droit privé helvétique. La FIFA est une association inscrite au Registre du Commerce au sens des arts. 60 ss. du Code civil suisse (CCS).

A titre de droit comparé, les statuts de l'Union européenne de football association (Article 5) admettent les associations européennes qui ont leur siège dans un Etat indépendant re-conna par l'ONU. Entre une référen-ce à une organisation politique mon-diale et à une organisation commer-cante de droit privé, il y a des mon-des. La Confédération of North, Central American and Caribbean Asso-ciation Football est ouverte aux asso-ciations appartenant géographiqu-ement à l'Amérique du Nord, Améri-que centrale et Caraïbes. Aucune re-connaissance par une autre instance ou institution n'est exigée.

-Les statuts de l'Oceania Football Confédération ouvre ses portes, se-lon l'alinéa 2 de l'article, à toutes les associations nationales de l'Océanie. Aucun préalable de reconnaissance par la FIFA n'est posé. L'OFC pousse l'affirmation de son indépendance vis-à-vis de la FIFA par la consécra-

tion du statut de membre associé aux associations non reconnues par la FIFA et réserve le statut de membre à part entière aux associations recon-nues par cette dernière. L'Asian Foot-ball Confédération regroupe, selon son article 1, les associations en Asie qui sont membres de la FIFA. On re-trouve la formule de membre de la FIFA mais non la formule reconnais-sance par celle-ci. La Confédération sud-américaine de football pose aus-si le préalable d'adhésion à la FIFA. La ressemblance entre les régimes africains et sud-américains est con-nue. Il serait trop long de s'attarder ici sur ce point.

Dans son discours lors du dîner marquant l'ouverture de la 37^e assem-blée générale de la CAF à l'hôtel Four Seasons du Caire, le président de la FIFA a lancé d'emblée : « être en Afrique pour moi c'est être à la mai-son, c'est revenir chez moi ». Un propos corroboré à sa suite par le président de la CAF. « Cher Sepp, je tiens à le réitérer ici, en Afrique vous n'êtes jamais en territoire hos-tile et inconnu. Vous serez toujours ici chez vous, sur ce continent qui vous a adopté depuis 40 ans », a ren-chéri Issa Hayatou.

Un palmarès désolant : les mauvais précédents : Le Togo : « la CAF a craché sur nos morts ». La négation du droit au deuil

Quelques jours avant la fin de la Coupe d'Afrique des nations de foot-ball 2010 en Angola, Issa Hayatou se retrouve au cœur d'une polémique. Suite à la fusillade subie par l'Équi-pe du Togo de football le 8 janvier 2010 à la frontière entre l'Angola et la République du Congo qui fera 2 morts et 8 blessés dans l'encadre-ment des Eperviers. Condamnant le retrait du Togo pendant la compéti-tion, la CAF déniait ainsi le droit au deuil aux Togolais qui diront « la CAF a craché sur nos morts ». En septembre 2010, Joseph Blatter, président de la FIFA lèvera ces honteu-ses et odieuses sanctions.

A des dates assez rapprochés le tribunal des sports de Lausanne a désavoué et à deux reprises les dé-cisions de la CAF.

La suspension de la JSK suite au regrettable décès d'Ebossé : la négation du droit à la défense

Le club algérien, après avoir été sanctionné par sa propre fédération suite aux incidents survenus lors du match opposant JSK à l'USM Alger le 23 août 2014 (à l'issue duquel le joueur de JSK, Albert Ebossé, a per-du la vie), avait été interdit de parti-cipation aux compétitions interclubs de la CAF durant les saisons 2015 et 2016. Cette dernière décision avait été prise par le Comité exécutif de la CAF le 8 octobre 2014 et avait été immédiatement attaquée par JSK devant le TAS. Le TAS a constaté que la procédure disciplinaire menée par les instances de la CAF n'était pas conforme aux règles de la CAF, la décision attaquée ayant été prise sans que les représentants du club JSK n'aient été entendus ou même infor-més de la procédure en cours. L'ap-pel de la JSK a dès lors été admis et la décision du Comité exécutif de la CAF annulée avec effet immédiat. Ce

n'est pas tant la sanction qui fait scan-dale mais le mépris total du droit à la défense et la violation d'une sacro-sainte règle, religieusement respectée dans toutes les instances disciplinai-res, la nécessaire information de la partie mise en cause. Par ailleurs, le silence de la FAF est troublant devant cette décision excessive et prématu-rée de la CAF, prise avant même que la justice algérienne ait rendue ses conclusions sur les circonstances réel-les du décès. La FAF a laissé la JSK seule face à la CAF. Curieuse jalousie de la souveraineté algérienne qui a laissé un club s'opposer seul à une confédération alors que l'affaire aurait dû, juridiquement et politiquement, être prise en charge par l'instance nationale. D'aucuns diront que les représentants des pays à la CAF sont plutôt prêts à abandonner les intérêts de leurs pays que de perdre leur pla-ce au sein de l'institution. Telle est aussi l'attitude scandaleuse du repré-sentant tunisien qui a accepté de de-mander les excuses exigées par Issa Hayatou devant l'humiliation qui lui a été réservée par les supporters suite au scandale de la finale de la Champions League d'Afrique 2010

La Tunisie : la polémique lors de la finale du CL 2010 : la négation du droit à la contestation

Lors de la remise des trophées de la finale de la Champions League afri-caine 2010 qui a eu lieu à Rades, et suite à la polémique créée autour de l'arbitrage corrompu surtout pendant le match aller qui s'est conclu sur un score étonnant de 5-0 en faveur du TP Mazembe contre l'Espérance spor-tive de Tunis, Issa Hayatou a été in-sulté et sifflé tout au long du match par le public tunisien. Lors de la cé-rémonie, les joueurs et dirigeants tu-nisiens ont refusé de saluer Issa Haya-tou et ont même insisté à recevoir leurs médailles de la part d'un diri-geant tunisien de la FTF pour con-tester ce qu'ils ont qualifié d' « injusti-ces et magouilles arbitrales qui domi-nent le football africain dirigé par Hayatou depuis 1988 ». Les Algériens conservant aussi le triste souvenir de Kofi Kojia quia arbitré le match Algé-rie Egypte.

Le 2 février 2015, le Jury discipli-naire de la CAF a rendu une décision condamnant notamment la FTF à payer une amende de USD 50.000 en lui enjoignant d'envoyer une let-tre d'excuse à la CAF. Dans une déci-sion du 6 février 2015, le Comité exé-cutif de la CAF a entériné la suspen-sion du président de la Fédération tunisienne de foot M. Wadie Jary, prononcée par la Commission d'or-ganisation de la CAN, et a fixé un délai au 31 mars 2015 à la FTF pour se conformer aux directives de la CAF, faute de quoi, le Comité exécutif de la CAF disqualifierait l'équipe natio-nale de Tunisie de la Coupe d'Afri-que des nations 2017.

Lausanne, le 19 février 2015 – La Fédération tunisienne de Football (FTF) a déposé un appel au Tribunal arbitral du sport (TAS) contre une décision du Comité exécutif de la Confédération africaine de Football (CAF) remettant en question la par-ticipation de la FTF à l'édition 2017 de la Coupe d'Afrique des nations (CAN). Le TAS a rendu une ordon-nance dans l'affaire opposant la FTF à la CAF. Le 16 février 2015, la FTF

a déposé une déclaration d'appel au TAS, accompagnée d'une requête d'effet suspensif dans laquelle elle demandait la suspension de la dé-cision du Comité exécutif de la CAF de disqualifier l'équipe nationale de Tunisie de la prochaine édition de la Coupe d'Afrique des nations si la FTF ne se tenait pas, avant le 31 mars 2015, aux directives impo-sées par la CAF.

Après avoir considéré la requête de la FTF et les observations de la CAF, le TAS a délivré une ordonnance re-tenant la requête d'effet suspensif, étant donné qu'à ce stade, la FTF ne subit pas de dommage irréparable vu que la participation de l'équipe na-tionale de Tunisie à la CAN 2017 n'est, pour l'heure, pas refusée. Il sem-ble que le représentant tunisien a ac-cepté de présenter des excuses.

Telle est le règne dictatorial d'un inamovible qui ne tolère aucune con-testation et qui suspend toute une féd-ération pour une contestation.

Le Maroc : la négation du droit à la santé et à la prévention

Le cas marocain est autrement édi-fiant : ce pays a demandé à l'instan-ce africaine le report de la CAN qu'il devait organiser en raison du risque de contamination par le virus Ebola. La CAF rejeta cette demande et mit en demeure le Maroc de l'organiser dans les délais. Le Maroc maintint sa position. La compétition fut transfé-rée et le Maroc sanctionné par la CAF. Le TAS annula partiellement les sanc-tions. La CAF dénia à ce pays le droit à la prévention et à la protection de la santé de sa population.

Pourtant, plusieurs matches des éli-minatoires de la Coupe d'Afrique des nations, début septembre, qui devai-ent se jouer dans les pays les plus touchés par le virus, ont été déloca-lisés, à la demande de la CAF elle-même. L'appétit du gain et l'op-portunité des bénéfices engrangés par ce genre de compétition avait pris le dessus sur le respect du droit à la santé des êtres humains.

A la CAF on ne tolère aucune con-testation et aucune revendication.

La complicité algérienne : l'Algérie, ou plutôt la FAF, après son soutien à Hyataou, est quelque part complice de cette situation lamentable.

Disons au passage que c'est grâce à une proposition d'amendement des statuts de la CAF, sorte d'amende-ments ad hoc introduits en 2012 spé-cialement pour des élections détermi-nées, que Issa Hyataou a pu se pré-senter seul à sa propre succession. Un concurrent de taille, l'Ivoirien Anouma, a été disqualifié suite à l'amendement proposé par la FAF et adopté par l'assemblée générale selon lequel le candidat à la prési-dence de la CAF « devra être ou avoir été membre du comité exécu-tif de la CAF », nouvelle condition que le candidat potentiel ne pouvait satisfaire. Voila un bon retour d'as-censeur d'Issa Hayatou à une fédé-ration qui lui a permis d'être candi-dat unique et passer haut la main.

Au delà de tout ça

LA CAF donne le sinistre profil d'une instance obscure dominée par l'inamovibilité et le refus de la con-testation. Elle est à l'image des Etats qui la forment.

L'Algérie évalue le poids de son influence dans le continent et se retrouve face à l'échec de sa diplomatie sportive et de sa diplo-matie tout court.

*Avocat



06.30 Sabah el kheir
07.00 Journal télévisé
09.05 Saïdati
10.00 Dessin animé
10.35 Zaman el barghouthe
Feuilleton arabe
11.50 Min waqiouna
13.00 Journal télévisé

13.30 Maou dou dou
Feuilleton
14.25 Zaïn darek
15.00 Méthode zoé
16.00 Studio sigar
16.45 Sayadou el alghaze 2
Documentaire
17.10 Dessin animé
17.30 Himayat el ardh
18.00 Journal télévisé amazigh

18.20
Ibhar

18.45 Irchadat tibia
20.00 Journal télévisé
20.45 Confiance brisée
Film
22.15 El djourh
Documentaire
22.45 Daouri el mohtarifine



10.25 Les Z'amours
11.00 Tout le monde veut prendre sa place
11.55 Météo 2
12.00 Journal
12.20 13h15, le samedi...
13.00 Mon Envoyé spécial
13.40 La famille Millevoies, à chacun son métier
13.45 Faites entrer l'accusé
15.25 Secrets d'histoire
17.10 Pyramide
17.45 Mot de passe
18.50 Météo 2
19.00 Journal

19.45 Coupe de la Ligue



- Bastia (L1) / Paris-SG (L1)

Comme un clin d'œil du destin, la finale de la coupe de la Ligue voit s'affronter les deux premiers finalistes de l'histoire de la compétition. Il y a tout juste vingt ans, les Parisiens avaient soulevé le trophée après avoir battu les Corses (2-0). Pour leur première finale au Stade de France, les Bastiais emmenés par Gaël Danic et Sébastien Squillaci, vont tenter de bouleverser les pronostics s'imposant pour la première fois dans la compétition.
22.20 On n'est pas couché
01.40 Alcaline le mag



11.00 12/13 : Journal régional
11.25 12/13 : Journal national
12.25 Les grands du rire
14.00 En course sur France 3
14.25 Dans votre région
15.55 Les carnets de Julie
16.55 Questions pour un super champion
17.45 La famille Millevoies, à chacun son métier
18.00 19/20 : Journal régional
18.30 19/20 : Journal national
19.05 Tout le sport
19.20 Zorro

19.50 Mongeville



- Mortelle mélodie

Avec Francis Perrin, Gaëlle Bona, Pierre Aussedat, Gauthier Baillot

Alors que le juge Mongeville assiste à un concert donné dans une église bordelaise, un drame se produit : la chef de chœur succombe à une crise cardiaque. Persuadé qu'il ne s'agit pas d'une mort naturelle, Mongeville décide de mener une enquête officielle. Il doit collaborer avec Valentine Duteil, une jeune lieutenant de police, bien décidée elle aussi à démasquer le meurtrier. Cette enquête est aussi l'occasion pour le juge d'avoir des nouvelles de sa fille Laurence, qui a disparu depuis plusieurs années.
21.25 Soir 3
21.45 Saïgon, l'été de nos 20 ans
23.20 Du côté de chez Dave, l'intégrale
00.30 Les carnets de Julie



13.15 Planète des hommes
14.10 Hélène et les animaux
15.05 Les derniers gorilles de montagne
16.11 Himalaya, les vallées perdues du Paldar
17.05 Les 100 lieux qu'il faut voir
18.05 Dangers dans le ciel
18.55 Entrée libre
19.35 Echappées belles
21.05 Traditions et saveurs
21.55 A vous de voir
22.20 Le voyage de Kgonta Bo le chaman
23.15 Madagascar au pays des Antankaranas
00.05 Velasquez, cet illustre inconnu



12.30 Future
13.00 Yourope
13.25 Voyages au bout du monde avec Art Wolfe
14.10 Les couleurs du désert
17.10 Cuisines des terroirs
17.35 Arte reportage
18.30 Le dessous des cartes
18.45 Arte journal
19.00 360°-GEO
19.45 Silex and the City
19.50 Lieux magiques, lieux sacrés
20.40 Des cannibales en Europe ?
21.35 Stevie Wonder
22.25 Tracks
23.10 Berlin Live
00.15 L. 627



12.30 Rugby : Racing Métro 92 / Montpellier Hérault Rugby
14.55 Coût de chance
16.30 64' le monde en français
17.35 Tendances XXI
18.05 Acoustic
18.30 Le journal de France 2
18.55 Sultan marathon des sables
19.05 La faute à Fidel
20.40 Nora
21.00 TV5Monde le journal Afrique
21.25 Le journal de la RTS
21.55 Le désert de l'amour
23.35 En pays de...
00.00 TV5Monde le journal



TF1 19.55

THE VOICE, LA PLUS BELLE VOIX

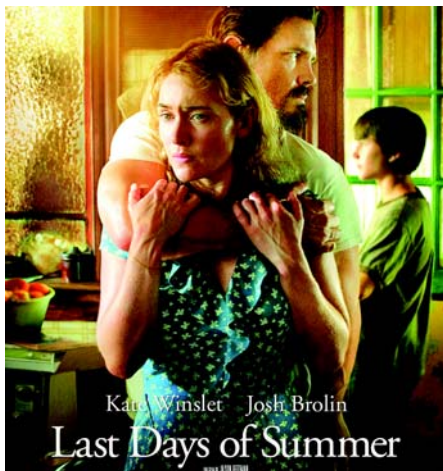
Saison 4 - Episode 14

Présenté par Nikos Aliagas, Jenifer, Mika, Zazie, Florent Pagny

Pour ce deuxième show en direct, l'enjeu pour les douze candidats encore en compétition est double. En effet, s'ils parviennent à convaincre les téléspectateurs et leur coach, non seulement ils continueront l'aventure, mais ils seront en plus assurés de participer à la grande tournée The Voice, qui traversera la France du 29 mai au 4 juillet. Une occasion unique pour eux de se frotter ensemble aux joies de la scène en attendant de mener leur propre carrière. Ce soir, les trois talents de chaque équipe interprètent une chanson choisie par les internautes quelques jours auparavant, toujours accompagnés d'un orchestre live.

CANAL+ 19.58

LAST DAYS OF SUMMER



Avec Kate Winslet, Josh Brolin, Gattlin Griffith, Maika Monroe

Depuis que son mari les a quittés, Adele élève seule son fils Henry. Ils sont très proches, mais la jeune femme est constamment triste. Dans un magasin, ils sont abordés un jour par Frank, un homme étrange et blessé. Avec son air menaçant, Frank parvient à se faire ramener chez Adele. Là, il explique qu'il vient de s'évader de prison. Il a besoin de passer la nuit sur place. Frank leur prépare le dîner.

CINE +
FRISSE 19.45
CONSTANTINE



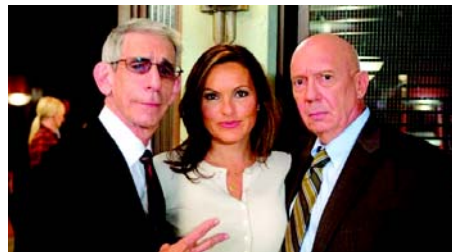
Avec Keanu Reeves, Rachel Weisz, Shia LaBeouf, Djimon Hounsou

Depuis l'enfance, John Constantine est capable de reconnaître les humains mi-anges et mi-démon. Affolé par ce don, il avait alors vainement tenté de se suicider. Aujourd'hui, l'homme cherche la rédemption en combattant les forces du Mal. Après avoir rencontré l'ange Gabriel, il fait la connaissance d'Angela Dodson, policière de Los Angeles, qui enquête sur le mystérieux suicide de sa sœur jumelle, Isabel.

TÉLÉVISION



23.15 New York Unité Spéciale



Saison 1 - Episode 7

- Un coupable encombrant

Avec Christopher Meloni, Mariska Hargitay, Dann Florek, Dean Winters

Dans une aire de jeu, Ryan, un garçon de 8 ans, est retrouvé étranglé et à moitié enterré. Tout porte à croire qu'il a été victime d'un rôdeur nommé Turbit. Cet homme a déjà été condamné pour des violences commises sur des enfants.

01.45 50mn Inside



19.55 Hawaii 5-0



Saison 5 - Episode 9

- Ke Koho Mamao Aku

Avec Alex O'Loughlin, Scott Caan, Daniel Dae Kim, Grace Park, Masi Oka

L'équipe enquête sur la mort d'un homme habillé en cow-boy dont le corps a été retrouvé sur un terrain appartenant à la recherche spatiale. Dans cette enquête, Max est obligé de collaborer avec un de ses confrères, Sanjeet Dhawan, un légiste imbu de sa personne qu'il n'apprécie guère.

00.10 Sons of Anarchy



21.45 Closed Circuit



Avec Eric Bana, Rebecca Hall, Riz Ahmed, Jim Broadbent, Ciarán Hinds

Un attentat terroriste fait plusieurs victimes dans un marché de Londres. Farroukh Erdogan, soupçonné par la police d'être à l'origine de l'attentat, est arrêté avec sa femme. Alors que son avocat se suicide, Erdogan est représenté par Martin Rose. Il est amené à travailler avec Claudia Simmons-Howe, qui a un temps été sa maîtresse.

23.15 L'intégrale du zapping
23.55 Championnat du monde 2015



11.42 T'choupi et ses amis
12.11 Brico Club
12.45 Une saison au zoo
16.25 On n'est plus des pigeons !
17.41 Un gars, une fille
19.45 La famille Millevoies, à chacun son métier
19.50 Les aventuriers du monde perdu
22.15 Dragons 3D - mythes ou réalité
23.00 Monte le son, le mag
23.35 Monte le son, le live
00.25 Psycho Pass



08.55 The Big Bang Theory
13.45 Tellement vrai
17.00 Stargate Universe



Saison 1

- Episode 4

- Ombre et lumière

Avec Robert Carlyle, Louis Ferreira

19.50 Wouf, quel chien sera à la hauteur ?
21.45 Les animaux font leur show



09.40 Génération Hit machine

11.40 Marvel : Les agents du S.H.I.E.L.D.

14.10 Glee

16.50 Le meilleur de Golden moustache

17.00 Soda

19.00 Météo

19.05 Talent tout neuf

19.10 Les Simpson





	OISEAUX CHANTEURS SINON						
				A DISTANCE ETONNANTE		CERVEAU D'ACIER DE QUELLE MANIERE ?	
			A LA MODE OBTENUS INSECTES SAUTEURS				
	CAFES, BARS MAL FREQUENTES CHIFFRE						
			ON L'A A L'ŒIL VALEUR REFUGE			REFUS RUSSE FILS DE NOE	
			CHEMIN PREPOSITION CUIVRE	TRAYON P.-V.			PASSE AU CRIBLE FONDS MONETAIRE
	DANS LA MAIN DU MAITRE ! SOUPER					VRAIS CONVIE- NDRAS	
GRANDS COURS D'EAU MOLLAIRE OU INCISIVE			CONTRACTÉ TIC BEDAINE				
			DIVISION UNE DEMENT				
						GOSSE, MOME, MIOCHE ALUMINIUM	
			PART NOUVEAU LA COCHONNE !				
					POSSESSIF CHAMPION		DEUX EN UN !

FLÉCHÉS N° 5591

FOUILLIS N° 5591

M	U	M	I	X	A	M	P	R	A	G	A	T	E	D
R	E	T	O	Z	A	P	I	L	A	T	R	O	P	E
E	P	M	A	R	C	C	A	T	I	C	F	R	U	S
T	N	E	M	E	U	O	G	N	E	E	L	O	O	S
E	E	M	R	I	F	E	Q	M	S	E	N	E	L	O
D	I	C	S	E	R	R	E	U	O	E	C	O	E	U
U	U	I	L	A	E	I	R	N	I	N	M	E	I	S
L	N	O	N	I	R	E	O	V	M	L	S	E	I	X
E	N	C	R	E	I	I	O	E	P	A	L	T	N	N
R	E	R	L	C	T	U	N	O	V	F	R	A	R	T
P	E	L	R	P	L	S	S	E	O	A	U	E	G	E
V	E	U	E	O	O	T	U	R	I	E	V	E	L	E
S	O	C	I	N	E	R	U	N	L	E	L	U	O	J
S	E	R	G	R	N	O	I	T	A	L	E	V	E	R
R	U	E	L	F	T	N	E	M	E	R	I	A	L	C

Les 4 lettres restantes composent le tout de la charade suivante :

- Mon 1er est une lettre grecque.
- Mon 2e est un article défini.

Mon tout, c'est à point nommé, juste comme il faut, à pic.

7 ERRORS



	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
1										
2										
3										
4										
5										
6										
7										
8										
9										
10										

CROISÉS N° 5591

CROISÉS N° 5591

A. Telles des douves.
B. Plana.
Sortit.
C. Carte.
Au pis aller.
D. Secousse.
E. Sont à plume.
Union.
F. Note de musique.
Au tiers.
Variété de café.
G. Sainte.
Injustice.
H. Ancêtre du kickboxing.
I. N'est plus.
Indéfini.
J. Il fait coucher les épis.

FLECHES N°5590

I	N	V	E	R	S	I	O	N	S
R	O	U	G	E		N	E	U	F
O		L	O	S	A	N	G	E	
N	A	N	I	S	M	E		E	C
I	R	E	N	E			E	S	U
S	U	R	E	M	E	N	T		I
T		A		B	L	O	C	U	S
E	M	B	E	L	L	I		R	T
	A	L	L	E	E	S		G	R
F	L	E	U	R		E	P	E	E

F	R	A	I	S	S	P
O	N	G	A	N	C	A
N	I	M	I	T	E	L
C	E	T	T	R	F	A
A	M	E	R	A	V	E
U	E	B	E	R	E	
M	E	N	D	I	A	N
A	B	I	S	C	U	I
N	A	T	I	L	A	
I	N	C	E	N	D	I
E	T	A	S	E	L	U
R	I	R	E	S	E	N

FOUILLIS N° 5590 FERRAILLEUR (FER - RAILLEUR)

CODÉS N° 5590

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
R	U	C	O	N	T	A	I	E	L	S	B	M
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
D	G	F	P									

1 A	2 D	3 M	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26

2	10	4	5	6	7	1	8	10	6
10	2	5	9	5	10	11	1		14
6	10	12	6	10	6		6	1	18
6	12	6		6	7	1	7	14	10
1	7		6	7	10		11		7
15	10	6	10	10		16	5	12	7
10		18	5		16	1	17	14	10
3	1	5	12	7	10	12	14	6	
10	14	10			15	5	10		16
12		11	1	8	13	7		3	13
7	1		12	14		10	7	1	14
	4	1	8	10	6		1	5	15
1	11	11	10	7	10	11		7	13
3	10	7		7			18	11	5
5	6		2	10	18	5	2	10	11

CODÉS N° 5591

17 militaires turcs inculpés pour avoir intercepté un convoi pour la Syrie



Une cour d'Istanbul a inculpé vendredi 17 militaires turcs pour avoir intercepté en janvier 2014, sur ordre d'un procureur, un convoi des services secrets turcs en route pour la Syrie, dans le cadre d'une affaire controversée, a rapporté l'agence de presse Dogan. Ces militaires qui ont été écroués sont membres de la gendarmerie, corps d'armée en Turquie, et ont notamment été accusés de comploter contre le gouvernement islamo-conservateur au nom de la «structure parallèle», en l'occurrence la confrérie du prédicateur musulman exilé Fethullah Gülen que le président Recep Tayyip Erdogan accuse de vouloir le renverser. Ils avaient intercepté à Adana, dans le sud de la Turquie, frontalière avec la Syrie, un convoi de camions en partance pour la Syrie.

Les agents des services secrets (MIT) qui accompagnaient le convoi les ont empêchés d'inspecter le chargement, soupçonné d'être des armes pour un groupe d'opposition syrienne. Dix-neuf autres membres des services militaires sont actuellement jugés pour «espionnage» dans le cadre de cette affaire et encourrent de lourdes peines de prison.

Un homme ouvre le feu au tribunal de Milan, trois morts



Un homme poursuivi pour banqueroute frauduleuse a ouvert le feu jeudi matin au tribunal de Milan, tuant trois personnes dont un juge et soulevant d'épineuses questions de sécurité publique quelques semaines avant l'ouverture de l'Exposition universelle. Les tirs, 13 au total, ont également fait deux blessés, l'un dans un état grave après avoir été touché à l'abdomen et un autre blessé à une cuisse. Agé de 57 ans, Claudio Giardiello comparaisait au tribunal pour la faillite en 2008 d'une agence immobilière dont il était l'un des propriétaires. Selon l'agence Ansa, il a déclaré aux enquêteurs avoir voulu «se venger de ceux qui l'avaient ruiné». Il a d'abord ouvert le feu dans la salle d'audience au troisième étage du tribunal, tuant un avocat et l'un de ses co-accusés, avant de descendre au deuxième étage tuer le juge dans son bureau. Alors que les forces de l'ordre le pensaient encore caché dans l'immense complexe du tribunal, l'homme s'est enfui en scooter, mais sa plaque d'immatriculation a été repérée par le réseau de vidéo-surveillance. L'homme a pu être arrêté à Vimercate, à une trentaine de kilomètres au nord-est de Milan, a expliqué le ministre de l'Intérieur.

Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

33 morts dans un accident d'autocar au Maroc

Au moins 33 personnes, dont de jeunes athlètes, sont mortes vendredi dans un nouveau drame de la route au Maroc, lorsqu'un bus est entré en collision avec un camion, avant de prendre feu, près de Tan-Tan, selon les autorités et des médias locaux. L'accident est survenu en début de matinée au niveau de la commune de Chbika (près de 1.000 km au sud-ouest de Rabat) et a fait au moins 33 morts et neuf blessés dont deux graves.

Les raisons ayant conduit à cette collision frontale n'étaient pas connues en fin de matinée.

D'après plusieurs médias, le bus transportait notamment de jeunes athlètes et leurs entraîneurs, de retour d'une compétition sportive à Bouznika, station balnéaire située entre Rabat et Casablanca.



Le site Medias 24 évoque ainsi la présence à bord de 14 adolescents et de trois accompagnateurs, qui venaient de participer aux «Jeux nationaux des écoles de sport».

De premières images publiées sur internet témoignaient de la violence du choc et montraient l'autocar en flammes, en grande partie calciné.

Yémen: le Pakistan rejette la demande d'aide de Ryad



Le parlement du Pakistan a rejeté vendredi la demande d'aide de l'Arabie Saoudite pour son intervention au Yémen et appelé Islamabad à rester neutre et à favoriser une solution pacifique dans ce conflit, en dépit de ses liens avec Ryad. Dans une résolution adoptée à l'unanimité au terme d'une session extraordinaire consacrée à cette question, les parlementaires ont approuvé l'engagement pris par leur gouvernement d'aider l'Arabie Saoudite à protéger son territoire, jusqu'ici non menacé par cette crise. Mais ils y soulignent également que le Pakistan devrait jouer un rôle de médiation dans ce conflit et ne pas s'impliquer dans les combats, rejetant de facto la demande de Ryad d'envoi de troupes, navires et avions de guerre. L'Arabie Saoudite souhaite voir son allié pakistanais rejoindre la coalition engagée au Yémen contre les rebelles chiites soutenus par l'Iran, voisin du Pakistan. Cette crise place le Pakistan dans une position difficile entre Ryad, proche allié et bailleurs de fonds avec qui il coopère régulièrement en matière militaire, et son puissant voisin iranien, farouchement hostile à l'opération saoudienne.

Dans sa résolution, le Parlement du Pakistan «souligne la nécessité que le gouvernement poursuive ses efforts pour trouver une solution pacifique à ce conflit».

Des opposants syriens veulent se poser en alternative à la Coalition en exil

Des opposants syriens ambitionnent de former un rassemblement susceptible d'être une alternative à l'actuelle Coalition syrienne en exil, et d'ouvrir des négociations avec le régime de Bachar al-Assad pour mettre fin à la guerre civile. Au moins 150 opposants de l'intérieur ou vivant à l'étranger devraient se réunir début mai au Caire lors d'une «Conférence nationale démocra-

tique syrienne», selon les organisateurs. Ils devront adopter une «Charte nationale syrienne» et une feuille de route, a affirmé à l'AFP l'un d'eux, Haytham Manna, un vétéran de l'opposition.

«La Coalition n'a jamais été capable de représenter l'ensemble de l'opposition syrienne car elle s'est autoproclamée unique représentante de l'opposition et de la société syrienne, alors que beau-

coup de composantes en sont exclues», affirme-t-il.

«Notre objectif au contraire c'est de mettre sur pied une délégation qui soit équilibrée, représentative, démocratiquement choisie, n'excluant personne, pour confronter la délégation gouvernementale dans les négociations», souligne-t-il. La Syrie est déchirée depuis quatre ans par des violences qui ont fait plus de 215.000 morts.

Paris appelée à «renoncer» à un projet de convention judiciaire avec le Maroc

Des ONG, dont Amnesty International et Human Rights Watch, ont appelé jeudi la France à «renoncer» à un projet de convention judiciaire avec le Maroc, estimant que cela «mettrait en péril» les droits des victimes étrangères de crimes commis sur le territoire marocain. Les organisations ACAT, Amnesty International France et Human Rights Watch ont appelé le Premier ministre français Manuel Valls, en visite au Maroc, «à renoncer à un projet d'accord extrêmement problématique signé entre les deux pays». Ce projet de convention judiciaire, soulignent ces ONG, «donnerait priorité au système judiciaire marocain pour enquêter sur tout crime ou délit commis au Maroc, même si la victime est française, dès lors qu'est potentiellement mis en cause un ressortissant marocain». La convention «mettrait en péril les droits des victimes françaises et étrangères de crimes commis au Maroc, y compris de graves violations des droits humains, en rendant quasi impossible toute poursuite en France de ressortissants marocains», ont-elles estimé.

Cuba en passe de quitter la liste noire US



Le président américain Barak Obama a reçu une recommandation de son administration sur le retrait de Cuba de la liste des Etats soutenant le terrorisme, à la veille de l'ouverture d'un Sommet des Amériques historique auquel Cuba participera pour la première fois. Pierre d'achoppement majeure dans le processus de réchauffement en cours depuis quatre mois entre La Havane et Washington, la présence de Cuba sur cette liste depuis 1982 a fait l'objet d'une recommandation formelle de retrait par le Département d'Etat, a annoncé jeudi dans un communiqué Ben Cardin, démocrate le plus haut placé de la commission des Affaires étrangères du Sénat. Ce premier pas d'un processus complexe qui devrait prendre plusieurs semaines «est une étape importante dans nos efforts pour forger une relation plus fructueuse avec Cuba», a annoncé le sénateur, alors que le Département d'Etat n'a pas révélé le contenu du document. Avant de quitter la Jamaïque pour le Panama, où il est arrivé jeudi soir, Barack Obama avait indiqué que le Département d'Etat avait passé en revue la mention de Cuba sur cette liste, sans fournir plus de détails.

EDITORIAL

Par Yazid Alilat

LA GRANDE MENACE, TOUJOURS

des observateurs de telles menaces sur la stabilité du pays ont été servies à l'envi ces vingt dernières années à des Algériens désabusés, fatigués des balles et des Heb-Heb, et qui n'ont toujours pas compris où va leur pays.

Pour autant, des événements de ces dernières semaines, il est tout à fait évident que de gros intérêts sont en jeu dans la sous-région maghrébine avec son arrière-cour du Sahel et au-delà vers l'Afrique subsaharienne. La dernière sortie du Maroc et son agressivité diplomatique contre le processus de paix au nord du Mali sous les auspices d'une médiation menée par l'Algérie est inamicale. D'autant que les services de renseignements marocains seraient derrière la création du groupe terroriste du Mujao qui s'est, par enchantement, évaporé dans les sables du Sahel sitôt réglé le problème des diplomates algériens enlevés à Gao au plus fort de la prise du nord du Mali par un conglomérat de groupes terroristes, y compris des groupes touaregs rebelles que le Maroc a toujours tenté d'infiltrer pour saborder les efforts de l'Algérie de ramener la paix et la sécurité dans cette région du Mali et du Sahel.

Maintenant, il y a l'autre gros souci de l'Algérie, la situation inquiétante en Libye où les groupes armés, dont ceux de l'EI, sont devenus une menace potentielle pour la sécurité du pays, dont les frontières ne peuvent être indéfiniment étanches de ce côté-ci. La menace est réelle, d'autant que selon des milieux avertis l'Algérie est toujours sur la liste des pays arabes qui doivent faire leur «mutation» politique. Peu importe qu'elle soit démocratique ou non. L'essentiel est que le pays doit passer, comme les autres pays de la région et jusque vers la Syrie, par un changement, même violent, de son régime politique. Une réunion triangulaire Algérie-Italie-Egypte à Rome cette semaine a discuté de la menace terroriste qui viendrait de la Libye.

L'autre vision des mêmes milieux faiseurs de révolutions est que la stabilité de l'Algérie travaille pour celle de l'ensemble de la région maghrébine et au-delà vers le Sahel. C'est à peu près la position de la France qui veut se rattraper de la bourde qu'elle a faite en Libye, et surtout des Etats-Unis qui mesurent mieux que quiconque le poids de l'Algérie dans la gestion des conflits et de la menace terroriste au Maghreb, en Afrique et au Moyen-Orient. Ould Khelifa a résumé cela en disant que «l'Algérie compte des amis qui lui veulent du bien et des détracteurs qui veulent la plonger dans les problèmes». Mais, ce n'est pas nouveau tout ça.